



REPOBLIKAN'I MADAGASIKARA
Fitiavana - Tanindrazana - Fandrosoana

PROJET DE LOI
PORTANT LOI DE REGLEMENT
2015



TABLE DES MATIERES

LISTE DES ABREVIATIONS	II
LISTE DES TABLEAUX	IV
LISTE DES GRAPHES	VII
LISTE DES ANNEXES	VIII
EXPOSE DES MOTIFS	1
I. CONTEXTE ECONOMIQUE ET FINANCIER	2
A. TENDANCES DE L'ECONOMIE MONDIALE	2
B. DYNAMISME DE L'ECONOMIE NATIONALE	3
C. ANALYSE DE LA SITUATION ECONOMIQUE	4
1. <i>Le secteur réel</i>	4
2. <i>Inflation et prix</i>	5
3. <i>Le secteur des finances publiques</i>	7
4. <i>Le secteur extérieur</i>	11
II. ANALYSE DE LA PERFORMANCE DES POUVOIRS PUBLICS	11
A. ANALYSE DE LA PERFORMANCE NATIONALE	11
1. <i>Les réalisations physiques et financières des Institutions et Ministères en 2015 (BGE)</i>	11
2. <i>Evolution annuelle de la performance nationale (LFI et LFR)</i>	12
3. <i>Evolution de la performance nationale sur trois ans (2013-2014-2015)</i>	13
B. ANALYSE DE LA PERFORMANCE SECTORIELLE	14
1. <i>Secteur administratif</i>	14
2. <i>Secteur social</i>	28
3. <i>Secteur productif</i>	39
4. <i>Secteur infrastructure</i>	45
III. SITUATION DE L'EXECUTION BUDGETAIRE	55
A. PREVISIONS, EXECUTIONS ET RESULTATS GENERAUX DES LOIS DE FINANCES	55
B. ANALYSE DE L'EVOLUTION DES CREDITS	57
1. <i>Décrets portant transfert de crédits</i>	57
2. <i>Arrêtés portant aménagement de crédits</i>	58
C. ANALYSE DETAILLEE DES OPERATIONS DU BGE	60
1. <i>La situation des recettes</i>	60
2. <i>La situation des dépenses du BGE</i>	61
D. BUDGETS ANNEXES (BA)	68
1. <i>Postes et Télécommunications</i>	69
2. <i>Récapitulation des situations des Budgets Annexes</i>	71
E. COMPTES PARTICULIERS DU TRESOR (CPT)	72
F. FONDS DE CONTRE-VALEUR(FCV)	73
G. OPERATIONS EN CAPITAL DE LA DETTE PUBLIQUE(OCDP)	74
H. RECAPITULATION GENERALE DE L'EXECUTION DE LA LOI DE FINANCES 2015	75
I. EVOLUTION DES SOLDES DE LA LOI DE REGLEMENT DES 5 DERNIERES ANNEES	75
PROJET DE LOI DE REGLEMENT 2015	77

LISTE DES ABREVIATIONS

- A:** Atteint
- AGOA:** African Growth and Opportunity Act
- Aut. :** Autres
- AVC :** Accident Vasculaire Cérébral
- BA :** Budgets Annexes
- BAD :** Banque Africaine du Développement
- BCM :** Banque Centrale de Madagascar
- BCSE :** Bordereaux de Crédits Sans Emploi
- BGE :** Budget Général de l'Etat
- BIANCO :** Bureau Indépendant Anti-Corruption
- BTA :** Bon du Trésor par Adjudication
- BTP :** Bâtiment et Travaux Publics
- CGAF :** Compte Général de l'Administration des Finances
- CHD :** Centre Hospitalier de District
- CRCM :** Caisse de Retraite Civile et Militaire
- CPT :** Comptes Particuliers du Trésor
- CSA :** Centre de Service Agricole
- CSB :** Centre de Santé de Base
- CTD :** Collectivités Territoriales Décentralisées
- DTS :** Droits de Tirages Spéciaux
- FCV :** Fonds de Contre-Valeur
- FJPA :** Frais de Justice Criminelle et Assimilés
- FMI :** Fonds Monétaire International
- FPP :** Fiche de Performance Pluriannuelle
- FSP :** Fonds de Solidarité Prioritaire
- GRC :** Gestion des Risques et des Catastrophes
- IEC :** Information-Education et Communication
- IN :** Imprimerie Nationale
- INSTAT :** Institut National de la Statistique
- IPC:** Indice de Prix à la Consommation
- JIRAMA :** Jiro sy Rano Malagasy
- LFI :** Loi de Finances Initiale
- LFR :** Loi de Finances Rectificative
- LOLF :** Loi Organique sur les Lois de Finances
- MID :** Marché Interbancaire de Devises
- NA :** Non Atteint
- ND :** Non Disponible
- NTIC :** Nouvelle Technologie de l'Information et de la Communication

OGT : Opérations Globales du Trésor
ONG : Organisation Non Gouvernementale
PGA : Paierie Générale d'Antananarivo
PGE : Politique Générale de l'Etat
PIB : Produit Intérieur Brut
PIP : Programme d'Investissement Public
PLOFs : Plans Locaux d'Occupation Foncière
PME/PMI: Petites et Moyennes Entreprises/ Petites et Moyennes Industries
PND : Plan National de Développement
PNUD : Programme des Nations-Unies pour le Développement
PPN : Produits de Première Nécessité
PPP : Partenariat Public Privé
RAP : Rapport Annuel de Performance
RdP : Responsable de Programmes
REF : Rapport Economique et Financier
RRI : Rapid Result Initiative
SGAB : Service de la Gestion des Aides Bilatérales
SLR : Service de la Loi de Règlement
SST : Sécurité Sociale des Travailleurs
TG : Trésorerie Générale
TIC : Technologie de l'Information et de la Communication
TP : Trésorerie Principale
TPI : Tribunal de Première Instance
VIH/SIDA : Virus de l'Immunodéficience Humaine/ Syndrome d'Immunodéficience Acquise
ZFI : Zone Franche Industrielle

LISTE DES TABLEAUX

Tableau n° 1 : Evolution de la croissance par secteur	4
Tableau n° 2 : Taux de croissance par branche d'activités (variation annuelle en %).....	5
Tableau n° 3 : Evolution du prix à la consommation en glissement annuel.....	6
Tableau n° 4 : Réalisation des recettes fiscales en 2015	7
Tableau n° 5 : Evolution des recettes fiscales de 2014 à 2015.....	7
Tableau n° 6 : Evolution des autres recettes budgétaires de 2014 à 2015	8
Tableau n° 7 : Evolution des recettes totales de 2014 à 2015	8
Tableau n° 8 : Dépenses totales de 2014 à 2015	9
Tableau n° 9 : Financement du solde budgétaire de 2014 à 2015	10
Tableau n° 10 : Récapitulation de la situation de la performance et de la situation budgétaire 2015	12
Tableau n° 11 : Evolution de la situation du BGE et de la situation de performance LFI/LFR en 2015	12
Tableau n° 12 : Evolution de la performance nationale sur 3 ans (2013-2014-2015).....	13
Tableau n° 13 : Les réalisations physiques et financières des Institutions et Ministères du secteur administratif	14
Tableau n° 14 : Evolution annuelle de la performance du secteur administratif (LFI et LFR).....	15
Tableau n° 15 : Synthèse des réalisations financières et physiques de la Présidence de la République	16
Tableau n° 16 : Synthèse des réalisations financières et physiques du Sénat	17
Tableau n° 17 : Synthèse des réalisations financières et physiques de l'Assemblée Nationale	17
Tableau n° 18 : Synthèse des réalisations financières et physiques de la Haute Cour Constitutionnelle.....	18
Tableau n° 19 : Synthèse des réalisations financières et physiques de la Primature.....	18
Tableau n° 20 : Synthèse des réalisations financières et physiques du Conseil de la Réconciliation Malagasy	19
Tableau n° 21 : Synthèse des réalisations financières et physiques du Ministère des Affaires Etrangères.....	20
Tableau n° 22 : Synthèse des réalisations financières et physiques du Ministère de la Défense Nationale:.....	21
Tableau n° 23 : Synthèse des réalisations financières et physiques du Secrétariat d'Etat auprès du Ministère de la Défense Nationale chargée de la Gendarmerie.....	22
Tableau n° 24 : Synthèse des réalisations financières et physiques du Ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation.....	23
Tableau n° 25 : Synthèse des réalisations financières et physiques du Ministère de la Sécurité Publique	24
Tableau n° 26 : Synthèse des réalisations financières et physiques du Ministère de la Justice	24
Tableau n° 27 : Synthèse des réalisations financières et physiques du Ministère des Finances et du Budget	25
Tableau n° 28 : Synthèse des réalisations financières et physiques du Ministère de l'Economie et de la Planification	27
Tableau n° 29 : Synthèse des réalisations financières et physiques du Ministère du Commerce et de la Consommation	27
Tableau n° 30 : Résumé des réalisations physiques et financières des Ministères du secteur social	28
Tableau n° 31 : Résumé de l'évolution annuelle de la situation budgétaire et de la performance du secteur social.....	29
Tableau n° 32 : Synthèse des réalisations financières et physiques du Ministère de la Fonction Publique, du Travail et des Lois Sociales.....	30
Tableau n° 33 : Aperçu sur les réalisations physiques et les moyens utilisés par le Ministère de la Santé Publique.....	31
Tableau n° 34 : Synthèse des réalisations financières et physiques du Ministère de la Jeunesse et des Sports	33
Tableau n° 35 : Synthèse des réalisations financières et physiques du Ministère de la Population, de la Protection Sociale et de la Promotion de la Femme.....	34
Tableau n° 36 : Synthèse des réalisations financières et physiques du Ministère de l'Education Nationale ...	35

Tableau n° 37 : Résumé de l'exécution budgétaire et des résultats de performance du Ministère de l'Emploi, de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle.....	36
Tableau n° 38 : Réalisations physiques et niveau de consommation des crédits au niveau du Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique.....	37
Tableau n° 39 : Synthèse des réalisations financières et physiques du Ministère de la Culture et de l'Artisanat :.....	38
Tableau n° 40 : Résumé des réalisations physiques et financières des Institutions et Ministères du secteur productif.....	39
Tableau n° 41 : Résumé de l'évolution annuelle de la situation budgétaire et de la performance du secteur productif.....	40
Tableau n° 42 : Synthèse des réalisations financières et physiques du Ministère de l'Industrie et du Développement du Secteur Privé.....	41
Tableau n° 43 : Synthèse des réalisations financières et physiques du Ministère de l'Agriculture.....	41
Tableau n° 44 : Synthèse des réalisations financières et physiques du Ministère de l'Elevage.....	42
Tableau n° 45 : Synthèse des réalisations financières et physiques du Ministère des Ressources Halieutiques et de la Pêche.....	43
Tableau n° 46 : Synthèse des réalisations financières et physiques du Ministère de l'Environnement, de l'Ecologie, de la Mer et des Forêts.....	44
Tableau n° 47 : Synthèse des réalisations financières et physiques du Ministère auprès de la Présidence chargé des Mines et du Pétrole.....	45
Tableau n° 48 : Réalisations physiques et financières des Institutions et Ministères du secteur infrastructure.....	46
Tableau n° 49 : Résumé de l'évolution annuelle de la situation budgétaire et de la performance du secteur infrastructure.....	46
Tableau n° 50 : Synthèse des réalisations financières et physiques du Ministère de la Communication et des Relations avec les Institutions.....	47
Tableau n° 51: Réalisations associées à la consommation du Ministère de l'Energie et des Hydrocarbures..	48
Tableau n° 52 : Synthèse des réalisations financières et physiques du Ministère de l'Eau, de l'Assainissement et de l'Hygiène.....	49
Tableau n° 53 : Synthèse des réalisations financières et physiques du Ministère des Travaux Publics.....	50
Tableau n° 54 : Synthèse des réalisations financières et physiques du Ministère d'Etat chargé des Projets Présidentiels, de l'Aménagement du Territoire et de l'Equipement.....	51
Tableau n° 55 : Synthèse des réalisations financières et physiques du Ministère du Tourisme, des Transports et de la Météorologie.....	52
Tableau n° 56 : Synthèse des réalisations financières et physiques du Ministère des Postes, des Télécommunications et des Nouvelles Technologies.....	53
Tableau n° 57 : Résultats généraux de l'exécution des Lois de Finances.....	56
Tableau n° 58 : Récapitulation des mouvements de crédits au titre des exercices 2013 à 2015.....	57
Tableau n° 59 : Récapitulation des textes d'aménagement de crédits au titre de l'exercice 2015.....	59
Tableau n° 60 : Situation des recettes du BGE 2015 par fonctionnement et investissement.....	60
Tableau n° 61 : Situation des recettes du BGE 2015 par Rubrique.....	60
Tableau n° 62 : Situation des dépenses du BGE par mission.....	62
Tableau n° 63 : Situation des dépenses du BGE par catégorie :.....	63
Tableau n° 64 : Situation des dépenses de fonctionnement du BGE par grandes rubriques.....	64
Tableau n° 65 : Situation du PIP par type de financement.....	65
Tableau n° 66 : Situation des dépenses du BGE par région.....	66
Tableau n° 67 : Récapitulation des dépassements de crédits.....	68
Tableau n° 68 : Recettes de l'Imprimerie Nationale.....	68
Tableau n° 69 : Dépenses de l'Imprimerie Nationale.....	69

Tableau n° 70 : Recettes des Postes et des Télécommunications.....	70
Tableau n° 71 : Dépenses des Postes et des Télécommunications.....	70
Tableau n° 72 : Récapitulation des situations des Budgets Annexes.....	71
Tableau n° 73 : Recettes et dépenses des Comptes Particuliers du Trésor.....	72
Tableau n° 74 : Situation des FCV 2015.....	73
Tableau n° 75 : Evolution des FCV de 2011 à 2015.....	73
Tableau n° 76 : Situation des OCDP 2015.....	74
Tableau n° 77 : Récapitulation générale de l'exécution des Lois de Finances 2015.....	75
Tableau n° 78 : Evolution des soldes de la Loi de Règlement des 5 dernières années.....	75

LISTE DES GRAPHES

Graphique n° 1 : Evolution de la performance nationale de 2013 à 2015.....	13
Graphique n° 2 : Performance du secteur administratif en 2015 (en %).....	14
Graphique n° 3 : Performance du secteur social en 2015 (en %).....	29
Graphique n° 4 : Performance du secteur productif en 2015 (en %).....	40
Graphique n° 5 : Performance du secteur infrastructure en 2015 (en %).....	46
Graphique n° 6 : Situation des recettes du BGE 2015.....	61
Graphique n° 7 : Situation des crédits finaux et des dépenses du BGE par catégorie (en %).....	63
Graphique n° 8 : Situation des dépenses de fonctionnement du BGE par grandes rubriques.....	65
Graphique n° 9 : Situation du PIP par type de financement.....	65
Graphique n° 10 : Exécution du PIP par type de financement.....	66
Graphique n° 11 : Situation budgétaire de l'IN.....	69
Graphique n° 12 : Situation budgétaire des Postes et Télécommunications.....	70
Graphique n° 13 : Evolution des FCV de 2011 à 2015.....	73
Graphique n° 14 : Evolution des soldes des Lois de Règlement.....	76

LISTE DES ANNEXES

1. Situation des recettes
2. Budgets Annexes
3. Opérations sur les Fonds de Contre-Valeur
4. Opérations en Capital de la Dette Publique (Emprunts)
5. Opérations sur les Comptes Particuliers du Trésor
6. Etats de dépenses (fonctionnement, solde, investissement) par Institution/Ministère
7. Etats de développement de crédits par Institution/Ministère
8. Compte Général de l'Administration des Finances
9. Rapport Annuel de Performance
10. Récapitulation des actes modificatifs de crédits
11. Etat récapitulatif des dépenses par Ministère-Mission-Programme et Financement
12. Situation financière des Etablissements Publics Nationaux

EXPOSE DES MOTIFS



I. CONTEXTE ECONOMIQUE ET FINANCIER

La croissance économique mondiale a été modérée pendant ces trois dernières années : 3,3% en 2013¹, 3,4% en 2014 pour revenir à 3,2 % en 2015². Elle devrait atteindre 3,1 % en 2016 et 3,4 % en 2017. La reprise de l'activité mondiale devrait être plus progressive que prévue, en particulier dans les pays émergents et les pays en développement.

Quant à Madagascar, le dynamisme économique s'est aligné avec la tendance mondiale : la croissance s'estime à 3,1% en 2015. Le Plan National de Développement (PND) a été initié pour cette année afin de concrétiser la vision « Madagascar : Une Nation moderne et prospère », et pour promouvoir un développement inclusif et durable. Le PND constitue en effet la déclinaison à moyen terme des défis et orientations stratégiques de la Politique Générale de l'Etat (PGE) inhérente à cette vision. En outre, les mesures prises en 2014 pour redresser la situation socio-économique ont été intensifiées durant l'année 2015.

A. TENDANCES DE L'ECONOMIE MONDIALE

En 2015, l'activité économique mondiale est restée languissante. Dans les pays émergents et les pays en développement, qui représentent encore plus de 70 % de la croissance mondiale, la croissance a ralenti pour la cinquième année consécutive. Une reprise modeste s'est toutefois poursuivie dans les pays avancés. Trois transitions importantes continuent d'influer sur les perspectives mondiales : 1) le ralentissement progressif de l'activité économique en Chine et le rééquilibrage de l'investissement et de l'industrie manufacturière vers la consommation et les services ; 2) la baisse des prix de l'énergie et des autres produits de base ; et 3) un durcissement progressif de la politique monétaire aux États-Unis dans un contexte de reprise résiliente, face à des banques centrales de plusieurs autres grands pays avancés qui continuent d'assouplir leur politique monétaire.

L'assouplissement monétaire dans la zone euro et au Japon se poursuit plus ou moins comme prévu, tandis qu'en décembre 2015, la Réserve fédérale américaine s'est affranchie de la borne du zéro en relevant le taux des fonds fédéraux. Globalement, les conditions financières dans les pays avancés restent très accommodantes. Les perspectives d'un relèvement progressif des taux directeurs aux États-Unis, ainsi que des accès de volatilité financière sur fond de craintes relatives aux perspectives de croissance dans les

¹Source : PLR 2013

²Source : perspectives de l'économie mondiale/mise à jour octobre 2016/FMI

pays émergents, ont contribué à un durcissement des conditions financières extérieures, à une baisse des flux de capitaux et à de nouvelles dépréciations monétaires dans beaucoup de pays émergents.

En ce qui concerne la croissance mondiale proprement dite, initialement prévue à 3,8%, elle a été révisée à la baisse à 3,1%. La restructuration de l'économie chinoise a eu des impacts importants sur les économies avancées. En effet, aux Etats Unis, une croissance modérée de 2,4% a été observée alors qu'une reprise a été constatée dans la zone Euro grâce à l'affermissement de la demande intérieure. La croissance a été plus faible que prévue en Italie mais plus vigoureuse en Espagne. Quant au Japon, sa croissance à 0,5% est restée en dessous des prévisions en raison d'une forte baisse de la consommation privée. Dans les autres pays avancés d'Asie partenaires de la Chine (Hong Kong, Taiwan,...), l'activité économique a également ralenti.

En ce qui concerne la plupart des pays émergents, la conjoncture macroéconomique s'est avérée plus difficile à causes des tensions géopolitiques naissantes, ayant principalement impacté l'Ukraine, la Lybie et le Yémen. En outre, les pays exportateurs de produits de base et de pétrole ont été pénalisés par la baisse des prix de ces produits. En Amérique latine, la récession au Brésil (-3,8%) a été plus grave que prévue (1,4%) en raison de la mauvaise gouvernance. En Russie et dans les autres pays de la Communauté des Etats Indépendants (CEI), le PIB a poursuivi sa régression, respectivement de 3,7% et de 0,6%.

Enfin, pour la région de l'Afrique Subsaharienne, l'activité a ralenti jusqu'à atteindre son plus bas niveau depuis 2009 : 3,4% en 2015 contre 4,6% l'année précédente. L'insuffisance d'infrastructures notamment relatives à l'énergie, l'instabilité politique dans certains pays, la crise du virus Ebola et la baisse des exportations vers les pays partenaires en sont les principales causes. La croissance économique du Nigéria, première économie de la région, a baissé jusqu'à 3,3% en 2015 contre 6,3% l'année précédente. Le PIB de l'Afrique du Sud a également ralenti, avec une progression de 1,3% contre 1,5% en 2014. Cette situation fait suite à des problèmes de sécheresse, d'approvisionnement en électricité, aux tensions sociales et au recul des investissements privés.

En ce qui concerne le niveau des prix, l'inflation globale a plus ou moins stagné dans la plupart des pays. Les nouvelles baisses de prix des produits de base et la faiblesse de l'activité manufacturière mondiale pèsent cependant sur les prix des biens échangés et elle devrait fléchir de nouveau. L'inflation est restée bien en deçà des objectifs fixés dans les pays avancés, soit une moyenne de 0,3%. L'évolution contrastée de l'inflation dans les pays émergents s'explique par les implications contradictoires de la faiblesse de la demande intérieure et de la baisse des prix des produits de base, d'une part, et des fortes dépréciations monétaires au cours de l'année écoulée, d'autre part.

B. DYNAMISME DE L'ECONOMIE NATIONALE

La reprise économique a été lente en 2015, en raison du ralentissement constaté dans plusieurs secteurs lié entre autres à l'agriculture, au tourisme ou à l'exploitation minière. Les perturbations météorologiques au cours du premier semestre 2015 ont pesé sur l'économie en affectant les activités et en impactant sur l'inflation. La croissance du produit intérieur brut (PIB) est ainsi évaluée à 3,1 % en 2015, soit

un écart négatif de 1,9 points par rapport à l'objectif de 5,0% dans la Loi de Finances Initiale (LFI) de cette année.

Quant à l'inflation, elle est à 7,6 % en glissement annuel fin de période. La baisse du prix des produits pétroliers a permis au Gouvernement de réduire les subventions des prix à la pompe. Cela a permis d'alléger les dépenses publiques et de réduire le déficit commercial. Les subventions aux carburants qui représentaient 8,3 % des dépenses totales du Gouvernement en 2014 ont baissé à 1,9 % en 2015. En outre, l'écart entre le prix à la pompe et le prix de référence a été éliminé depuis octobre 2015. Enfin, la baisse des prix internationaux du pétrole a également entraîné une baisse des recettes fiscales sur les produits pétroliers.

Le tableau suivant donne un aperçu de la croissance économique par secteur :

Tableau n° : Evolution de la croissance par secteur

Secteur	Résultat 2014	Objectif LFI	Objectif LFR	Résultat 2015
Primaire	3,3%	2,0%	0,7%	-0,7%
Secondaire	8,5%	11,4%	4,1%	7,3%
Tertiaire	2,3%	4,7%	4,2%	3,4%

Source: PLR 2014, LFI 2015, LFR 2015

C. ANALYSE DE LA SITUATION ECONOMIQUE

1. Le secteur réel

En 2015, les branches d'activités du secteur primaire ont affiché de très mauvais résultats car le taux de croissance de ce secteur s'est établi à -0,7%, si les prévisions affichaient un taux initial de 2,0%. La branche « agriculture » a connu un recul de 2,4%, et l'« élevage et pêche » a ralenti à 0,8% contre 2,8% en 2014. La « sylviculture » se stabilise au taux de 1,0% de croissance avec la poursuite de la lutte contre l'exploitation illicite de bois précieux.

Le secteur secondaire est resté le principal moteur de la croissance économique malgré une réalisation inférieure à celle de 2014. La prévision initiale de 11,4% n'a pas été atteinte mais la croissance réalisée est relativement forte, et évaluée à 7,3% en fin d'année 2015. Cette faiblesse résulte du repli des cours des métaux au niveau international, du ralentissement des activités des « industries extractives » ainsi que de celles de l'« énergie ». Pour les « Zones Franches Industrielles » (ZFI), son taux négatif de 0,3% en 2015 se justifie par le retard dans l'annonce du renouvellement de l'AGOA ainsi que par la baisse des commandes extérieures surtout vers les pays occidentaux.

Quant aux branches d'activités enregistrées dans le secteur tertiaire, elles ont permis de hisser le taux de croissance au-dessus de celui de l'année précédente. Toutefois, ce taux (3,4%) est resté en deçà de ce qui a été initialement prévu (4,7%). Rythmée par les difficultés de redressement de la compagnie aérienne nationale, la branche « Transport de voyageurs » est celle ayant été le plus en repli, avec une variation négative de 10,3%. En outre, la branche « assurances » a affiché une baisse de 5,5% contre un accroissement de 2,5% prévu initialement. Néanmoins, les « BTP », les « auxiliaires de transports » et les « services rendus aux entreprises et ménages » ont progressé respectivement de 9,4%, 9,9% et 5,3% grâce au retour progressif

des investissements publics, à la relance du secteur touristique à travers le dynamisme des agences de voyage et grâce aux efforts des services d'études et conseils; celle de la branche « Banque » a quant à elle stagné à 5,3%.

Tableau n° : Taux de croissance par branche d'activités (variation annuelle en %)

Périodes		2014	2015
Secteur Primaire		3,3	-0,7
	Agriculture	4,5	-2,4
	Elevage et Pêche	2,8	0,8
	Sylviculture	-1,0	1,0
Secteur Secondaire		8,5	7,3
	Agro-industrie	2,0	-10,1
	Industries Extractives	25,9	19,5
	Energie	4,2	4,1
	Industries Alimentaires	2,7	3,2
	Industries Boissons	4,0	4,2
	Industries Tabac	3,0	3,5
	Industries Corps gras	0,5	0,6
	Pharmacie	1,5	2,9
	Industries Textiles	1,7	-1,5
	Industries Cuir	1,4	2,1
	Industries Bois	3,0	6,4
	Matériaux de Construction	3,3	1,8
	Industries Métalliques	3,0	7,5
	Matériaux de Transport	2,0	2,6
	Appareil Electrique	1,0	1,0
	Industrie Papier	1,0	2,0
	Autres	1,0	4,5
	Zone Franche Industrielle (ZFI)	2,1	-0,3
Secteur Tertiaire		2,3	3,4
	B.T.P	3,1	9,4
	Transports de marchandises	3,4	3,6
	Transports de voyageurs	-2,6	-10,3
	Auxiliaires de Transport	2,5	9,9
	Télécommunications	2,1	4,6
	Commerce	2,9	1,0
	Banque	5,3	5,3
	Assurance	-3,4	-5,5
	Services rendus, entreprise et aux ménages	1,2	5,3
	Administration	1,4	1,0
	Charges non imputées	5,3	5,3
	PIB aux coûts des facteurs	3,5	2,7
	Impôts indirects	2,1	5,6
	PIB total	3,3	3,2

Source: INSTAT

2. Inflation et prix

En 2015, l'inflation mesurée par le glissement annuel de l'indice de prix à la consommation a été de 7,6%, soit une accélération de +1,5 points par rapport à 2014 (6,1%) et +0,4 point par rapport aux prévisions de la LFI (estimation à 7,2%). Cette situation résulte essentiellement de la hausse des produits locaux (+8,02%), des PPN (11,88%) et des effets de la dépréciation de l'Ariary. Elle reste néanmoins modérée grâce à la stabilité des cours de riz et des carburants à la pompe.

L'accélération des prix au cours du premier semestre 2015 a été la plus rapide comparée à celles des cinq dernières années. Celle-ci a été plus marquée au cours du premier trimestre, avec une variation de l'Indice des Prix à la Consommation (IPC) atteignant 7,9% en termes de glissement annuel au mois de mars 2015 à la suite des dégâts cycloniques. Le taux d'inflation s'est ensuite replié entre mars et juin avec l'arrivée de la période de grande récolte rizicole. La hausse de prix des produits locaux a poussé l'augmentation du taux d'inflation. Selon l'origine des produits, les hausses observées au niveau des produits locaux étaient principalement à l'origine de l'augmentation de ce taux en 2015, à cause de sa forte pondération de 75 % par rapport au panier du consommateur dans le calcul de l'indice. Ce groupe de produit a aussi connu la plus forte hausse depuis le début de l'année avec un taux de 7,9 % au mois de juin. La variation de prix des produits importés (+6,7%) et semi-importés (+6,3%) reste dans la tendance des années récentes.

La hausse des prix touche l'ensemble des couches de la population, mais affecte de manière plus importante les plus pauvres. En ce qui concerne les produits alimentaires, les boissons et tabacs, les logements et combustibles, ils ont contribué à 78,3% dans la variation des IPC. Ces produits représentent en moyenne 82,3 % de la consommation des ménages à Madagascar (Instat, 2012), sachant que la part de l'alimentation dans la consommation est plus importante chez les plus pauvres.

Quant à la monnaie nationale, en 2015, la monnaie malgache a continué de se déprécier par rapport aux devises de référence, à savoir, l'euro et le dollar. A cet effet, entre le début et la fin de l'année 2015, l'Ariary a perdu environ 429,7³ Ariary par rapport à l'euro, et 593,4 Ariary vis-à-vis du dollar.

Tableau n° : Evolution du prix à la consommation en glissement annuel

(Variation en %)

Périodes	2013	2014	2015
<i>Janvier</i>	5,8	6.1	6.2
<i>Février</i>	5,6	6.1	6.7
<i>Mars</i>	5,4	5,9	7,9
<i>Avril</i>	5,1	6.2	7.6
<i>Mai</i>	5,2	6.3	7.5
<i>Juin</i>	5,5	6.2	7.6
<i>Juillet</i>	6,0	6,2	7,6
<i>Août</i>	6,1	6,2	7,7
<i>Septembre</i>	6,3	6.1	7.5
<i>Octobre</i>	6,4	5.9	7.5
<i>Novembre</i>	6,4	5.8	7.4
<i>Décembre</i>	6,3	6,0	7,6
Moyenne annuelle	5,8	6,1	7,6

Sources: PLR 2014, Tableau de Bord Economique n°25- Octobre 2016/INSTAT

³ Source : Statistiques BCM-Décembre 2016

3. Le secteur des finances publiques

Afin de parvenir à une croissance inclusive et durable préconisée dans la PGE, les Lois de Finances 2015 sont restées dans la continuité des 3 objectifs majeurs garantissant un redressement imminent de l'économie malgache. Ces objectifs s'aligneraient avec l'efficacité et l'efficience des dépenses publiques, la mise en œuvre de la politique de rigueur budgétaire dans la gestion des Finances Publiques et le maintien de la stabilité macroéconomique. Des mesures nouvelles en termes de fiscalité mais également en matière de dépenses publiques sont venues s'ajouter à celles ayant déjà été élaborées de manière à tendre vers ces objectifs.

a) Les recettes

Les nouvelles mesures prises pour renforcer l'administration de l'impôt consistent essentiellement à améliorer le respect des obligations fiscales, décourager la fraude, éliminer certaines exonérations et s'attaquer au secteur informel.

En ce qui concerne les recettes fiscales uniquement, le taux de réalisation a atteint 100,62% en 2015 s'il n'était que de 86,78% en 2014. Cette performance est tirée essentiellement des impôts qui se sont réalisés à 102,80% en 2015, soit un montant de 1 553,76 milliards d'Ariary, combinée à des recettes douanières perçues à 98,39%.

Tableau n° : Réalisation des recettes fiscales en 2015

RUBRIQUES	En milliards d'Ariary		TAUX DE REALISATION
	PREVISION 12 MOIS	REALISATION	
Impôts	1 511,51	1 553,76	102,80%
Douanes	1 482,10	1 458,29	98,39%
Total recettes fiscales	2 993,61	3 012,05	100,62%

Source : OGT 2015

D'une manière globale, une augmentation de 423,25 milliards d'Ariary, soit une variation positive de 16,35% des recettes fiscales, a été constatée de 2014 à 2015. La performance progressive du recouvrement des impôts (+16,49%) conjuguée aux encaissements au niveau des recettes douanières (+16,20%) en est les principales explications. Cette évolution est retracée à travers le tableau ci-après :

Tableau n° : Evolution des recettes fiscales de 2014 à 2015

RUBRIQUES	En milliards d'Ariary		VARIATION ANNUELLE (%)
	REALISATION 2014	REALISATION 2015	
Impôts	1 333,80	1 553,76	16,49%
Douanes	1 255,00	1 458,29	16,20%
TOTAL RECETTES FISCALES	2 588,80	3 012,05	16,35%

Sources : PLR 2014, OGT 2015

Quant aux autres recettes budgétaires (autres que fiscales), une dégradation a été enregistrée pour celles sous forme de dons. Les dons reçus qui ont pratiquement doublé (+100,24%) en 2014 ont accusé un repli important de 28,44% en 2015. Ils ont ainsi atteint 424,23 milliards d'Ariary pour lesquels 90,53% issus des dons en capital et 9,47% des dons courants. Les dons représentent alors 12,06% du montant total des recettes au cours de cette période. Il en est de même pour les recettes non fiscales qui ont varié de -31,48% avec des recettes ne s'élevant qu'à 505,01 milliards d'Ariary en 2015, soit un écart de 205,75 milliards d'Ariary par rapport à 2014.

Tableau n° : Evolution des autres recettes budgétaires de 2014 à 2015

RUBRIQUES	En milliards d'Ariary		VARIATION ANNUELLE
	REALISATION 2014	REALISATION 2015	
Dons	592,87	424,23	-28,44%
Dons courants	206,76	40,17	-80,57%
Dons en capital	386,11	384,06	-0,53%
Recettes non fiscales	117,90	80,79	-31,48%
TOTAL AUTRES RECETTES BUDGETAIRES	710,77	505,01	-28,95%

Source : OGT 2015

Au final, les recettes agrégées enregistrent une évolution positive mais moindre de 8,35% par rapport à l'année 2014, pour un montant de 3 517,06 milliards d'Ariary. La proportion des recettes fiscales dans les recettes agrégées s'est ainsi améliorée de 5,89 points de pourcentage, tandis que celle des autres recettes budgétaires s'est détériorée du même ordre. Cette évolution est mise en exergue à travers le tableau suivant :

Tableau n° : Evolution des recettes totales de 2014 à 2015

RUBRIQUES	En milliards d'Ariary		VARIATION ANNUELLE	Proportion dans les recettes totales	
	REALISATION 2014	REALISATION 2015		2014	2015
RECETTES FISCALES (a)					
Impôts	1 333,80	1 553,76	16,49%	41,09%	44,18%
Douanes	1 255,00	1 458,29	16,20%	38,66%	41,46%
Sous total recettes fiscales	2 588,80	3 012,05	16,35%	79,75%	85,64%
AUTRES RECETTES BUDGETAIRES (b)					
Dons courants	206,76	40,17	-80,57%	6,37%	1,14%
Dons en capital	386,11	384,06	-0,53%	11,89%	10,92%
Recettes non fiscales	64,50	80,79	25,25%	1,99%	2,30%
Sous total autres recettes budgétaires	657,37	505,01	-23,18%	20,25%	14,36%
RECETTES DU BUDGET GENERAL (a) + (b)	3 246,17	3 517,06	8,35%	100,00%	100,00%

Sources : PLR 2014, OGT 2015

b) Les dépenses

Pour améliorer l'efficacité des dépenses, les mesures prises par les autorités ont consisté à éliminer les subventions pétrolières et réduire la nécessité de recourir aux transferts aux entreprises publiques déficitaires, dont notamment la compagnie d'énergie JIRAMA et Air Madagascar. D'autres dispositions ont été prises pour apurer les arriérés existants dans les plus brefs délais et éviter l'accumulation de nouveaux arriérés intérieurs.

Les dépenses publiques, estimées à 4 372,90 milliards d'Ariary, ont été réalisées à 90,12% des prévisions inscrites dans la LFR, soit une augmentation de 14,37% par rapport à son niveau de l'année dernière. Les dépenses sont réparties en dépenses courantes et en dépenses en capital, respectivement de 3 372,44 milliards d'Ariary et de 1 000,47 milliards d'Ariary.

Comparées dans l'ensemble, les dépenses courantes dominent la majeure partie, représentant 77,12% du montant total, et leur proportion a augmenté de 3,25 points par rapport à 2014. En termes de variation annuelle, ces dernières représentent une hausse de 19,40%. Parmi ces dépenses, celles de personnel s'élevaient à 1 566,1 milliards d'Ariary correspondant à une hausse effective de 8,34%, suite à la régulation des recrutements au niveau de chaque Ministère, à l'assainissement des autres irrégularités ainsi qu'à l'ajustement des salaires par rapport à l'inflation. La régularisation du paiement des salaires des agents en service à l'extérieur a également contribué à l'accroissement de celles-ci.

Concernant les dépenses de fonctionnement hors solde, elles ont cru de 77,95 milliards d'Ariary, soit une contribution de +25,66% dans la variation des dépenses agrégées.

Les dépenses en capital n'ont, quant à elles, progressé que de 0,14%, s'élevant à 1 000,47 milliards d'Ariary en 2015. En effet, malgré une légère amélioration des financements extérieurs au niveau des dépenses en capital (+1,04 points en 2015), cela n'a pas empêché ces dernières d'accuser un repli dans sa proportion au sein des dépenses totales (+26,13% en 2014 contre +22,88% seulement en 2015).

Tableau n° : Dépenses totales de 2014 à 2015

Rubriques	En milliards d'Ar		Variation annuelle	Proportion par rapport aux dépenses totales	
	2014	2015		2014	2015
Dépenses courantes	2 824,50	3 372,44	19,40%	73,87%	77,12%
Personnel	1 445,60	1 566,11	8,34%	37,81%	35,81%
Fonctionnement	1 044,30	1 122,25	7,46%	27,31%	25,66%
Intérêts sur dette intérieure	45,23	173,51	283,62%	1,18%	3,97%
Intérêts sur dette extérieure	97,15	57,41	-40,91%	2,54%	1,31%
Autres opérations nettes du Trésor (+/-)	190,30	453,16	138,13%	4,98%	10,36%
Fonctionnement des FCV	1,90	-	-	0,05%	-
Dépenses en capital	999,03	1 000,47	0,14%	26,13%	22,88%
Financement intérieur	284,89	274,88	-3,51%	7,45%	6,29%
Financement extérieur	714,14	725,59	1,60%	18,68%	16,59%
DEPENSES TOTALES	3 823,50	4 372,90	14,37%	100,00%	100,00%

Source : PLR 2014, OGT 2015

c) Le financement du déficit budgétaire

Sur les objectifs de 3 644,96 milliards d'Ariary de recettes pour le Budget général (recettes fiscales et autres recettes budgétaires) prévues par la LFR, un recouvrement de 3 517,06 milliards d'Ariary a été effectué, soit un taux de réalisation de 96,49%. Cette performance reste cependant mitigée avec la faiblesse des recettes en dons, marquée par un écart de -109,17 milliards d'Ariary par rapport à leurs prévisions, qui de plus est, associée à une hausse des dépenses au cours de la même période. Il en résulte un accroissement du déficit budgétaire à hauteur de 67,96% en 2015, alors qu'il n'a augmenté que de 37,1% en 2014.

En effet, pour l'année 2015, le déficit public a atteint 1 052,40 milliards d'Ariary soit 3,7% du PIB contre 626,56 milliards en 2014. Ce déficit est financé par les ressources extérieures à hauteur de 619,67 milliards d'Ariary, soit 58,88% du financement total, ainsi que par les ressources intérieures pour un niveau de 432,73 milliards d'Ariary.

Pour le financement extérieur, les dépenses en capital ont connu une variation positive de 1,60% par rapport à 2014, soit un écart évalué à 11,45 milliards d'Ariary, s'expliquant partiellement par l'accroissement de 4,12% des tirages (équivalent à un montant supplémentaire de 13,50 milliards d'Ariary). Par contre, le remboursement des dettes a baissé, atteignant la somme de 116,94 milliards d'Ariary, soit 11,96% de moins que ceux effectués durant l'année 2014, équivalent à un taux de réalisation de 67,64% par rapport à la LFR 2015. Une augmentation considérable de l'ordre de 244,44% a été également enregistrée sur les prêts programmes.

Quant au financement interne, l'Etat a eu davantage recours au système bancaire car son financement auprès de ce dernier a augmenté de 301,34% pour 469,56 milliards d'Ariary en 2015, s'il était en repli de 72,7% par rapport à 2014. De même, son engagement envers le système non bancaire connaît un regain de 52,52 milliards d'Ariary, alors qu'il accusait une baisse de 46,9 milliards d'Ariary en 2014.

Enfin, les dépôts des correspondants du Trésor public se sont soldés à -132,40 milliards d'Ariary en 2015, soit un décaissement de 315,64 milliards d'Ariary en l'espace d'une année.

Tableau n° : Financement du solde budgétaire de 2014 à 2015

Rubriques	En milliards d'Ariary		LFR 2015	Variation annuelle	Ecart	Taux de réalisation 2015
	2014	2015				
FINANCEMENT EXTERIEUR NET	309,92	619,67	1 017,85	99,95%	-398,18	60,88%
-Tirages (projets)	328,03	341,53	573,07	4,12%	-231,54	59,60%
-Amortissements	-132,82	-116,94	-172,89	-11,96%	55,95	67,64%
-Tirages (programmes)	114,71	395,07	617,67	244,40%	-222,59	63,96%
FINANCEMENT INTERIEUR NET	316,64	432,73	463,72	36,66%	-30,99	93,32%
-Système bancaire	117,00	469,56	418,22	301,34%	51,34	112,28%
-Système non bancaire (BTA)	16,52	98,02	45,50	493,41%	52,52	215,43%
-effet variation de change	-0,11	-2,44	-	2 081,25%	-	-
-Dépôts correspondants du Trésor net	183,24	-132,40	-	-172,26%	-	-
TOTAL DES FINANCEMENTS	626,56	1 052,40	1 481,56	67,96%	-429,16	71,03%

Source : OGT 2015

4. Le secteur extérieur

Pour l'année 2015, la balance globale a affiché un montant excédentaire de 49,9 millions de DTS contre 14,7 millions de DTS en 2014, soit une nette amélioration de 239,5%. La situation des paiements extérieurs s'est ainsi améliorée.

Cette performance est attribuable à l'intensité de l'activité constatée au niveau du compte de capital et d'opérations financières qui ont atteint 297,6 millions de DTS pour lesquels les investissements directs et de portefeuille ont significativement contribué. Nonobstant un compte de capital en ralentissement de 10,6% par rapport à 2014, ce dernier s'est tout de même soldé avec un montant excédentaire de 93,1 millions de DTS. Cela est imputable à l'amélioration du climat des affaires et des investissements, mais également à la stabilité de l'environnement politique. Pour sa part, le compte d'opérations financières a enregistré un excédent de 86,1 millions de DTS en 2015, contre un déficit de 55,8 millions de DTS l'année précédente.

Quant au compte courant, il s'est creusé avec un déficit de 131,5 millions de DTS en 2015 en raison de la détérioration du compte de revenu à hauteur de 268,8 millions de DTS. Ce dernier résulte surtout du paiement de dividende s'élevant à 266,7 contre 194,2 millions de DTS en 2014.

Cependant, l'Ariary face aux DTS s'est déprécié de 23,3% pour passer de 3 667,2 Ariary/DTS à 4 520,8 Ariary/DTS en 2015, dû en partie à des problèmes survenus au niveau de la compagnie aérienne Air Madagascar impacté par la baisse du secteur touristique mais également à cause des baisses progressives des cours du Nickel et du Cobalt.

II. ANALYSE DE LA PERFORMANCE DES POUVOIRS PUBLICS

Le volet « analyse de la performance des pouvoirs publics » rend compte de l'exécution des engagements pris par les Institutions et les Ministères dans la Fiche de Performance Pluriannuelle (FPP). Les résultats des actions conduites sont relatés dans les Rapports Annuels de Performance (RAP) remis par chaque Responsable de Programmes (RdP) à la clôture de l'exercice. Les explications des écarts entre les prévisions et les réalisations effectives sont ainsi tirées dans ces RAP, complétées éventuellement par les informations recueillies dans le document de suivi de l'exécution budgétaire, 4^{ème} trimestre 2015. Seuls les résultats des indicateurs les plus significatifs par programmes sont relatés dans la présente loi, les plus amples détails sont consultables en annexe.

A. ANALYSE DE LA PERFORMANCE NATIONALE

1. Les réalisations physiques et financières des Institutions et Ministères en 2015 (BGE)

Dans le cadre de la concrétisation de la PGE, le Gouvernement Malagasy s'est engagé à accomplir 53 missions et 141 programmes, lesquels ont été déclinés en 407 objectifs. 908 indicateurs de performances ont été utilisés pour apprécier l'atteinte des objectifs en fin d'année, dont presque la moitié a atteint les valeurs cibles, avec une performance globale située à 49,44%. . Il convient de noter que pour la plupart des indicateurs

non atteints, les facteurs de blocage évoqués par les Responsables de Programmes ont consisté à la limitation du budget suite à l'adoption de la LFR.

Sur le plan de la gestion budgétaire, l'exécution des actions publiques a coûté 4 107,08 milliards Ariary, sur une enveloppe budgétaire finale d'un montant de 5 047,98 milliards Ariary, soit un taux de consommation de crédits à raison de 81,36 %.

Les principales réalisations financières et physiques des Institutions et Ministères pour l'exercice 2015 sont résumées dans le tableau ci-après :

Tableau n° : Récapitulation de la situation de la performance et de la situation budgétaire 2015

En nombre										En Millions d'Ariary		
Inst/ Min	Mis.	Prog.	Obj.	Valeurs cibles		Valeurs réalisées	Non atteints	ND	Autres	Crédits		Dépenses réalisées
				Initiales	Finales					Initiaux	Définitifs	
36	53	141	407	898	908	449	406	34	19	4 670,41	5 047,98	4 107,08

Sources : RAP 2015 et BCSE 2015

2. Evolution annuelle de la performance nationale (LFI et LFR)

La mise à jour des objectifs assignés dans la LFI a été indispensable suite au bouleversement de l'environnement macroéconomique survenu en cours d'année. Cette mesure s'est traduite en termes budgétaires, par le réajustement des crédits répartis aux différents départements, et en termes de performances, par l'actualisation des indicateurs mesurant l'atteinte des objectifs assignés par le Gouvernement.

Ainsi, les crédits du BGE octroyés par la LFI se sont élevés à 4 670,41 milliards d'Ariary, puis ajustés par la LFR à 5 047,98 milliards d'Ariary, soit une hausse de 8% par rapport aux prévisions initiales. En parallèle, le document de performance a subi quelques rebondissements. En effet, la FPP accompagnant la Circulaire d'exécution budgétaire a établi 898 indicateurs, tandis que celle contenue dans l'annexe (Tome 1) de la LFR en a relevé 908. Les valeurs cibles ont fait également l'objet de mise à jour, puisque 310 valeurs ont été revues à la baisse et 12 à la hausse. En matière de structure gouvernementale, si 37 Institutions et Ministères ont été enregistrés par la LFI, 36 départements ont été recensés dans la LFR, suite à la fusion du Ministère du Tourisme et du Ministère du Transport et de la Météorologie. Ces évolutions sont résumées dans le tableau suivant :

Tableau n° : Evolution de la situation du BGE et de la situation de performance LFI/LFR en 2015

En Ariary			En nombre			
Modification des crédits			Modification du nombre des indicateurs		Modification de la valeur cible	
Crédits LFI	Crédits LFR	Evolution	Indicateurs Initiaux	Indicateurs finaux	En plus	En moins
4 670 414 632 000,00	5 047 980 666 000,00	108,08%	898	908	12	310

Sources : Budget d'exécution LFI et LFR, document de performance LFI et LFR 2015

3. Evolution de la performance nationale sur trois ans (2013-2014-2015)

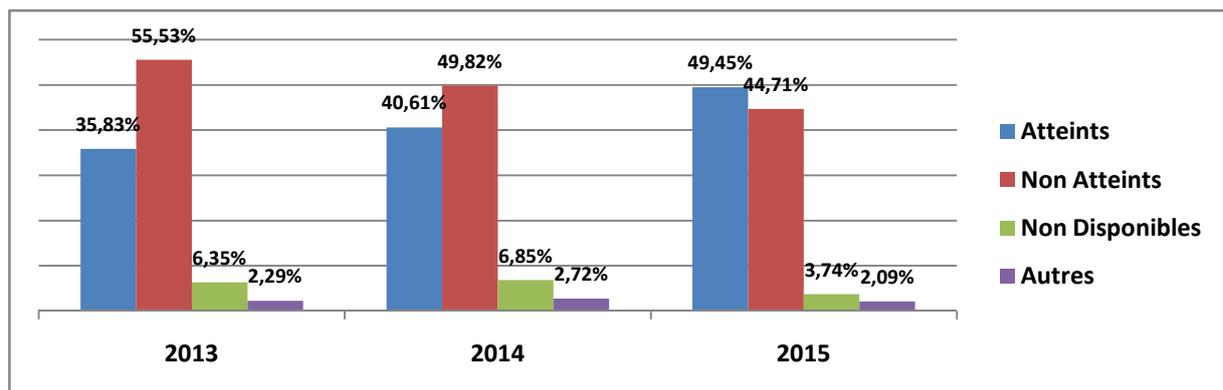
Les réalisations physiques depuis ces 3 dernières années sont synthétisées dans les figures suivantes :

Tableau n° : Evolution de la performance nationale sur 3 ans (2013-2014-2015)

Année	Indicateurs				
	Inscrits	Atteints	Non Atteints	Non disponibles	Autres
2013	787	282	437	50	18
2014	847	344	422	58	23
2015	908	449	406	34	19

Sources : RAP 2013-2014-2015

Graphique n° : Evolution de la performance nationale de 2013 à 2015



Sources : RAP 2013-2014-2015

Les schémas ci-dessus font ressortir la progression de la performance nationale depuis ces dernières années. Le nombre des indicateurs de performance n'a cessé de croître, puisque 787 ont été retenus en 2013, 847 en 2014 pour atteindre le cap de 908 en 2015, soit une hausse de 15,37% durant les 3 années consécutives. Se référant à l'année 2014, cette élévation a été surtout constatée auprès du Ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation (de 32 à 63), du Ministère des Finances et du Budget (de 89 à 120), et du Ministère de la Population, de la Protection Sociale et de la Promotion de la Femme (de 37 à 67). Néanmoins, quelques Ministères ont largement réduit le nombre de leurs indicateurs, tels que le Ministère de la Santé Publique (en passant de 59 à 15) et le Ministère de l'Agriculture (de 34 à 28).

En matière de résultats obtenus, l'exécution des programmes gouvernementaux s'est également améliorée. En effet, la part des valeurs cibles qui ont été atteintes ont considérablement accru, en allant de 35,83% en 2013 pour s'achever à 49,45% en 2015. Par ailleurs, le taux des indicateurs non disponibles et classés « autres » a légèrement diminué, en passant de 8,64% en 2013 pour chuter à 5,84% en 2015.

B. ANALYSE DE LA PERFORMANCE SECTORIELLE

1. Secteur administratif

a. Les réalisations physiques et financières des Institutions et Ministères du secteur administratif

Etant le secteur ayant bénéficié la plus grande part du BGE, le secteur administratif, composé de 6 Institutions et 9 Ministères, a détenu 61,96% de l'ensemble des crédits définitifs. En effet, les crédits finaux destinés à l'accomplissement des actions publiques relevant du secteur se sont élevés à 3 127,85 milliards Ariary. A la clôture de l'exercice, ils ont été dépensés à hauteur de 2 874,06 milliards d'Ariary.

En matière de performance, le pilotage de la politique publique dudit secteur s'est articulé autour de 17 missions et 52 programmes. Sur les 450 indicateurs définis, soit presque la moitié de la totalité des indicateurs, 223 ont été atteints. Sa performance, d'un taux de 49,56%, a donc évolué positivement comparée aux résultats de 2014, avec une avancée de 3,18 points. Seules l'Assemblée Nationale et la Haute Cour Constitutionnelle ont pu réaliser convenablement leurs objectifs: toutes les réalisations ont été conformes aux cibles définies. Il en a été autrement pour le Conseil de la Réconciliation Malagasy, le Ministère de la Justice et le Ministère de la Défense Nationale, dont les taux de réalisation des indicateurs de performance ont été en deçà de 25%.

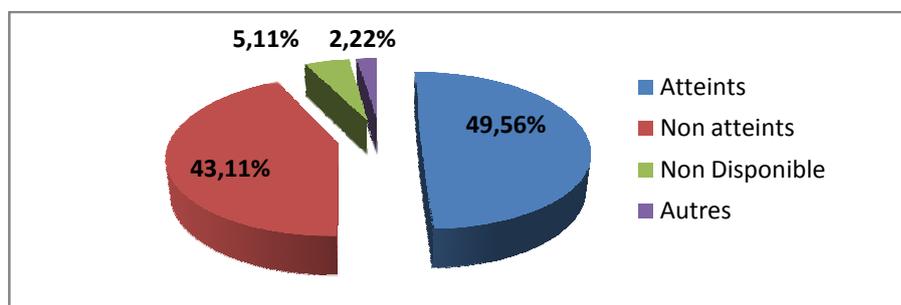
Les réalisations du secteur administratif tant en termes budgétaires que de performances sont récapitulées dans les figures ci-après :

Tableau n° : Les réalisations physiques et financières des Institutions et Ministères du secteur administratif

Inst/ Min	Mis .	Prog .	Obj.	En nombre		V Valeurs Réalisée	Non Atteints	ND	Autres	En milliards d'Ariary		
				Valeurs cibles						Crédits		Dépenses réalisées
				Initiale	Finale					Initiaux	Définitifs	
15	17	52	166	450	450	223	194	23	10	2 614,50	3 127,85	2 874,06

Sources : RAP, Budget d'exécution LFI et LFR et BCSE 2015

Graphique n° : Performance du secteur administratif en 2015 (en %)



Sources : RAP, Budget d'exécution LFI et LFR et BCSE 2015

b. Evolution annuelle de la performance du secteur administratif (LFI et LFR)

La LFR a autorisé l'ouverture de crédits d'un montant de 3 134,41 milliards d'Ariary, une variation à la hausse de 19,89% par rapport à ceux octroyés par la LFI. Seuls 4 départements institutionnels et ministériels ont bénéficié d'une augmentation de crédits, à l'instar de la Présidence de la République, de la Primature, du Ministère des Finances et du Budget et du Ministère du Commerce et de la Consommation. L'allocation budgétaire des départements restants, après la LFR, a été nettement réduite, si on se réfère aux budgets d'exécution de la LFI. Tel est le cas notamment du Ministère des Affaires Etrangères et du Ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation, dont seuls 62% et 64% des crédits initiaux ont été maintenus par la LFR.

En corollaire, 136 sur 450 indicateurs ont été révisés, dont 3 seulement à la hausse, et 133 à la baisse. Le Secrétariat d'Etat chargé de la Gendarmerie Nationale a été le Ministère qui a procédé le plus à cette modification, puisque 94,44% de ses indicateurs ont vu leurs valeurs cibles en réduction. En revanche, en dépit de la limitation des crédits qui leur ont été conférés par la LFR, le Sénat ainsi que le Ministère de la Défense Nationale ont gardé leurs valeurs cibles intacts. Cette évolution est résumée dans le tableau suivant :

Tableau n° : Evolution annuelle de la performance du secteur administratif (LFI et LFR)

Institution/Ministère	Modification des crédits			Modification du nombre des indicateurs		Modification de la valeur cible	
	Crédits initiaux (LFI)	Crédits après (LFR)	Evolution	Prévisions initiales	Prévisions finales	Modification en +	Modification en -
Présidence de la République	47 203 197 000	66 333 980 000	140,53%	31	31		16
Sénat	12 327 000 000	10 944 346 000	88,78%	8	8		5
Assemblée Nationale	35 087 000 000	28 817 647 000	82,13%	4	4		
Haute Cour Constitutionnelle	5 727 000 000	4 995 242 000	87,22%	8	8		4
Primature	87 262 987 000	101 149 053 000	115,91%	77	77		14
Conseil de la Réconciliation Malagasy	5 726 500 000	4 507 152 000	78,71%	5	5		3
Ministère des Affaires Etrangères	63 930 579 000	40 041 252 000	62,63%	32	32		12
Ministère de la Défense Nationale	180 347 566 000	172 880 492 000	95,86%	10	10		
Secrétariat d'Etat chargé de la Gendarmerie	168 203 357 000	167 440 509 000	99,55%	18	18		17
Ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation	113 687 385 000	73 036 108 000	64,24%	63	63		18
Ministère de la Sécurité Publique	107 198 489 000	90 759 388 000	84,66%	17	17	1	11
Ministère de la Justice	89 909 990 000	82 233 235 000	91,46%	36	36	1	20
Ministère des Finances et du Budget	1 669 428 860 000	2 255 585 782 000	135,11%	120	120	1	7
Ministère de l'Economie et de la Planification	9 605 435 000	9 454 956 000	98,43%	12	12		2
Ministère du Commerce et de la Consommation	18 859 305 000	26 227 218 000	139,07%	9	9		4
TOTAL	2 614 504 650 000	3 134 406 360 000	119,89%	450	450	3	133

Sources : RAP, Budget d'exécution LFI et LFR et BCSE 2015

c. Suivi par programme des réalisations des Départements du secteur administratif

- PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

Le tableau ci-après résume les réalisations financières et physiques de la Présidence de la République:

Tableau n° : Synthèse des réalisations financières et physiques de la Présidence de la République

Cod prog	Libellés programmes	Crédits finaux	Dépenses réalisées	Taux de réal.	Inscrits	A	NA	ND	Aut.	Taux de réal.
001	Administration et coordination	59 416 668 000	43 989 728 194	74,04%	21	13	8	0	0	61,90%
201	Infrastructure reliée	138 254 000	136 755 995	98,92%	6	2	1	0	3	33,33%
401	Développement rural	61 501 000	61 499 840	99,99%	1	0	1	0	0	0,00%
501	Santé, planning familial et lutte contre le VIH/SIDA	6 079 232 000	962 617 069	15,83%	1	0	1	0	0	0,00%
801	Solidarité Nationale	1 038 325 000	1 038 153 062	99,98%	2	0	2	0	0	0,00%
TOTAL		66 733 980 000	46 188 754 160	69,21%	31	15	13	0	3	48,39%

Sources : RAP, Budget d'exécution LFI et LFR et BCSE 2015

L'exécution de l'ensemble de ses programmes a occasionné une dépense à raison de 46,18 milliards d'Ariary, un taux d'exécution budgétaire de 69,21 %, laquelle a permis de réaliser une performance moyenne de 48,39%.

- *Administration et coordination* : la société civile a pu effectuer 4 interpellations et 397 responsables ont bénéficié d'une formation sur l'Etat de droit. Ces performances ont été générées respectivement par la séance de sensibilisation des organisations de sociétés civiles et la forte sollicitation de formation par les établissements assujettis. Cependant, l'insuffisance des crédits a impacté négativement aussi bien sur le traitement des dossiers d'investigation sur la réduction de la corruption que sur la transmission des renseignements aux instances étatiques (sécurité des personnes et protection de leurs biens).

- *Infrastructure reliée* : dans le cadre de l'amélioration des systèmes de télécommunication aux Palais d'Etat, 7 sites ont été entretenus et maintenus conformément à la prévision, grâce à la priorisation de cette activité par la Présidence. En revanche, aucun bureau n'a été mis en réseau informatique en raison du problème de passation de marché y afférente.

- *Développement rural* : l'unique indicateur servant à mesurer l'objectif « lancer une révolution verte durable » n'a pas atteint sa cible en raison du blocage de crédit au 4^{ème} trimestre

- *Santé, Planning Familial et Lutte contre le VIH/SIDA* : le retard des signatures des conventions avec les régions a expliqué l'écart pour le nombre de locaux de lutte contre le SIDA mis en place au niveau des Communes.

- *Solidarité familiale* : l'objectif de l'amélioration de l'appui aux très pauvres et vulnérables n'a pas pu être rempli tel que transcrit dans la FPP, les activités ont été suspendues à cause du projet de LFR. En outre, seuls 2 sites sur les 3 attendus ont pu être rénovés, puisque d'autres activités ont été priorisées.

- SENAT

Le tableau ci-après synthétise les réalisations financières et physiques du Sénat:

Tableau n° : Synthèse des réalisations financières et physiques du Sénat

Cod Prog	Libellés programmes	Crédits finaux	Dépenses réalisées	Taux de réal.	Inscrits	A	NA	ND	Aut.	Taux de réal.
002	Administration et Coordination	6 434 694 000	5 616 238 222	87,28%	3	2	1	0	0	66,67%
119	Appui aux membres des Institutions	2 757 398 000	435 614 085	15,80%	5	1	4	0	0	20,00%
TOTAL		9 192 092 000	6 051 852 307	65,84%	8	3	5	0	0	37,50%

Sources : RAP, Budget d'exécution LFI et LFR et BCSE 2015

Sur les 9,19 milliards d'Ariary destinés à la réalisation des actions publiques au sein du Sénat, 6,05 milliards d'Ariary ont été consommés. Traduits en termes de réalisations physiques, seuls 3 sur 8 indicateurs ont atteint les valeurs cibles.

- *Administration et coordination* : la priorisation des dépenses de fonctionnement a permis de traiter 640 dossiers pour le fonctionnement du Sénat, sur un chiffre prévisionnel de 250. Par contre, l'adoption de la LFR a engendré la faiblesse de son taux d'exécution budgétaire.

- *Appui aux membres de l'Institution* : si l'absence de sénateur a justifié les réalisations nulles pour le nombre de lois votées, celui des actes de contrôle de l'action du Gouvernement et celui des visites effectuées auprès des CTDs ; la préparation de la LFR, quant à elle, a occasionné un écart sur le nombre de dossiers traités pour le fonctionnement des membres du bureau permanent et des Commissions.

- ASSEMBLEE NATIONALE

Le tableau ci-après synthétise les réalisations financières et physiques de l'Assemblée Nationale :

Tableau n° : Synthèse des réalisations financières et physiques de l'Assemblée Nationale

Cod prog	Libellés programmes	Crédits finaux	Dépenses réalisées	Taux de réal.	Inscrits	A	NA	ND	Aut.	Taux de réal.
003	Administration et coordination	15 714 213 000	15 658 779 071	99,65%	1	1	0	0	0	100,00%
101	Gouvernance responsable	13 106 254 000	12 860 862 302	98,13%	3	3	0	0	0	100,00%
TOTAL		28 820 467 000	28 519 641 372	98,96%	4	4	0	0	0	100,00%

Sources : RAP, Budget d'exécution LFI et LFR et BCSE 2015

Les dépenses opérées par cette Institution se sont élevées à hauteur de 28,51 milliards d'Ariary, sur une enveloppe budgétaire de 28,82 milliards d'Ariary. Une performance significative a été enregistrée, eu égard à la réalisation de tous les indicateurs.

- *Administration et coordination* : l'indicateur servant à mesurer l'objectif relatif à l'amélioration du fonctionnement de l'Administration a atteint sa valeur cible (délai de traitement des dossiers respecté).

- *Gouvernance responsable* : les réalisations ont été toutes en conformité avec les résultats escomptés. Ainsi, 56 lois ont été votées, 13 contrôles effectués et 37 participations à des réunions internationales ont eu lieu.

- HAUTE COUR CONSTITUTIONNELLE

Le tableau ci-après synthétise les réalisations financières et physiques de la Haute Cour Constitutionnelle :

Tableau n° : Synthèse des réalisations financières et physiques de la Haute Cour Constitutionnelle

Cod prog	Libellés programmes	Crédits finaux	Dépenses réalisées	Taux de réal.	Inscrits	A	NA	ND	Aut.	Taux de réal.
004	Administration et coordination	4 544 285 000	4 369 744 297	96,16%	5	5	0	0	0	100,00%
102	Gouvernance responsable	573 257 000	484 783 037	84,57%	3	3	0	0	0	100,00%
TOTAL		5 117 542 000	4 854 527 334	94,86%	8	8	0	0	0	100,00%

Sources: RAP, Budget d'exécution LFI et LFR et BCSE 2015

La Haute Cour Constitutionnelle a bénéficié d'un crédit définitif arrêté à la somme de 5,11 milliards d'Ariary, lequel a été dépensé à hauteur de 4,85 milliards d'Ariary. Comme pour l'Assemblée Nationale, cette Institution a connu une performance satisfaisante, puisque 8 sur les 8 indicateurs déterminés ont atteint les valeurs escomptées.

- *Administration et coordination* : l'effort de renforcement de capacités des agents, couplé avec l'utilisation pertinente du TIC ont permis d'avoir un bon résultat sur le délai de traitement des dossiers. 6 délibérations à caractère financier et administratif ont été adoptées (sur les 4 attendues), suite à la volonté de la Haute Cour à avancer vers son autonomie. Cependant, l'appréciation erronée de la valeur cible lors de la confection du document de performance a été l'argument avancé par le RdP concerné pour l'écart positif considérable sur le nombre des matériels acquis et de bâtiments construits/réhabilités.

- *Gouvernance Responsable* : 38 décisions, arrêts et avis ont été rendus sur une cible initiale de 28, face à la pléthore des saisines liées à la conjoncture juridico-politique. En outre, 35 acteurs du processus électoral (contre les 18 prévus) ont été formés, une performance attribuable au renforcement de capacités et d'échanges d'expériences en la matière. La transparence de ses actions s'est également améliorée : 97% des décisions, arrêts et avis ont été mis en ligne, sur un taux estimatif de 92%.

- PRIMATURE

Le tableau ci-après synthétise les réalisations financières et physiques de la Primature :

Tableau n° : Synthèse des réalisations financières et physiques de la Primature

Cod prog	Libellés programmes	Crédits finaux	Dépenses réalisées	Taux de réal.	Inscrits	A	NA	ND	Aut.	Taux de réal.
005	Administration et coordination	25 253 989 000	22 835 508 020	90,42%	51	25	23	2	1	49,02%
402	Développement rural	194 880 000	194 875 089	100,00%	12	2	10	0	0	16,67%
403	Sécurité alimentaire	76 280 757 000	21 698 385 690	28,45%	13	5	7	1	0	38,46%
802	Solidarité Nationale	139 827 000	136 845 834	97,87%	1	1	0	0	0	100,00%
TOTAL		101 869 453 000	44 865 614 632	44,04%	77	33	40	3	1	44,16%

Sources : RAP, Budget d'exécution LFI et LFR et BCSE 2015

Les dépenses de la Primature ont atteint 44,86 milliards d’Ariary en fin d’année, sur un crédit final de l’ordre de 101,86 milliards d’Ariary. Sa performance moyenne s’est située à 44,16% : le programme « 802 » a affiché de bons résultats, tandis que celui du « 402 » a présenté un bilan assez mitigé.

- *Administration et coordination* : face à la variation du taux d’engagement et de l’application de la LFR, seuls 16% des systèmes informatiques et télécommunication ont été disponibles (sur une cible de 90%) et 18% des services ont été informatisés (contre les 50% prévus). Pour les actions de lutte contre la drogue, 50 campagnes publicitaires ont été effectuées alors que la prévision en a établi 4. Les surplus de spots publicitaires accordés par la Radio Nationale Malagasy et la Télévision Nationale Malagasy ont contribué à cette performance.

- *Développement rural* : 9 décideurs et acteurs de développement rural ont bien été informés sur l’évolution des conditions de vie des ménages ruraux sur les 5 attendus, suite au partenariat avec le projet MATOY. En revanche, faute de financement disponible, aucune réalisation n’a été observée pour les indicateurs ci-après : entités régionales opérationnelles, bases de données régionales sur le développement rural mises à jour, informations sur le développement rural partagées au niveau régional à travers les bulletins et analyses bimestrielles de la situation du marché de riz élaborées.

- *Nutrition et sécurité alimentaire* : l’effectif des ménages bénéficiant d’une assistance alimentaire en cas d’urgence a largement excédé la prévision, grâce à l’appui du Bureau National de Gestion des Risques et des Catastrophes, du Programme Alimentaire Mondial et du Croix Rouge Malagasy. Par contre, la durée plus longue de la phase de ciblage a été à l’origine des faibles résultats en matière de mise en œuvre du projet de protection sociale à l’endroit de la population pauvre et vulnérable (51 bénéficiaires directs sur les 71 000 attendus).

- *Solidarité nationale* : le taux des vulnérabilités relatives aux risques de catastrophe a atteint 3%, alors que la prévision s’est chiffrée à 10%.

- CONSEIL DE LA RECONCILIATION MALAGASY

Le tableau qui suit résume les réalisations financières et physiques du Conseil de la Réconciliation Malagasy:

Tableau n° : Synthèse des réalisations financières et physiques du Conseil de la Réconciliation Malagasy

Cod prog	Libellés programmes	Crédits finaux	Dépenses réalisées	Taux de réal.	Inscrits	A	NA	ND	Aut.	Taux de réal.
057	Administration et coordination	4 335 327 000	4 320 768 224	99,66%	1	1	0	0	0	100,00%
823	Réconciliation nationale	386 053 000	382 563 040	99,10%	4	0	4	0	0	0,00%
TOTAL		4 721 380 000	4 703 331 264	99,62%	5	1	7	0	0	20,00%

Sources: RAP, Budget d’exécution LFI et LFR et BCSE 2015

Les crédits finaux dont disposait cette Institution se sont élevés à 4,72 milliards d’Ariary, et les dépenses ont finalement coûté 4,70 milliards d’Ariary. Au vu de ces moyens, seuls 20% des indicateurs ont été réalisés conformément aux estimations.

• *Administration et coordination* : le seul indicateur de ce programme, ayant trait au délai de traitement des dossiers, a atteint sa cible. Cette performance a été imputable à l'effectivité de la discipline de travail à l'endroit du personnel et à la mise en place du site web du Conseil.

• *Réconciliation nationale* : l'insuffisance des moyens financiers et matériels a constitué un handicap majeur à l'organisation des rencontres au niveau des Régions, dégageant ainsi un écart sur le taux de résolution des conflits. Pour les indicateurs restants (promotion de la refondation de la Nation et Indemnisation des victimes des conflits politiques), les raisons justifiant les faibles résultats ont consisté à l'attente de validation du projet de Plan National de Réconciliation et de l'avant-projet de Loi portant création du Fonds National de Solidarité.

- MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES

Le tableau ci-après synthétise les réalisations financières et physiques du Ministère des Affaires Etrangères :

Tableau n° : Synthèse des réalisations financières et physiques du Ministère des Affaires Etrangères

Cod prog	Libellés programmes	Crédits finaux	Dépenses réalisées	Taux de réal.	Inscrits	A	NA	ND	Aut.	Taux de réal.
006	Administration et coordination	35 566 336 000	34 185 541 976	96,12%	6	5	1	0	0	83,33%
601	Diplomatie et coopération	4 349 916 000	4 338 793 127	99,74%	26	18	8	0	0	69,23%
TOTAL		39 916 252 000	38 524 335 103	96,51%	32	23	9	0	0	71,88%

Sources : RAP, Budget d'exécution LFI et LFR et BCSE 2015

Ce Ministère a bénéficié d'une enveloppe budgétaire d'un montant de 39,91 milliards d'Ariary pour la conduite de sa politique étrangère, mais en fin d'année, seuls 96,51 % ont été consommés. Concernant les réalisations physiques, 71,88% des indicateurs retenus ont atteint les valeurs cibles.

• *Administration et coordination* : les 5 indicateurs qui ont atteint les cibles ont devancé les prévisions. Toutefois, aucune Institutions étatiques ni collectivités décentralisées n'ont été appuyées en matière de pratique protocolaire. Selon l'argument avancé, l'activité y afférente n'a pas eu lieu.

• *Diplomatie et coopération* : les résultats les plus concluants ont concerné l'assistance aux 100 réunions et séminaires multilatéraux pour le renforcement de la place de Madagascar au sein des instances multilatérales (sur une attente de 10), la ratification de 13 conventions dans le cadre de la coopération multilatérale (sur une cible de 4) et la soumission de 21 rapports initiaux et périodiques aux instances multilatérales (sur une estimation de 2). Par contre, seules 7 visites officielles dans les pays partenaires ont été effectuées, à cause de la limitation de crédits. D'ailleurs, le problème lié à l'environnement économique et à l'insécurité s'est répercuté sur le nombre de visites officielles à Madagascar par les responsables des pays partenaires, puisque seules 10 visites ont eu lieu, contre les 20 estimées.

- MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE

Le tableau ci-après synthétise les réalisations financières et physiques du Ministère de la Défense Nationale :

Tableau n° : Synthèse des réalisations financières et physiques du Ministère de la Défense Nationale:

Cod prog	Libellés programmes	Crédits finaux	Dépenses réalisées	Taux de réal.	Inscrits	A	NA	ND	Aut.	Taux de réal.
007	Administration et coordination	154 237 941 000	149 012 272 425	96,61%	1	0	1	0	0	0,00%
103	Pilotage de la politique de défense	5 749 570 000	5 555 263 786	96,62%	3	0	3	0	0	0,00%
008	Administration et coordination	6 818 089 000	6 737 037 682	98,81%	3	0	3	0	0	0,00%
104	Armée de Terre	4 471 409 000	4 450 350 936	99,53%	1	0	1	0	0	0,00%
105	Armée de l'Air	862 704 000	860 798 940	99,78%	1	0	1	0	0	0,00%
106	Marine Nationale	740 779 000	729 359 195	98,46%	1	0	1	0	0	0,00%
TOTAL		172 880 492 000	167 345 082 963	96,80%	10	0	10	0	0	0,00%

Sources : RAP, Budget d'exécution LFI et LFR et BCSE 2015

Le coût de la réalisation de ses programmes a été estimé à 172,88 milliards d'Ariary, mais les dépenses réelles n'ont été opérées qu'à concurrence de 167,34 milliards d'Ariary. En matière de résultats des actions menées, la majeure partie des justifications des écarts ont résidé dans l'application de la LFR 2015.

Mission « Défense et Sécurité »

- *Administration et coordination (007)* : la suspension des engagements n'a pas permis d'engager la totalité des dépenses de fonctionnement de ce programme, affichant une différence de 25% par rapport à la prévision.

- *Pilotage de la politique de défense* : l'objectif poursuivi n'a pas été rempli dans son intégralité, à cause de la coupe budgétaire après la LFR 2015.

Mission « Armée Malagasy »

- *Administration et coordination (008)* : aucune des activités n'a pu être achevée à 100%, faute de disponibilité de crédit inscrit dans la LFR.

- *Armée de Terre* : les aléas relatifs à l'exécution budgétaire ont eu des répercussions sur la réalisation des actions prévues. La LFR a entraîné la suspension de certaines programmations dans les activités prévues des Forces Terrestres.

- *Armée de l'Air* : le taux d'appréciation de la réactivité des Forces Aériennes a été de l'ordre de 75% sur une cible de 100%, suite à la réduction des moyens financiers par la LFR.

- *Marine Nationale* : la coupe budgétaire lors de la LFR a entraîné la suspension de certaines progressions inscrites aux activités prévues des Forces Navales, avec un taux de 75%, contre une prévision de 100%.

- SECRETARIAT D'ETAT AUPRES DU MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE CHARGE DE LA GENDARMERIE

Le tableau ci-après synthétise les réalisations financières et physiques du Secrétariat d'Etat auprès du Ministère de la Défense Nationale chargée de la Gendarmerie

Tableau n° : Synthèse des réalisations financières et physiques du Secrétariat d'Etat auprès du Ministère de la Défense Nationale chargée de la Gendarmerie

Cod prog	Libellés programmes	Crédits finaux	Dépenses réalisées	Taux de réal.	Inscrits	A	NA	ND	Aut.	Taux de réal.
009	Administration et coordination	153 060 545 000	151 870 552 111	99,22%	3	3	0	0	0	100,00%
108	Intervention mixte et/ou spéciale	654 000 000	651 869 744	99,67%	2	2	0	0	0	100,00%
121	Sécurité et Ordre Public	7 322 503 000	7 259 159 509	99,13%	9	5	4	0	0	55,56%
124	Normalisation des Equipements et Infrastructures	5 323 092 000	5 320 404 646	99,95%	3	2	1	0	0	66,67%
125	Formation	1 080 369 000	1 060 852 928	98,19%	1	1	0	0	0	100,00%
TOTAL		167 440 509 000	166 162 838 939	99,24%	18	13	5	0	0	72,22%

Sources : RAP, Budget d'exécution LFI et LFR et BCSE 2015

Les 167,44 milliards d'Ariary octroyés à ce Ministère ont été utilisés à raison de 166,16 milliards d'Ariary. Sur le plan des actions entreprises, 3 programmes ont présenté des taux de réalisation des objectifs de 100%, tandis que les restants ont obtenu une performance moyenne avoisinant les 55% et les 66%.

- *Administration et coordination* : les objectifs, consistant à regagner la confiance de la population en Gendarmerie et à renforcer la lutte contre la corruption, ont été dépassés. Cette performance a été surtout liée au traitement de plusieurs plaintes contre le personnel de la Gendarmerie et au respect des directives édictées par le commandement concernant les actes de corruptions.

- *Intervention spéciale et/ou mixte* : 125 patrouilles ont été organisées, grâce aux efforts déployés par le personnel de la Gendarmerie et la bonne collaboration avec les autres entités. 140 opérations de sécurisation (lutte contre le vol de bœuf) ont été également lancées.

- *Sécurité et ordre public* : l'insuffisance des moyens financiers, humains et matériels a contrecarré l'atteinte de certains objectifs, comme la neutralisation des réseaux de banditisme en milieu rural, le démantèlement des trafics divers et l'amélioration de la couverture spatiale. En revanche, des résultats positifs ont été observés pour le nombre de surveillances côtières effectuées, cette réussite a été favorisée par la redynamisation de la lutte contre l'exportation illicite des richesses naturelles. D'ailleurs, 7 060 étrangers ont pu être contrôlés, des efforts ont été spécialement entrepris compte tenu des actes de terrorismes internationaux.

- *Normalisation des Equipements et Infrastructures* : aucune unité n'a été créée (Compagnie, Brigade, Poste avancé), les données n'ont pas été intégrées dans les statistiques de la Gendarmerie. Les autres indicateurs ont été atteints après l'actualisation des valeurs cibles.

- *Formation* : 17,56% de ses personnels ont été formés ou recyclés, soit un surplus de 5,56% par rapport au taux escompté. Ce résultat fructueux a été attribué à la formation des Elèves Gendarmes.

- MINISTERE DE L'INTERIEUR ET DE LA DECENTRALISATION

Le tableau ci-après résume les réalisations financières et physiques du Ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation

Tableau n° : Synthèse des réalisations financières et physiques du Ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation

Cod prog	Libellés programmes	Crédits finaux	Dépenses réalisées	Taux de réal.	Inscrits	A	NA	ND	Aut.	Taux de réal.
010	Administration et coordination	28 728 763 000	27 458 132 351	95,58%	1	1	0	0	0	100,00%
109	Administration Territoriale	3 769 081 000	3 589 492 643	95,24%	5	5	0	0	0	100,00%
202	Gestion des Risques et Catastrophes	9 202 564 000	5 196 562 141	56,47%	13	6	7	0	0	46,15%
044	Administration et coordination	11 000 000	11 000 000	100,00%	21	16	4	0	1	76,19%
113	Développement des Collectivités Décentralisées	31 324 700 000	18 128 323 558	57,87%	23	12	9	1	1	52,17%
TOTAL		73 036 108 000	54 383 510 692	74,46%	63	40	20	1	2	63,49%

Sources : RAP, Budget d'exécution LFI et LFR et BCSE 2015

L'accomplissement de ses missions a occasionné des dépenses d'un montant 54,38 milliards d'Ariary, sur une allocation budgétaire prévue à 73,03 milliards d'Ariary. La performance globale du Ministère s'est située à 63,49%.

Mission « Administration du territoire »

- *Administration et coordination (010)* : 75 structures déconcentrées/décentralisées ont été opérationnelles.

- *Administration territoriale* : le programme a été exécuté dans son intégralité, 4 réalisations ont même surpassé les résultats escomptés. Ainsi, 4 visites des marchés des bovidés ont eu lieu (contre 2 en prévision), suite à l'inscription de la réalisation des contrôles périodiques dans les programmes des Chefs District.

- *Gestion des Risques et des Catastrophes (GRC)*: le défaut de financement a perturbé certaines réalisations, comme la formation des Communes en GRC et l'approvisionnement des magasins régionaux. D'ailleurs, non achevées en fin d'année, les activités ayant trait au recyclage des Districts et de personnel en GRC ont été reportées en 2016. Le résultat a été, par contre, palpable pour la couverture en intervention post-catastrophe (sécheresse), les activités étant orientées dans les zones touchées par l'insécurité alimentaire.

Mission « Décentralisation »

- *Administration et coordination (044)* : 140 agents sur les 50 attendus ont bénéficié d'une formation en matière de renforcement de l'efficacité et de l'efficience de l'Administration du territoire, les excédents de 90 correspondent au nombre des agents formés à Tuléar et à Ihosy. Cependant, seules 10 circonscriptions ont été couvertes de réseau Internet, sur une cible de 90, en raison de la suspension des activités y afférentes.

- *Développement des Collectivités Décentralisées* : la réforme des textes sur l'état civil, n'ayant pas été entamée en 2015, sera reportée en 2016. En matière de promotion du fonctionnement du système de l'état civil, 538 CTDs ont été accompagnées sur un chiffre estimé à 200, les efforts d'accompagnement se

sont poursuivis. Le taux de collecte des taxes locales a atteint à 30%, sur un taux prévu de 50%. En effet, suite à l'approche RRI (Rapid Result Initiative), 3 sur les 22 régions ont vu leurs recettes améliorées de 150%. Ces résultats ont été tangibles, mais insuffisants.

- MINISTERE DE LA SECURITE PUBLIQUE

Le tableau ci-après synthétise les réalisations financières et physiques du Ministère de la Sécurité Publique :

Tableau n° : Synthèse des réalisations financières et physiques du Ministère de la Sécurité Publique

Cod prog	Libellés programmes	Crédits finaux	Dépenses réalisées	Taux de réal.	Inscrits	A	NA	ND	Aut.	Taux de réal.
036	Administration et coordination	84 117 255 000	81 072 994 797	96,38%	2	2	0	0	0	100,00%
120	Sécurité publique	6 642 133 000	6 604 335 995	99,43%	15	3	10	0	2	20,00%
TOTAL		90 759 388 000	87 677 330 791	96,60%	17	5	10	0	2	29,41%

Sources : RAP, Budget d'exécution LFI et LFR et BCSE 2015

Les crédits définitifs de ce Ministère ont atteint 90,75 milliards d'Ariary, avec un taux d'absorption budgétaire à raison de 96,60 %. Au vu de ces moyens, les résultats de sa performance ont été de l'ordre de 29,41%, le programme « 036 » étant exécuté à 100%.

- *Administration et coordination* : 266 policiers sur les 200 estimés, ont été recyclés, grâce aux apports du Fonds de Solidarité Prioritaire (FSP).

- *Sécurité publique* : pour l'objectif de renforcement de la capacité préventive, si les facteurs expliquant les résultats largement faibles des indicateurs, tels que le nombre de moyens de locomotion acquis, le nombre de postes de police construits, le nombre de commissariats construits, ont résidé dans le manque de budget alloué ; l'absence de réalisation pour l'acquisition des matériels informatiques acquis et la construction de commissariats a été justifiée par la faute de procédure des marchés publics. Le résultat a été, cependant, satisfaisant pour l'objectif de lutte contre l'immigration clandestine, puisque 87 reconductions à la frontière ont eu lieu sur une prévision de 75. Cette performance a été attribuée à la formation du personnel par un élément de l'Ambassade de France dans le cadre du FSP.

- MINISTERE DE LA JUSTICE

Le tableau ci-après synthétise les réalisations financières et physiques du Ministère de la Justice :

Tableau n° : Synthèse des réalisations financières et physiques du Ministère de la Justice

Cod prog	Libellés programmes	Crédits finaux	Dépenses réalisées	Taux de réal.	Inscrits	A	NA	ND	Aut.	Taux de réal.
012	Administration et coordination	72 509 721 000	68 799 065 049	94,88%	10	2	4	4	0	20,00%
111	Administration judiciaire	4 707 278 100	4 631 712 999	98,39%	18	4	9	5	0	22,22%
112	Administration pénitentiaire	5 016 322 000	5 010 290 843	99,88%	8	3	2	2	1	37,50%
TOTAL		82 233 321 100	78 441 068 890	95,39%	36	9	15	11	1	25,00%

Sources : RAP, Budget d'exécution LFI et LFR et BCSE 2015

La dotation budgétaire de ce Ministère s'est chiffrée à 82,23 milliards d'Ariary, mais en fin d'année, seuls 95,39 % ont été consommés, soit la somme de 78,44 milliards d'Ariary. En termes de réalisation des objectifs, un taux de performance de 25% a été enregistré. Les 30,55% des données non disponibles ont rendu incomplètes l'évaluation de sa performance.

- *Administration et coordination* : l'insuffisance de crédits a été évoquée comme facteur justifiant les écarts observés pour certains indicateurs. Tel est le cas notamment de l'informatisation des services du Ministère, de la distribution des bulletins d'information et de l'organisation des missions d'appui des activités du département de la justice. L'indicateur atteint a concerné la mise en place des 3 services FJPA, dont les services auprès des TPI d'Antananarivo, de Toamasina et de Mahajanga.

- *Administration judiciaire* : faute de crédits disponibles, seuls 8 sites sur les 9 attendus ont fait l'objet de missions d'investigations en matière de lutte contre la corruption ; et les séances de vulgarisation sur les nouveaux textes relatifs à la lutte contre la corruption ont été annulées. Malgré ce bilan assez contrasté, quelques résultats obtenus ont dépassé ceux escomptés, comme le nombre de jugements sortis en matière de contrôle juridictionnel (228 réalisés sur les 125 prévus) et le nombre de bâtiments réhabilités (3 effectués sur les 2 estimés).

- *Administration pénitentiaire* : le manque de moyens financiers a été à l'origine des réalisations insuffisantes pour quelques indicateurs, comme le nombre de services pénitentiaires informatisés et celui de nouveaux bâtiments construits. Néanmoins, 3 bâtiments ont été réhabilités: le mur de clôture d'Anjanamasina, une partie du mur de clôture d'Antanimora et un bureau auprès d'un des services du Ministère.

- MINISTERE DES FINANCES ET DU BUDGET

Le tableau ci-après résume les réalisations financières et physiques du Ministère des Finances et du Budget :

Tableau n° : Synthèse des réalisations financières et physiques du Ministère des Finances et du Budget

Cod prog	Libellés programmes	Crédits finaux	Dépenses réalisées	Taux de réal.	Inscrits	A	NA	ND	Aut.	Taux de réal.
013	Administration et coordination	478 746 119 000	335 107 977 383	70,00%	35	15	15	4	1	42,86%
114	Gestion du budget	1 029 317 654 400	1 067 031 605 413	103,66%	12	11	1	0	0	91,67%
115	Gestion fiscale	9 191 254 000	7 726 714 085	84,07%	7	2	5	0	0	28,57%
116	Douanes	4 399 299 000	4 310 964 131	97,99%	26	8	18	0	0	30,77%
117	Trésor	723 619 083 000	703 085 796 063	97,16%	34	20	14	0	0	58,82%
803	Action sociale	2 128 155 000	1 980 898 600	93,08%	6	1	1	4	0	16,67%
TOTAL		2 247 401 564 400	2 119 243 955 675	94,30%	120	57	54	8	1	47,50%

Sources : RAP, Budget d'exécution LFI et LFR et BCSE 2015

Les moyens financiers alloués à ce Ministère, d'un montant de 2 247,40 milliards d'Ariary, ont été utilisés à concurrence de 2 119,24 milliards d'Ariary. Ainsi, si en termes de dépenses, son taux d'exécution budgétaire a été de l'ordre de 94,30%, celui de la performance a atteint les 47,5%. Le programme « 114 » a accompli la meilleure performance, tandis que celui du « 803 » a affiché des résultats assez modérés.

• *Administration et coordination* : dans le cadre de la réduction de la vulnérabilité des ménages, le rendement dans les zones de production rizicole d'intervention s'est élevé à 4,8 Tonnes/ha, sur une cible de 3,5 Tonnes/ha, grâce à la mise en œuvre des recommandations émises en la matière. Quant à la promotion du Partenariat Public Privé (PPP), 5 Institutions ont été appuyées dans sa mise en œuvre et une requête de financement a été déposée auprès des Partenaires Techniques et Financiers. Toutefois, seuls 17 703 bénéficiaires du programme de filet de sécurité en « Argent-Contre-Travail » ont été recensés, contre une prévision de 31 000. En effet, la phase de ciblage des bénéficiaires a nécessité plus de temps que prévu.

• *Gestion du Budget* : l'application du RRI au niveau de la Direction du Patrimoine de l'Etat a permis de dépasser largement l'objectif d'amélioration de la gestion du patrimoine de l'Etat et de la comptabilité matière, puisque 1 234 véhicules et logements administratifs ont été recensés, contre une attente de 550. L'objectif de renforcement des dispositifs de contrôles des états de paie a également suivi la même tendance, grâce au lancement officiel du logiciel de la gestion des effectifs.

• *Gestion fiscale* : les objectifs de la promotion de la transparence des textes fiscaux ainsi que l'instauration de l'esprit de compte rendu ont été tous remplis, ce dernier a été même dépassé par rapport aux chiffres attendus. Par contre, l'élargissement de l'assiette fiscale n'a pu être assuré tel que prévu, le centre fiscal d'Antanifotsy n'a pas été encore opérationnel en 2015. L'objectif tendant à respecter le code de déontologie des agents de l'Etat n'a été atteint qu'à un seuil de 61%, dû au manque de moyens disponibles.

• *Douanes* : quelques performances positives ont été relevées dans ce programme. Il s'agit en l'occurrence des recettes collectées sur les importations réalisées à un taux de 21%, contre une prévision de 19%. Cette réussite a été le fruit du renforcement des contrôles à la frontière de la lutte contre la fraude et du suivi des régimes suspensifs ou d'exonération. C'était également le cas des droits et taxes constatés à un seuil de 0,64%, sur une cible de 0,5%, grâce à l'intensification des contrôles ponctuels sur les opérateurs informels. Néanmoins, quelques obstacles ont empêché d'atteindre pleinement certains résultats. Ainsi, le manque de financement a engendré l'écart relevé pour le nombre de cours de formation continue auprès des Agents de Douane. D'ailleurs, en raison du traitement de la valeur des véhicules au niveau du Gasynet, seuls 467 dossiers relatifs à la Valeur en douane ont été traités sur les 9 000 escomptés.

• *Trésor* : Le niveau très bas du taux de régulation et l'insuffisance de crédits ont répercuté sur les réalisations pour le taux des locaux des postes comptables conformes aux normes de conservation des fonds publics. La non acquisition des financements a été, quant à elle, à l'origine de la valeur réalisée nulle pour les données des postes comptables extraites et analysées. Les écarts sur le taux d'accès des agents du trésor à la formation en administration générale ont été dus à la baisse des agents répondant aux appels de formation.

• *Action sociale et développement* : la conjoncture qui a sévi en 2015 a perturbé l'accomplissement de l'objectif consistant à améliorer les infrastructures locales et la concertation au niveau des communes. Toutes les données ont été ainsi déclarées non disponibles en fin d'année.

- MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DE LA PLANIFICATION

Le tableau ci-après résume les réalisations financières et physiques du Ministère de l'Economie et de la Planification :

Tableau n° : Synthèse des réalisations financières et physiques du Ministère de l'Economie et de la Planification

Cod prog	Libellés programmes	Crédits finaux	Dépenses réalisées	Taux de réal.	Inscrits	A	NA	ND	Aut.	Taux de réal.
014	Administration et coordination	7 662 057 000	7 074 989 358	92,34%	3	1	2	0	0	33,33%
604	Economie	1 589 178 000	1 176 223 819	74,01%	7	3	4	0	0	42,86%
612	Planification	203 721 000	183 921 180	90,28%	2	2	0	0	0	100,00%
TOTAL		9 454 956 000	8 435 134 357	89,21%	12	6	6	0	0	50,00%

Sources : RAP, Budget d'exécution LFI et LFR et BCSE 2015

L'exécution de ses programmes a occasionné une dépense d'un montant de 8,43 milliards d'Ariary, sur une allocation budgétaire s'élevant à 9,45 milliards d'Ariary. La moitié des indicateurs retenus ont atteint les valeurs cibles. La plupart des réalisations ont, cependant, souffert d'explications.

- *Administration et coordination* : l'engagement budgétaire a dépassé le taux escompté, suite à la priorisation des dépenses entamées sur les dépenses de fonctionnement. Les 2 autres indicateurs n'ont pas été réalisés tels que prévus.

- *Economie* : le manque de ressources financières a entravé l'achèvement des monographies régionales, engendrant ainsi un écart sur le nombre de documents d'analyse et suivi économique disponible.

- *Planification* : les 2 objectifs assignés ont été accomplis, conformément aux valeurs cibles initiales.

- MINISTERE DU COMMERCE ET DE LA CONSOMMATION

Le tableau ci-après résume les réalisations financières et physiques du Ministère du Commerce et de la Consommation :

Tableau n° : Synthèse des réalisations financières et physiques du Ministère du Commerce et de la Consommation

Cod prog	Libellés programmes	Crédits finaux	Dépenses réalisées	Taux de réal.	Inscrits	A	NA	ND	Aut.	Taux de réal.
037	Administration et coordination	18 647 703 000	18 280 803 475	98,03%	1	0	1	0	0	0,00%
606	Commerce	9 579 994 000	345 535 283	3,61%	5	4	1	0	0	80,00%
613	Consommation	45 527 000	44 509 950	97,77%	3	2	1	0	0	66,67%
TOTAL		28 273 224 000	18 670 848 707	66,04%	9	6	3	0	0	66,67%

Sources : RAP, Budget d'exécution LFI et LFR et BCSE 2015

Les moyens financiers conférés à ce Ministère ont atteint 28,27 milliards d'Ariary, lesquels ont été dépensés à un taux de 66,04 %. En fin d'année, sa performance moyenne a été évaluée à 66,67%.

- *Administration et coordination* : utiliser rationnellement les ressources allouées a été le défi relevé dans ce programme, un défi qui n'a pas été atteint en raison de la suspension des engagements et de la réduction des crédits suite à l'application de la LFR.

- *Commerce* : les échanges extérieurs ont subi une régression, puisque si la prévision a établi l'accroissement annuel des exportations à un taux de 28%, le résultat a largement chuté pour s'achever à un

taux négatif de 4,56%. Cette contreperformance a été justifiée par la baisse des valeurs de quelques produits d'exportations tels que la vanille et le poivre. Certaines actions ont été cependant fructueuses, en affichant des excédents sur les résultats, comme pour le cas du nombre de textes relatifs au commerce intérieur et à la qualité, le nombre de formation suivie par les agents économiques et le nombre des actions de promotion des manifestations commerciales internationales.

- *Consommation* : la suspension des engagements a eu des répercussions sur l'acquisition des matériels et équipements techniques par les laboratoires et Services de la Métrologie Légale, avec une valeur réalisée de 9 contre les 15 prévus.

2. Secteur social

a. Les réalisations physiques et financières des Ministères du secteur social (8 Ministères)

Après le secteur administratif, le secteur social a été priorisé en matière d'allocation budgétaire. En effet, 22,89% des crédits définitifs du BGE ont été répartis à la mise en œuvre des programmes publics relevant de ce secteur. En fin d'année, les dépenses effectives se sont chiffrées à 978,67 milliards d'Ariary, soit un taux d'absorption budgétaire de 84,69 %.

En matière d'évaluation de sa politique publique, 16 missions et 44 programmes ont été recensés, auxquels ont été associés 113 objectifs de performance. L'atteinte de ces objectifs a été appréciée par le biais de 234 indicateurs, représentant 25,77% de l'ensemble des indicateurs. Le nombre des indicateurs inscrits dans ce secteur a donc connu un léger repli par rapport à l'année précédente, puisque 255 indicateurs ont été retenus en 2014. En revanche, la performance dudit secteur s'est largement appréciée, avec une avancée significative de 13,5 points par rapport à 2014. En effet, si le taux des valeurs cibles réalisées l'année dernière a été de l'ordre de 31,37%, l'exercice 2015 s'est achevé avec une performance moyenne de 44,87%. Seul le Ministère de l'Emploi, de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle a franchi la barre de 80% en termes de réalisations des cibles. Le Ministère de la Jeunesse et des Loisirs a, par contre, accusé une performance assez mitigée (30,95%).

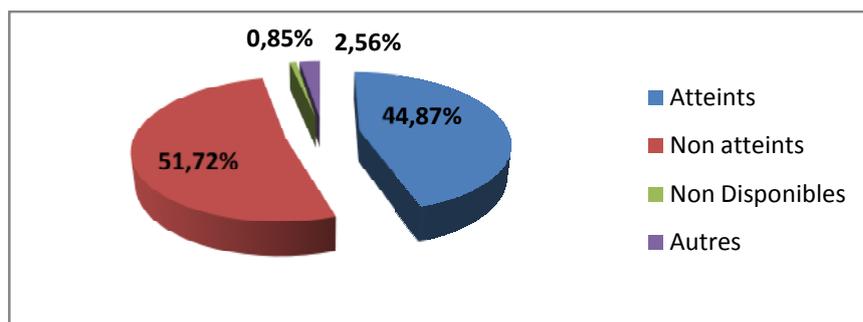
Le tableau qui suit résume les réalisations du secteur social :

Tableau n° : Résumé des réalisations physiques et financières des Ministères du secteur social

Inst/ Min	Mis.	Pro g.	Obj.	En nombre		Valeurs réalisée s	Non atteints	N D	Autre s	En milliards d'Ariary		Dépenses réalisées
				Valeurs cibles						Crédits		
				Initial	Finale					Initiaux	Définitifs	
8	16	44	113	230	234	105	121	2	6	1 289,28	1 155,59	968,67

Sources : RAP, Budget d'exécution LFI et LFR et BCSE 2015

Graphique n° : Performance du secteur social en 2015 (en %)



Sources : RAP, Budget d'exécution LFI et LFR et BCSE 2015

b. Evolution annuelle de la performance du secteur social (LFI et LFR)

Si le secteur administratif a bénéficié d'une augmentation de crédits, l'enveloppe budgétaire du secteur social a été revue à la baisse après l'adoption de la LFR. Les 1 289,28 milliards d'Ariary octroyés par la LFI ont été ramenés par la LFR à la somme de 1 149,08 milliards d'Ariary. A l'exception du Ministère de la Population, de la Protection Sociale et de la Promotion de la femme et du Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique, dont les crédits ont été rajoutés ; les ministères relevant de ce secteur ont vu leur allocation budgétaire en diminution.

En ce qui concerne le document de performance, le nombre des indicateurs s'est légèrement accru. Si celui relevé dans la LFI a atteint 230, celui rectifié a été de l'ordre de 234. En effet, la mission « Loisirs », comprenant 3 indicateurs, s'est greffée aux missions du Ministère de la Jeunesse et des Sports. L'autre indicateur ajouté a été relevé auprès du Ministère de l'Emploi, de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle. Les valeurs de références établies dans la LFI ont été également un peu déstabilisées. Les cibles des 89 indicateurs ont été réduites, et seule une valeur cible a été modifiée à la hausse. Si le Ministère de la Fonction Publique, du Travail et des Lois Sociales et le Ministère de l'Education Nationale n'ont pas procédé à cette modification ; le Ministère de la Population, de la Protection Sociale et de la Promotion de la Femme a actualisé 89,55% de ses valeurs cibles.

L'évolution de la maquette de performance et de la situation budgétaire (LFI-LFR) est résumée dans le tableau ci-après :

Tableau n° : Résumé de l'évolution annuelle de la situation budgétaire et de la performance du secteur social

Ministères	Modification des crédits			Modification du nombre des indicateurs		Modification de la valeur cible	
	Crédits (LFI)	Crédits (LFR)	Evolution	Prévisions initiales	Prévisions finales	Modification en +	Modification en -
Ministère de la Fonction Publique, du Travail et des Lois Sociales	16 127 970 000	13 109 239 000	81,28%	60	60		
Ministère de la Santé Publique	333 050 247 000	269 626 089 000	80,96%	15	15	1	3
Ministère de la Jeunesse et des Sports	18 710 821 000	16 312 102 000	87,18%	39	42		1
Ministère de la Population, de la Protection Sociale et de la Promotion de la femme	14 596 341 000	14 792 871 000	101,35%	67	67		60
Ministère de l'Education Nationale	714 280 148 000	648 435 822 000	90,78%	11	11		
Ministère de l'Emploi, de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle	39 736 061 000	30 661 164 000	77,16%	8	9		5

Ministères	Modification des crédits			Modification du nombre des indicateurs		Modification de la valeur cible	
	Crédits (LFI)	Crédits (LFR)	Evolution	Prévisions initiales	Prévisions finales	Modification en +	Modification en -
Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique	144 211 722 000	150 541 500 000	104,39%	21	21		13
Ministère de l'Artisanat, de la Culture et du Patrimoine	8 575 683 000	5 602 700 000	65,33%	9	9		7
TOTAL	1 289 288 993 000	1 149 081 487 000	89,13%	230	234	1	89

Sources : Budget d'exécution LFI et LFR, RAP 2015

c. Suivi par programme des réalisations des Départements du secteur social

- MINISTERE DE LA FONCTION PUBLIQUE, DU TRAVAIL ET DES LOIS SOCIALES

Le tableau ci-après synthétise les réalisations financières et physiques de ce Ministère

Tableau n° : Synthèse des réalisations financières et physiques du Ministère de la Fonction Publique, du Travail et des Lois Sociales

Cod prog	Libellés programmes	Crédits finaux	Dépenses réalisées	Taux de réal.	Inscrits	A	NA	ND	Aut.	Taux de réal.
041	Administration et coordination	56 355 000	54 352 292	96,45%	7	1	6	0	0	14,29%
804	Sécuriser l'environnement social et professionnel des travailleurs	21 836 000	14 345 000	65,69%	3	1	2	0	0	33,33%
805	Promouvoir le dialogue social et les droits fondamentaux	68 423 000	55 333 271	80,87%	3	2	1	0	0	66,67%
812	Intensification de la lutte contre le travail des enfants	58 223 000	58 220 844	100,00%	2	1	1	0	0	50,00%
824	Promouvoir l'insertion et la reconversion du travail	13 319 000	11 860 000	89,05%	11	4	7	0	0	36,36%
015	Administration et Coordination	12 587 470 000	11 777 578 303	93,57%	20	5	11	0	4	25,00%
118	Améliorer la capacité des services publics et renforcer la capacité des agents	303 613 000	238 678 370	78,61%	14	9	4	0	1	64,29%
TOTAL		13 109 239 000	12 210 368 079	93,14%	60	23	32	0	5	38,33%

Sources : Budget d'exécution LFI et LFR, RAP 2015

13,10 milliards d'Ariary ont été alloués au Ministère pour la mise en œuvre de ses programmes, dont 93,14 % ont été consommés, soit 12,21 milliards d'Ariary. En fin d'année, ce Département a réalisé une performance avoisinant les 38%.

Mission « Travail et Lois sociales »

- *Administration et coordination (041)* : l'insuffisance des moyens financiers a perturbé l'achèvement de certaines activités, telles que la mise en place des structures de dialogue social, la mise en place d'un cadre légal favorable à la reconversion au travail et l'organisation d'un atelier de formation.

- *Promouvoir le dialogue social et professionnel des travailleurs* : seuls 2 textes en matière de Sécurité Sociale des Travailleurs (SST) sur les 3 escomptés ont été mis à jour et vulgarisés, dans la mesure où sa validation par l'autorité gouvernementale n'a pas encore eu lieu. L'activité relative à la décentralisation effective du système de SST, quant à elle, sera reportée en 2016.

- *Promouvoir le dialogue social et les droits fondamentaux* : les obligations de Madagascar vis-à-vis de l'Organisation Internationale du Travail et le code de travail au niveau central et régional ont été respectées. Toutefois, seuls 86 travailleurs ont bénéficié des activités d'éducation ouvrière auprès de l'Institut National du Travail sur les 360 prévus.

- *Intensification de la lutte contre le travail des enfants* : l'opérationnalisation des structures de coordination des mesures de protection des enfants travailleurs n'a été entamée qu'à 75%, le texte de réforme y afférent, étant déposé à la Primature, n'a pas encore été adopté.

- *Promouvoir l'insertion et la reconversion au travail* : le changement d'organigramme en cours d'année a perturbé le bon déroulement de certaines activités. Ainsi, seuls 25% des travailleurs déflatés et émigrés de retour ont été reconvertis au travail sur une cible de 50%. L'insuffisance des moyens disponibles a expliqué le non atteint de l'indicateur relatif à la mise en place du système national d'information sur le marché du travail. Néanmoins, l'objectif de la promotion de l'insertion et la reconversion au travail au niveau régional a été largement dépassé.

Mission « Fonction Publique »

- *Administration et coordination (015)* : aucune acquisition de matériels informatiques ni de matériels et mobiliers de bureau n'a eu lieu en 2015 suite à des problèmes de quitus. Le blocage de crédit survenu n'a pas également permis d'organiser tous les ateliers de formation escomptés sur la programmation et le suivi-évaluation, de mettre en place la modernisation des matériels informatiques et d'effectuer la mise en réseau et formation en NTIC. En dépit de ces faibles résultats, 4 bâtiments ont été construits et/ou réhabilités.

- *Améliorer la capacité des services publics et renforcer la capacité des agents* : la mise en œuvre de la Gestion Prévisionnelle des Effectifs et des Compétences n'a été assurée qu'en partie en raison du retard dans la procédure d'engagement. Quant à la baisse du nombre des agents jugés suite à l'application des textes réglementaires, la faible performance a été liée à la non réalisation des audiences déconcentrées.

- MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE

Le tableau suivant donne un aperçu sur les réalisations effectives et les moyens utilisés par le Ministère de la Santé Publique.

Tableau n° : Aperçu sur les réalisations physiques et les moyens utilisés par le Ministère de la Santé Publique

Cod prog	Libellés programmes	Crédits finaux	Dépenses réalisées	Taux de réal.	Inscrits	A	NA	ND	Aut.	Taux de réal.
024	Administration et coordination	177 091 780 000	158 380 719 278	89,43%	3	2	1	0	0	66,67%
502	Fourniture de services de santé de base	32 368 200 000	4 832 421 727	14,93%	1	0	1	0	0	0,00%
503	Fourniture de services de santé hospitalière	16 817 979 000	14 526 394 150	86,37%	1	1	0	0	0	100,00%
504	Fourniture de médicaments, de consommables et autres produits	3 567 318 000	3 321 248 302	93,10%	1	0	1	0	0	0,00%
505	Lutte contre les maladies	27 989 860 000	25 925 739 541	92,63%	5	2	3	0	0	40,00%
506	Survie et développement de	11 841 004 000	6 439 050 683	54,38%	4	1	3	0	0	25,00%

	la Mère et de l'Enfant								
TOTAL	269 676 141 000	213 425 573 681	79,14%	15	6	9	0	0	40,00%

Sources : Budget d'exécution LFI et LFR, RAP 2015

L'enveloppe budgétaire mise à la disposition de ce Ministère s'est élevée à 269,67 milliards d'Ariary, dont 79,14 % ont été dépensées. En matière de performance, 40% des indicateurs établis ont atteint les valeurs de références initiales.

- *Administration et coordination* : le taux des CSB2 ayant au moins 2 agents de santé a été estimé en début d'année à 65%, mais la réalisation n'a avoisiné que les 63%. En effet, compte tenu de l'insuffisance des postes budgétaires, les personnels partant en retraite n'ont pas été remplacés.

- *Fourniture de services de santé hospitaliers* : l'engagement qui a consisté à améliorer l'accès de la population à des prestations de services hospitaliers de qualité a été honoré, eu égard à l'atteinte de l'indicateur « taux d'occupation moyen de lit ». Cette performance a été attribuable à la dotation de matériels et d'équipements médicaux au profit des centres hospitaliers.

- *Fourniture de services de santé de base* : l'objectif d'amélioration de l'accès de la population aux services de santé de qualité n'a été rempli que partiellement. Le taux d'utilisation des consultations externes au niveau des CSB a atteint 30,2%, alors que la prévision a été évaluée à 37%. Ce faible résultat a découlé de l'insuffisance de l'utilisation des CSB, engendré par l'éloignement de ces derniers.

- *Fourniture de Médicaments, Consommables et autres Produits* : la difficulté de transport des médicaments en zones enclavées a été l'origine de l'écart relatif au taux de disponibilité en médicaments essentiels génériques de qualité au niveau des CSB.

- *Lutte contre les maladies* : les actions conduites ont abouti aux effets attendus pour 2 indicateurs. Ainsi, le taux de l'incidence du paludisme au niveau des CSB a été réduit, suite à l'amélioration de la prévention et à la prise en charge gratuite de cette maladie. De surcroît, le taux de mortalité spécifique par AVC en milieu hospitalier a été revu à la baisse, suite à l'amélioration de la prise en charge et de la prévention de l'AVC. Cependant, le manque de sensibilisation sur l'importance des tests et le faible taux de consultation prénatale dans les zones enclavées a eu des conséquences négatives sur le dépistage du VIH chez les femmes enceintes au niveau des Formations sanitaires. Le manque de recherche pour les malades traités « perdus de vue », ainsi que l'insuffisance de sensibilisation ont également affecté la réalisation des indicateurs ayant trait au taux de succès du traitement de la tuberculose et au taux de létalité par la peste.

- *Survie et développement de la Mère et de l'Enfant* : si l'indicateur concernant la couverture vaccinale DTCHepb3 Hib a été atteint, les autres indicateurs de ce programme ont accusé des écarts de réalisation. Le taux d'accouchement au niveau des CSB et CHD a été revu à la baisse comparé à la prévision, faute de sensibilisations suffisantes. C'était également le cas du taux de couverture contraceptive d'une part, dont les faibles résultats ont été dus à l'insuffisance des interventions surtout en milieu rural ; et du taux d'insuffisance pondérale chez les enfants moins de 5 ans vus en consultation externe des CSB d'autre part, où les écarts ont été engendrés par l'insuffisance des sites nutritionnels.

Le tableau ci-après résume les réalisations financières et physiques du Ministère de la Jeunesse et des Sports

Tableau n° : Synthèse des réalisations financières et physiques du Ministère de la Jeunesse et des Sports

Cod prog	Libellés programmes	Crédits finaux	Dépenses réalisées	Taux de réal.	Inscrits	A	NA	ND	Aut.	Taux de réal.
045	Administration et coordination	14 694 727 000	13 969 885 800	95,07%	10	5	5	0	0	50,00%
302	Jeunesse	797 370 000	781 069 623	97,96%	15	3	12	0	0	20,00%
301	Sport	820 005 000	449 506 205	54,82%	14	5	9	0	0	35,71%
303	Loisirs	0	0	0	3	0	3	0	0	0,00%
TOTAL		16 312 102 000	15 200 461 628	93,19%	42	13	29	0	0	30,95%

Sources : Budget d'exécution LFI et LFR, RAP 2015

Les moyens alloués pour l'exécution de l'ensemble de ses programmes se sont élevés 16,31 milliards d'Ariary, dont 15,20 milliards d'Ariary ont été consommés. La performance moyenne de ce Ministère s'est située à 30,95%.

Mission « Jeunesse »

- *Administration et coordination* : l'objectif de renforcement de la gouvernance du Ministère et de ses services déconcentrés n'a pas été accompli tel que prévu, puisqu'aucun bureau de logement n'a été construit ou réhabilité. Selon l'explication fournie, cette activité sera reportée en 2016. Toutefois, des formations ont été dispensées au profit de 86 responsables centraux ainsi que 22 directeurs régionaux.

- *Jeunesse* : les faits marquants pour ce programme ont consisté à la participation de 5 000 jeunes malgaches à la journée de la jeunesse, à l'information des 60 000 jeunes sur leurs droits et enfin à l'équipement de 31 maisons de jeunes. Pour les actions peu fructueuses, le report des activités concernées pour 2016 ont engendré des écarts sur les indicateurs tels que la mise en place des réseaux des entrepreneurs, la formation des jeunes en orientation aux activités des recensements des jeunes et au soutien des jeunes porteurs de projets. Quant à l'absence de structures de la jeunesse appuyées en 2015, elle a été justifiée par l'attente du renouvellement des conseils communaux de la jeunesse.

Mission « Sports »

- *Sports* : les résultats ont été concluants notamment en ce qui concerne les 9 disciplines sportives appuyées grâce à la poursuite de la campagne de sensibilisation, les 7 infrastructures sportives construites suite au partenariat avec le Programme des Nations Unies pour le Développement, les 3 participations de Madagascar aux compétitions internationales et enfin l'organisation de 3 événements sportifs nationaux (Afrobasket U16, sport scolaire et ASOIMI). Toutefois, quelques contreperformances ont été constatées. Ainsi, les réalisations nulles pour la construction du centre national de sport-étude, la rénovation du bâtiment de formation en matière de sport, et l'établissement de la politique nationale de formation de l'Académie Nationale des Sports, ont été expliquées par le report des actions y concernées en 2016.

Mission « Loisirs »

- *Loisirs* : étant une mission nouvellement rajoutée au sein de ce Ministère après la LFR, aucune activité n'a pu être réalisée faute de crédits disponibles.

- MINISTERE DE LA POPULATION, DE LA PROTECTION SOCIALE ET DE LA PROMOTION DE LA FEMME

Le tableau ci-après synthétise les réalisations financières et physiques de ce Ministère:

Tableau n° : Synthèse des réalisations financières et physiques du Ministère de la Population, de la Protection Sociale et de la Promotion de la Femme

Cod prog	Libellés programmes	Crédits finaux	Dépenses réalisées	Taux de réal.	Inscrits	A	NA	ND	Aut.	Taux de réal.
025	Administration et coordination	8 737 439 000	8 405 619 258	96,20%	20	10	9	0	1	50,00%
806	Etudes et éducation en matière de population	1 053 917 000	43 578 952	4,13%	5	2	3	0	0	40,00%
813	Promotion de l'amélioration de la condition de vie de la population	444 009 000	398 499 301	89,75%	7	2	4	1	0	28,57%
053	Administration et coordination	42 500 000	42 500 000	100,00%	2	1	1	0	0	50,00%
807	Genre et développement	3 642 921 000	42 919 800	1,18%	5	3	2	0	0	60,00%
814	Action sociale	828 631 000	821 430 506	99,13%	23	10	13	0	0	43,48%
815	Famille et enfance	43 454 000	43 453 000	100,00%	5	1	4	0	0	20,00%
TOTAL		14 792 871 000	9 798 000 816	66,23%	67	29	36	1	1	43,28%

Sources : Budget d'exécution LFI et LFR, RAP 2015

Ses prévisions budgétaires ont été estimées à 14,79 milliards d'Ariary, mais les dépenses finales ont atteint 9,79 milliards d'Ariary. Si le taux d'utilisation des crédits a été de l'ordre de 66,23 %, celui de la performance a atteint 43,28%.

Mission « Population et Développement »

- *Administration et coordination (025)*: si la plupart des bonnes performances relevées ont été favorisées par la priorisation des activités correspondantes, l'absence de réalisation pour certains indicateurs a été liée à la non programmation de certaines actions durant l'exercice 2015. Parmi les résultats qui ont plus marqué ce programme, on cite entre autres le traitement des 5 conventions de partenariat pour les programmes de protection et de développement sociaux, la construction de 17 logements sociaux à Andranofeno Sud et le renforcement des capacités au profit des 40 techniciens.

- *Etudes et Education en matière de Population* : seules 30 études et recherches (sur les 50 prévues) ont été effectuées et 15 Districts (sur les 50 ciblés) ont bénéficié d'un système d'éducation de la population, en raison de la difficulté de mise en œuvre des activités. Les actions non programmées pour 2015 ont expliqué le fait qu'aucun système d'éducation de la population n'a été mis en place.

- *Promotion de l'amélioration de condition de vie de la population* : le taux d'engagement limité ainsi que l'adoption de la LFR ont affecté l'atteinte des résultats relatifs aux structures d'interventions appuyées et aux groupes cibles sensibilisés sur la lutte contre le VIH-SIDA, l'environnement et la dégradation de l'environnement. Néanmoins, l'indicateur a été surpassé pour la construction/réhabilitation des structures d'intervention.

Mission « Protection Sociale »

• *Administration et coordination (053)* : le taux de directions techniques performantes a été assez élevé, avec un pourcentage de 90%, sur une cible de 50%. En revanche, aucune zone à risque (commune vulnérable) n'a été identifiée, puisque les activités n'ont pas été programmées en 2015.

• *Genre et Développement* : les actions entreprises ont apporté leur fruit, notamment en ce qui concerne l'opérationnalisation de 22 plateformes régionales de la lutte contre les Violences Basées sur le Genre (VBG), la prise en charge des 6 structures et enfin l'existence des 5 foyers sociaux fonctionnels. Par contre, la difficulté de la mise en œuvre des activités et la non programmation de celles-ci pour 2015 ont été à l'origine des écarts sur le taux de participation des femmes aux sphères de prise de décision et au nombre de femmes sensibilisées ayant cru leurs capacités en matière de gestion de l'eau.

• *Action sociale* : l'objectif consistant à promouvoir l'accès aux services sociaux de base a été largement dépassé. Ainsi, 150 populations cibles (sinistrées) ont été recasées à Andranofeno, 50 acteurs œuvrant dans les secteurs sociaux ont été touchés par l'action de plaidoyer et 390 personnes responsables ont été formées. Si les résultats mitigés pour l'accès des ménages pauvres au terrain agricole ainsi que pour l'appui des individus/ménages ont été imputables à la difficulté de mise en œuvre des activités, ceux ayant trait au nombre d'homme/jours bénéficiaires des travaux Haute Intensité de Main d'œuvre et au nombre de ménages bénéficiant des appuis en intrant agricole ont été justifiés par la suspension d'engagement.

• *Famille et enfance* : la priorisation des autres activités et la non programmation de certaines activités pour 2015 ont bouleversé l'atteinte des 4 indicateurs, dont le nombre de structures de protection de la famille, le nombre de familles vulnérables ayant accès aux structures de protection, le nombre de documents standard minimum disponible et le nombre des minorités ayant accès aux structures de protection. Toutefois, le résultat obtenu a dépassé celui escompté pour le renforcement des capacités des acteurs.

- MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE

Le tableau ci-après résume les réalisations financières et physiques du Ministère de l'Education Nationale :

Tableau n° : Synthèse des réalisations financières et physiques du Ministère de l'Education Nationale

Cod prog	Libellés programmes	Crédits finaux	Dépenses réalisées	Taux de réal.	Inscrits	A	NA	ND	Aut.	Taux de réal.
027	Administration et coordination	450 854 280 500	424 309 804 939	94,11%	2	0	2	0	0	0,00%
304	Petite enfance	2 108 388 000	2 079 368 000	98,62%	1	1	0	0	0	100,00%
305	Enseignement fondamental premier cycle	175 711 890 000	95 949 470 222	54,61%	2	2	0	0	0	100,00%
306	Enseignement fondamental second cycle	11 593 610 000	11 112 490 896	95,85%	2	2	0	0	0	100,00%
307	Alphabétisation	398 870 000	396 848 900	99,49%	1	0	1	0	0	0,00%
048	Administration et coordination	507 147 000	500 602 820	98,71%	1	0	1	0	0	0,00%
308	Enseignement secondaire	7 337 145 000	7 309 848 458	99,63%	2	2	0	0	0	100,00%
TOTAL		648 511 330 500	541 658 434 234	83,52%	11	7	4	0	0	63,64%

Ses charges budgétaires, évaluées au départ à 648,51 milliards d'Ariary, ont atteint finalement 541,65 milliards d'Ariary, soit un taux d'utilisation de crédits de 83,52 %. En termes de résultats des actions conduites, 63,61% des indicateurs ont présenté des valeurs réalisées conformes aux prévisions.

Mission « Education »

- *Administration et coordination (027)* : les objectifs n'ont été remplis qu'en partie à cause de la réduction des crédits inscrits dans la LFR.

- *Petite enfance* : l'indicateur relatif au taux d'inscription des enfants de 3 à 5 ans dans le préscolaire a été atteint

- *Enseignement fondamental du 1^{er} cycle* : l'objectif tendant à créer un enseignement primaire performant a été accompli.

- *Enseignement fondamental du 2nd cycle* : intensifier le système d'éducation fondamentale de 2nd cycle a été l'objectif poursuivi dans ce programme, dont l'atteinte a été appréciée à travers 2 valeurs cibles. Elles ont été toutes réalisées conformément à la prévision.

- *Alphabétisation* : l'écart négatif de 6 100 sur le nombre de la population de plus de 15 ans alphabétisée a résulté des difficultés de collectes d'informations.

Mission « Enseignement général »

- *Administration et coordination (048)* : l'objectif de renforcement des prestations des services publics n'a pas été atteint, car le Ministère n'a pas proposé de modification de la valeur de performance suite à la LFR, qui a réduit son inscription budgétaire.

- *Enseignement secondaire* : l'objectif visant à améliorer le système d'enseignement secondaire a été réalisé en accord avec la prévision initiale.

- MINISTERE DE L'EMPLOI, DE L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

Le tableau suivant résume l'exécution budgétaire dudit Ministère :

Tableau n° : Résumé de l'exécution budgétaire et des résultats de performance du Ministère de l'Emploi, de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle

Cod prog	Libellés programmes	Crédits finaux	Dépenses réalisées	Taux de réal.	Inscrits	A	NA	ND	Aut.	Taux de réal.
607	Promouvoir la croissance économique par l'emploi décent	707 321 000	676 522 180	95,65%	5	3	2	0	0	60%
049	Administration et coordination	4 184 637 000	23 315 905 783	96,41%	1	1	0	0	0	100%
309	Formation technique initiale et professionnelle	5 772 306 000	5 708 584 739	98,90%	3	3	0	0	0	100%
TOTAL		30 664 264 000	29 701 012 701	96,86%	9	7	2	0	0	77,78%

L'ensemble de ses programmes a été doté de 30,66 milliards d'Ariary de crédits, dont 96,86% ont été dépensés. La performance globale du Ministère a été évaluée à 77,78%. Si les programmes 049 et 309 ont affiché un taux de réalisation des indicateurs de 100%, celui du 607 a été de l'ordre de 60%.

Mission « Emploi »

- *Promouvoir la croissance économique par l'emploi décent* : les résultats escomptés ont été obtenus pour les 746 jeunes sans-emplois formés, les 35 sessions organisées et les 20 partenaires privés contractants recensés en 2015. Cependant, la suspension verbale en conseil de Gouvernement de l'envoi de travailleur et le non octroi du budget à la direction concernée ont entraîné la baisse des visas accordés à la main d'œuvre émigrée. D'ailleurs, la restriction budgétaire suivant la LFR a constitué un facteur de blocage à l'atteinte de l'objectif consistant à améliorer l'employabilité des jeunes sans qualification en milieu rural et urbain.

Mission « Enseignement Technique et Formation Professionnelle »

- *Administration et coordination* : le renforcement de la prestation des services publics, l'unique objectif de ce programme, a été bien assuré. En effet, l'engagement des dépenses non salariales a été effectué à 100%.

- *Formation technique initiale et professionnelle* : toutes les réalisations ont été conformes aux prévisions établies. Ainsi, 400 apprenants pour 100 000 habitants ont été formés, 71 établissements ont été créés et 100 établissements ont été normalisés après évaluation.

- MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

Tableau n° : Réalisations physiques et niveau de consommation des crédits au niveau du Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique

Cod prog	Libellés programmes	Crédits finaux	Dépenses réalisées	Taux de réal.	Inscrits	A	NA	ND	Aut.	Taux de réal.
028	Administration et coordination	145 378 485 000	142 309 526 179	97,89%	7	6	1	0	0	85,71%
310	Enseignement supérieur	5 668 337 000	5 606 041 491	98,90%	7	5	1	1	0	71,43%
050	Administration et coordination	2 744 516 000	2 741 783 263	99,90%	3	2	1	0	0	66,67%
311	Recherche scientifique	3 136 762 000	806 539 891	25,71%	4	4	0	0	0	100,00%
TOTAL		156 928 100 000	151 463 890 824	96,52%	21	17	3	1	0	80,95%

Source s: Budget d'exécution LFI et LFR, RAP 2015

151,46 milliards d'Ariary ont été dépensés pour la mise en œuvre de ses missions, sur une allocation budgétaire de 156,92 milliards d'Ariary. Le niveau de sa performance a été assez satisfaisant, en franchissant la barre de 80% en matière de réalisation des indicateurs.

Mission « Enseignement Supérieur »

- *Administration et coordination (028)* : le blocage des engagements de dépenses non prioritaires après la LFR a été à l'origine du résultat nul pour le nombre de qualité de service amélioré. Les autres

indicateurs ont été, en revanche, atteints. Ainsi, 1 852 agents ont été déplafonnés, 14 Universités informatisées et 50% des missions de communication de la Maison de Communication des Universités décentralisées.

- *Enseignement supérieur* : aucune Institution d'Enseignement supérieur n'a été accréditée, alors que la prévision en a établi 101 Institutions, du fait que les procédures d'accréditation ont été en cours d'élaboration. Les autres résultats ont été tangibles, tels que l'enregistrement des 476 étudiants pour 100 000 habitants, la constatation des 201 arrêtés d'habilitation des offres de formations des Instituts et les 19 187 étudiants inscrits bénéficiant d'une formation à distance.

Mission « Recherche Scientifique »

- *Administration et coordination (050)* : seuls 3 textes réglementaires sur le Plan Directeur de la Recherche sur les 4 estimés ont été adoptés. Les indicateurs restants ont atteint ses cibles.

- *Recherche scientifique* : toutes les valeurs réalisées ont correspondu aux cibles pour ce programme. Ainsi, 4 accords de partenariat ont été signés, 4 pôles thématiques et 4 Ecoles doctorales ont été retenus et opérationnels, et un manuel de protection des résultats de recherche et d'innovation a été disponible.

- MINISTERE DE LA CULTURE ET DE L'ARTISANAT

Le tableau ci-après résume les réalisations financières et physiques du Ministère de la Culture et de l'Artisanat.

Tableau n° : Synthèse des réalisations financières et physiques du Ministère de la Culture et de l'Artisanat :

Cod Prog	Libellés programmes	Crédits finaux	Dépenses réalisées	Taux de réal.	Inscrits	A	NA	ND	Aut.	Taux de réal.
046	Administration et coordination	528 170 000	464 100 494	87,87%	1	0	1	0	0	0,00%
611	Développement de l'artisanat	524 331 000	510 406 807	97,34%	3	1	2	0	0	33,33%
029	Administration et coordination	3 924 270 000	3 693 638 265	94,12%	1	0	1	0	0	0,00%
808	Patrimoine	157 975 000	145 048 767	91,82%	1	0	1	0	0	0,00%
809	Création	244 633 000	229 036 200	93,62%	2	1	1	0	0	50,00%
810	Manifestations culturelles	223 321 000	170 922 397	76,54%	1	1	0	0	0	100,00%
TOTAL		5 602 700 000	5 213 152 929	93,05%	9	3	6	0	0	33,33%

Sources : Budget d'exécution LFI et LFR, RAP 2015

Le montant des crédits alloués au Ministère s'est élevé à 5,60 milliards d'Ariary, lesquels ont été utilisés à raison de 5,21 milliards d'Ariary. Sur les 6 programmes composant ce Ministère, 3 n'ont atteint aucune de ses cibles, 2 ont présenté un taux de performance entre 33% et 50% et enfin, 1 programme a été exécuté dans son intégralité.

Mission « Artisanat »

- *Administration et coordination (046)* : la préparation de la LFR n'a pas permis d'engager les dépenses prévues. Ainsi, l'exécution budgétaire a affiché un écart négatif de 2 points par rapport au taux estimé.

• *Développement de l'Artisanat* : les 2 objectifs, visant à professionnaliser les artisans et à promouvoir l'Artisanat, n'ont pas été accomplis suivant les prévisions établies. Les valeurs réalisées ont différé de celles attendues, suite à la réduction de l'enveloppe allouée à ce programme. En dépit de ce faible résultat, 8 artisans ont été regroupés en Clusters, et ce, selon l'inscription dans le document de performance.

Mission « Culture »

• *Administration et coordination (029)* : l'objectif assigné pour ce programme n'a été atteint qu'en partie, puisque si le taux de satisfaction des services rendus a été estimé à 90%, ce taux a été ramené à 75% en fin d'année, en raison de la suspension de l'engagement après la préparation de la LFR.

• *Patrimoine* : le nombre de patrimoines restaurés et sauvegardés a été réduit (7 sur une cible de 10), suite à la limitation de l'enveloppe budgétaire après la LFR.

• *Création* : la diminution des moyens financiers octroyés par la LFR a en quelques sortes contrecarrées l'atteinte de l'objectif relatif à la promotion des créations musicales, puisque seuls 20 techniciens et opérateurs culturels ont été formés sur les 30 prévus. Malgré cela, 10 nouvelles créations ont pu être appuyées.

• *Manifestations culturelles* : l'unique objectif poursuivi dans ce programme, ayant pour finalité la valorisation de la culture et du métier d'artiste, a été rempli convenablement eu égard aux 20 manifestations culturelles représentatives des régions qui ont eu lieu.

3. Secteur productif

a. Les réalisations physiques et financières des Ministères du secteur productif

Se trouvant en 3^{ème} position en matière de dotation budgétaire, le secteur productif s'est vu octroyé 400,55 milliards d'Ariary à titre de crédits définitifs, ce qui a représenté 7,93 % de l'ensemble du BGE. En fin d'année, seuls 29,93 % des crédits ouverts ont été consommés, soit la somme de 199,88 milliards d'Ariary.

Les politiques publiques prioritaires des 6 Ministères composant ce secteur ont été orientées sur 6 missions, réparties dans 14 programmes et déclinées en 54 objectifs, dont l'atteinte a été appréciée au moyen de 95 indicateurs chiffrés. Le secteur productif a accompli une meilleure performance en 2015, avec un taux de réalisation des indicateurs à raison 52,63 %, comparée à l'année dernière, au cours de laquelle le taux de performance s'est élevé à 50%. La performance moyenne des Ministères s'est située entre 37,5% et 66,67%. Il convient de noter que le nombre de Départements ministériels recensés au niveau de ce secteur a été réduit, suite à la fusion du Ministère du Tourisme avec le Ministère des Transports et de la Météorologie, lequel est classé dans le secteur infrastructure.

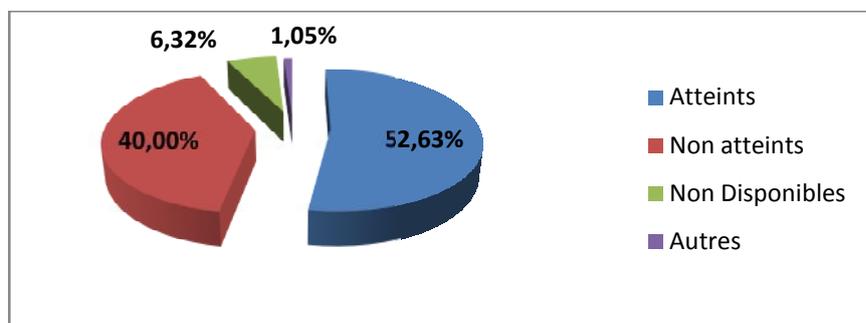
Les réalisations du secteur productif tant en termes de crédits que de performances sont récapitulées dans le tableau ci-après :

Tableau n° : Résumé des réalisations physiques et financières des Institutions et Ministères du secteur productif

En nombre										En Milliards d'Ariary		
Inst/ Min	Mis.	Prog.	Obj.	Valeurs cibles		Valeurs réalisées	Non atteints	ND	Autres	Crédits		Dépenses réalisées
				Initiales	Finales					Initiaux	Définitifs	
6	6	14	54	89	95	50	38	6	1	339,51	400,55	119,88

Sources : RAP, Budget d'exécution LFI et LFR et BCSE 2015

Graphique n° : Performance du secteur productif en 2015 (en %)



Sources : RAP, Budget d'exécution LFI et LFR et BCSE 2015

b. Evolution annuelle de la performance du secteur productif (LFI et LFR)

Le montant de crédits alloués par la LFR à l'ensemble des Ministères de ce secteur a connu une variation à la hausse par rapport à celui octroyé par la LFI. En effet, si les moyens financiers prévus par la celle-ci ont atteint 339,51 milliards d'Ariary, ceux autorisés par la LFR ont été majorés pour s'élever à 400,55 milliards d'Ariary, soit un surplus de 61,03 milliards d'Ariary. Si les crédits ouverts du Ministère de l'Environnement, de l'Ecologie et des Forêts a doublé, la dotation budgétaire du Ministère auprès de la Présidence chargé des Mines et du Pétrole, a été réduite à moitié.

En matière de gestion de la performance, la prévision initiale, qui a recensé 89 indicateurs de performance, a été rectifiée, puisque 95 indicateurs ont été retenus après la mise à jour du document de performance. En effet, les 6 indicateurs rajoutés ont été observés pour le Ministère de l'Industrie et du développement du secteur privé. Quant aux valeurs cibles, 11 indicateurs ont été actualisés, dont 4 révisés à la hausse tandis que 7 à la baisse. La majorité des valeurs modifiées ont été enregistrées auprès du Ministère de l'Agriculture. Le tableau ci-dessous retrace l'évolution annuelle de la situation budgétaire et de la performance de ce secteur.

Tableau n° : Résumé de l'évolution annuelle de la situation budgétaire et de la performance du secteur productif

Ministères	Modification des crédits			Modification du nombre des indicateurs		Modification de la valeur cible	
	Crédits (LFI)	Crédits (LFR)	Evolution	Prévisions initiales	Prévisions finales	Modification en +	Modification en -
Ministère de l'Industrie et du Développement du Secteur Privé	10 760 468 000	13 766 666 000	127,94%	5	11	1	1
Ministère de l'Agriculture	261 759 157 000	279 085 699 000	106,62%	28	28	2	4
Ministère de l'Elevage	13 920 277 000	10 159 176 000	72,98%	26	26	1	
Ministère de la Pêche et des Ressources Halieutiques	14 427 465 000	14 888 664 000	103,20%	13	13		1

Ministères	Modification des crédits			Modification du nombre des indicateurs		Modification de la valeur cible	
	Crédits (LFI)	Crédits (LFR)	Evolution	Prévisions initiales	Prévisions finales	Modification en +	Modification en -
Ministère de l'Environnement, de l'Ecologie, de la Mer et des Forêts	30 054 285 000	78 309 804 000	260,56%	9	9		
Ministère auprès de la Présidence Chargé des Mines et du Pétrole	8 590 459 000	4 340 267 000	50,52%	8	8		1
TOTAL	339 512 111 000	400 550 276 000	117,98%	89	95	4	7

Sources : RAP, Budget d'exécution LFI et LFR et BCSE 2015

c. Suivi par programme des réalisations des Départements du secteur productif

- MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DU DEVELOPPEMENT DU SECTEUR PRIVE

Le tableau ci-après synthétise les réalisations financières et physiques de ce Ministère :

Tableau n° : Synthèse des réalisations financières et physiques du Ministère de l'Industrie et du Développement du Secteur Privé

Cod prog	Libellés programmes	Crédits finaux	Dépenses réalisées	Taux de réal.	Inscrits	A	NA	ND	Aut.	Taux de réal.
051	Administration et coordination	4 528 216 000	3 925 172 109	86,68%	3	1	0	2	0	33,33%
605	Industrie	9 238 450 000	331 441 467	3,59%	8	6	2	0	0	75,00%
TOTAL		13 766 666 000	4 256 613 576	30,92%	11	7	2	2	0	63,64%

Sources : RAP, Budget d'exécution LFI et LFR et BCSE 2015

L'exécution des 2 programmes de ce Ministère a occasionné une dépense à hauteur de 4,25 milliards d'Ariary, sur un crédit ouvert arrêté à la somme de 13,76 milliards d'Ariary. En matière de performance, 11 indicateurs ont été définis pour mesurer l'atteinte de ses objectifs, dont 7 ont été atteints.

- *Administration et coordination* : le taux d'exécution budgétaire prévu a été maintenu, il a été même dépassé avec un écart positif de 8,7 points. Cette performance a été le fruit de l'allègement des procédures et de la gestion efficace dans l'exécution de la dépense publique. Les 2 autres indicateurs n'ont pas affiché de données concernant leurs réalisations.

- *Industrie* : plusieurs actions entreprises ont généré des retombées satisfaisantes. En effet, sur les 6 indicateurs atteints, 5 ont largement excédé les prévisions initiales, dont les plus importants ont trait au renforcement des 104 PME/PMI et coopératives, la négociation ou l'étude des 4 APPI et la réalisation des 4 actions de promotion et de marketing sur les opportunités d'investissements à Madagascar. Pour les indicateurs non atteints, notamment celui relatif au nombre de problèmes résolus à partir des appels d'urgence, l'écart a été justifié par le fait que la résolution des 18 problèmes était encore en cours.

- MINISTERE DE L'AGRICULTURE

Le tableau ci-après synthétise les réalisations financières et physiques du Ministère de l'Agriculture :

Tableau n° : Synthèse des réalisations financières et physiques du Ministère de l'Agriculture

Cod prog	Libellés programmes	Crédits finaux	Dépenses réalisées	Taux de réal.	Inscrits	A	NA	ND	Aut.	Taux de réal.
016	Administration et coordination	18 547 291 000	17 307 089 775	93,31%	12	7	4	1	0	58,33%
404	Révolution verte	260 510 528 000	64 555 650 037	24,78%	13	6	6	1	0	46,15%
405	Recherche agricole	27 880 000	27 880 000	100,00%	3	1	2	0	0	33,33%
TOTAL		279 085 699 000	81 890 619 812	29,34%	28	14	12	2	0	50,00%

Sources : RAP, Budget d'exécution LFI et LFR et BCSE 2015

Ce ministère a été doté d'une allocation budgétaire d'un montant de 279,08 milliards d'Ariary, dont 29,34 % ont été consommés en fin d'année. Le niveau de sa performance a été assez moyen.

- *Administration et coordination* : le problème de suspension des engagements a engendré la réduction du nombre de marchés approuvés, avec une valeur réalisée de 41 sur une cible chiffrée à 50. L'insuffisance du budget a également impacté sur la mise en place et l'opérationnalisation des structures de pilotage et de coordination de la Stratégie de Formation Agricole et Rurale (SNFAR). En revanche, les résultats obtenus ont surpassé les attentes du Ministère, notamment pour le traitement des textes juridiques et des dossiers contentieux ainsi que le nombre d'entités auditées.

- *Révolution verte* : le tonnage effectif des semences améliorées disponibles a été largement inférieur à celui initialement fixé. Selon l'explication apportée, il n'y a pas eu assez de producteurs de semences. Par ailleurs, le nombre de Centre de Service Agricole (CSA) performant a été revu à la baisse. En effet, le renforcement de capacités des 12 CSA restants sera prévu pour 2016. Malgré ces bilans assez mitigés, 5 599 certificats phytosanitaires ont été délivrés, 4 903 groupements de paysans encadrés en matière de techniques culturales et 65 324 Ha de superficies hydro agricole aménagées/réhabilitées.

- *Recherche agricole* : la production de semences améliorées et la cession aux producteurs ont accusé un écart de réalisation, les parcelles de pommes de terre ont été attaquées par la bactériose. Toutefois, 241 groupements de paysans ont été formés en matière de recherche agricole sur une estimation initiale de 180.

- MINISTERE DE L'ELEVAGE

Le tableau ci-après synthétise les réalisations financières et physiques du Ministère de l'Elevage:

Tableau n° : Synthèse des réalisations financières et physiques du Ministère de l'Elevage

Cod prog	Libellés programmes	Crédits finaux	Dépenses réalisées	Taux de réal.	Inscrits	A	NA	ND	Aut.	Taux de réal.
039	Administration et coordination	6 725 760 000	6 308 423 668	93,79%	10	5	5	0	0	50,00%
406	Développement de la production animale	3 433 416 000	3 336 500 477	97,18%	16	7	9	0	0	43,75%
TOTAL		10 159 176 000	9 644 924 145,38	94,94%	26	12	14	0	0	46,15%

Sources : RAP, Budget d'exécution LFI et LFR et BCSE 2015

Ce Ministère a mis en œuvre 2 programmes auxquels ont été accordés des crédits finaux s'élevant à 10,15 milliards d'Ariary, avec un taux d'absorption budgétaire de 94,94%. Avec ces moyens financiers, le Ministère a pu atteindre 12 indicateurs parmi les 26 retenus.

• *Administration et coordination* : la moitié des indicateurs de ce programme ont atteint ses cibles. Ainsi, grâce à la collaboration avec l'Office National pour l'Environnement, 23 séances de sensibilisations sur le Décret Mise En Compatibilité des Investissements avec l'Environnement (MECIE) ont eu lieu contre une prévision de 6 au départ. En outre, la pluralité de nomination des chefs de service au niveau des Directions régionales de l'Elevage a eu pour conséquence l'augmentation du nombre de textes règlementaires mis à jour et élaborés, comparés aux valeurs cibles. Les indicateurs non atteints n'ont pas été suivis d'explications.

• *Développement de la production animale* : le nombre de veaux soignés a largement connu une baisse comparé aux prévisions (50 217 sur les 700 000 attendus). Cet écart considérable a été imputable à l'insuffisance d'agents communautaire de l'Elevage recrutés par le Vétérinaire Sanitaire. Aucune réalisation n'a été constatée pour l'amélioration des parcelles, la mise en place de points d'abreuvement et la mise en place des centres de production de géniteurs. En revanche, les réalisations ont été remarquables en ce qui concerne la formation des leaders paysans, la formation des acteurs en matière d'amélioration de la productivité de la production d'origine animale et la réalisation des investigations sanitaires.

- MINISTERE DES RESSOURCES HALIEUTIQUES ET DE LA PECHE

Le tableau ci-après synthétise les réalisations du Ministère des Ressources Halieutiques et de la Pêche:

Tableau n° : Synthèse des réalisations financières et physiques du Ministère des Ressources Halieutiques et de la Pêche

Cod prog	Libellés programmes	Crédits finaux	Dépenses réalisées	Taux de réal.	Inscrits	A	NA	ND	Aut.	Taux de réal.
033	Administration et coordination	7 039 553 000	6 754 032 184,68	95,94%	7	4	3	0	0	57,14%
408	Développement de la pêche et des ressources halieutiques	7 849 111 000	1 635 115 654,65	20,83%	6	4	1	1	0	66,67%
TOTAL		14 888 664 000	8 389 147 839,33	56,35%	13	8	4	1	0	61,54%

Sources : RAP, Budget d'exécution LFI et LFR et BCSE 2015

L'exécution de ces programmes a occasionné une dépense à raison de 8,38 milliards d'Ariary, sur un crédit ouvert de 14,88 milliards d'Ariary, soit un taux de consommation de crédit de l'ordre de 56,35%. En fin d'année, le niveau moyen de la performance du Ministère a été évalué à 61,54%.

• *Administration et coordination* : le faible taux d'exécution budgétaire ainsi que la baisse du nombre de marchés approuvés ont été dus respectivement au retard de la nomination des acteurs budgétaires et au retard de la disponibilité du budget. Pour les indicateurs atteints, 20 rapports ayant trait aux évaluations des programmes d'engagement environnemental ont été élaborés conformément à la prévision.

• *Développement de la pêche et des ressources halieutiques* : aucune région n'a été touchée par l'enquête cadre, dans la mesure où cette activité a été déjà réalisée durant l'année 2013. Les meilleures réalisations ont concerné la production de 170 000 tonnes de ressources halieutiques, la délivrance de 2 400 licences de pêche et permis de collecte des produits halieutiques et enfin la formation dispensée au profit des 15 directions régionales.

- MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ECOLOGIE, DE LA MER ET DES FORETS

Le tableau ci-après synthétise les réalisations financières et physiques du Ministère de l'Environnement, de l'Ecologie, de la Mer et des Forêts :

Tableau n° : Synthèse des réalisations financières et physiques du Ministère de l'Environnement, de l'Ecologie, de la Mer et des Forêts

Cod prog	Libellés programmes	Crédits finaux	Dépenses réalisées	Taux de réal.	Inscrits	A	NA	ND	Aut.	Taux de réal.
017	Administration et coordination	11 044 927 000	10 361 467 043	93,81%	4	4	0	0	0	100,00%
701	Gestion durable des ressources naturelles	66 922 277 000	1 785 895 427	2,67%	3	1	2	0	0	33,33%
703	Développement du réflexe environnemental	342 600 000	35 039 702	10,23%	2	1	1	0	0	50,00%
TOTAL		78 309 804 000	12 182 402 173	15,56%	9	6	3	0	0	66,67%

Sources : RAP, Budget d'exécution LFI et LFR et BCSE 2015

Ce Ministère a élaboré 3 programmes, dont la performance moyenne en fin d'année s'est chiffrée à 66,67%. Les crédits finaux qui lui ont été accordés, d'un montant de 78,30 milliards d'Ariary, ont été utilisés à hauteur de 12,18 milliards d'Ariary.

- *Administration et coordination* : ce programme a accompli une performance notable. En effet, 28 thèmes de formations ont été dispensés sur les 15 attendus, cette action a figuré parmi les actions prioritaires du secteur environnemental. C'était également le cas du nombre d'activité IEC (Information-Education et Communication) environnementale promue, avec une valeur réalisée excédant celle ciblée. Selon l'argument avancé dans le RAP, l'IEC environnementale atténue une place importante dans la conscientisation de la population sur la gestion durable de l'environnement et des ressources naturelles. Enfin, l'année 2015 a été marquée par l'élaboration de 16 instruments de politiques qui s'est traduite par l'adoption du code des aires protégées, de la charte de l'environnement et de la Politique Nationale de l'environnement pour le développement durable.

- *Gestion durable des ressources naturelles* : en raison de l'insuffisance des fonds, le nombre de suivis écologiques effectués dans les aires protégées a été réduit. Par ailleurs, les superficies prévues être reboisées et restaurées n'ont pas été atteintes, nécessitant ainsi une forte mobilisation des acteurs à tous les niveaux pour la prochaine campagne. Néanmoins, 892 contrôles ont été effectués, sur une prévision de 400, grâce au renforcement de la mobilisation de tous les acteurs pour l'éradication des exploitations illicites des produits forestiers (bois de rose ou tortues).

- *Développement du réflexe environnemental* : la prise de conscience de la population sur l'importance de la gestion de l'environnement a favorisé l'atteinte de l'indicateur relatif au traitement des plaintes environnementales. Par contre, seul 1 projet contribuant à la lutte contre les impacts du changement climatique sur les 11 prévus a obtenu un financement en 2015. Cette contreperformance a été justifiée par la lourdeur des procédures pour la recherche et l'obtention dudit financement.

- MINISTERE AUPRES DE LA PRESIDENCE CHARGE DES MINES ET DU PETROLE

Le tableau ci-après synthétise les réalisations financières et physiques du Ministère auprès de la Présidence chargé des Mines et du Pétrole:

Tableau n° : Synthèse des réalisations financières et physiques du Ministère auprès de la Présidence chargé des Mines et du Pétrole

Cod prog	Libellés programmes	Crédits finaux	Dépenses réalisées	Taux de réal.	Inscrits	A	NA	ND	Aut.	Taux de réal.
019	Administration et coordination	3 643 885 000	3 123 895 636	85,73%	2	0	1	0	1	0,00%
609	Développement du secteur minier	696 382 000	395 736 971	56,83%	6	3	2	1	0	50,00%
TOTAL		4 340 267 000	3 519 632 607	81,09%	8	3	3	1	1	37,50%

Sources : RAP, Budget d'exécution LFI et LFR et BCSE 2015

Sur les 4,34 milliards d'Ariary conférés à ce Ministère, 3,52 milliards d'Ariary ont été utilisés pour l'exécution de ses 2 programmes. La performance moyenne de ce Département s'est située à 37,5%, soit 3 indicateurs atteints sur les 8 fixés.

- *Administration et coordination* : l'exécution budgétaire a été relativement faible en fin d'année, avec un taux de 56,89% sur taux estimé à 90%. L'autre indicateur du programme, relatif au taux du personnel du Ministère ayant accès au service de la dentisterie, a été réduit à néant par la LFR.

- *Développement du secteur minier* : aucune carte géologique et minière n'a été mise à jour en 2015. En effet, le traitement des images satellitaires a été en cours et la campagne géochimique en phase de finalisation. D'un autre côté, l'insuffisance d'outils de gestion de collecte des documents a été le motif évoqué pour les faibles résultats concernant l'objectif de remise en état de la bibliothèque géologique. Par ailleurs, le nombre des investisseurs miniers n'a pas été disponible en fin d'exercice : aucun investisseur n'a été recensé à cause de la non délivrance du permis minier. En dépit de ces constats assez négatifs, la performance de l'objectif « augmenter les recettes minières » a été remarquable. Ainsi, les recettes d'exportations minières ont atteint le cap de 16,31 USD sur une prévision de 2,5 USD ; et le montant des frais d'administration minière s'est élevé à 25,53 USD contre un résultat escompté de 10 USD.

4. Secteur infrastructure

a. Les réalisations physiques et financières des Institutions et Ministères du secteur infrastructure (7 Ministères)

En tout, les 7 Ministères composant le secteur infrastructure se sont engagés sur 14 missions, réalisées à travers 31 programmes et 74 objectifs. La performance de ces programmes a été évaluée par le biais de 129 indicateurs d'objectifs. Dans le cadre de la concrétisation de ses actions, les crédits finaux dont disposait ce secteur a atteint la somme de 363,98 milliards d'Ariary.

En fin d'année, les dépenses réelles de l'ensemble des programmes se sont élevées à 134,46 milliards d'Ariary, lesquelles ont permis d'atteindre 55,04% des indicateurs prédéfinis. Ainsi, parmi les 4 secteurs, le secteur infrastructure a été celui qui a réalisé la meilleure performance.

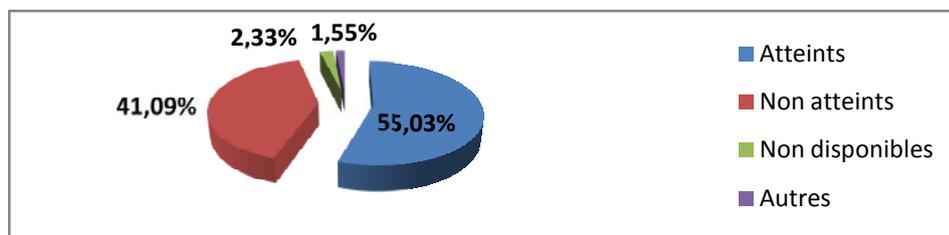
Le résumé des réalisations du secteur infrastructure est relaté dans le tableau ci-dessous.

Tableau n° : Réalisations physiques et financières des Institutions et Ministères du secteur infrastructure

En nombre										En Milliards d'Ariary		
Inst/ Min	Mis.	Prog.	Obj.	Valeurs cibles		Valeurs réalisées	Non atteints	ND	Autres	Crédits		Dépenses Réalisées
				Initiales	Finales					Initiaux	Définitifs	
7	14	31	74	129	129	71	53	3	2	427,10	363,98	134,46

Sources : RAP, Budget d'exécution LFI et LFR et BCSE 2015

Graphique n° : Performance du secteur infrastructure en 2015 (en %)



Sources : RAP, Budget d'exécution LFI et LFR et BCSE 2015

b. Evolution annuelle de la performance du secteur infrastructure (LFI et LFR)

Comme pour le secteur social, les crédits accordés au secteur infrastructure ont été réduits après l'adoption de le LFR. Ainsi, si la LFI a autorisé l'ouverture de crédits d'un montant de 427,10 milliards d'Ariary, la LFR a octroyé 363,84 milliards d'Ariary au secteur, soit seulement 85,21% de l'allocation budgétaire initiale. Malgré cette baisse générale, le Ministère de l'Eau, de l'Assainissement et de l'Hygiène ainsi que le Ministère d'Etat chargé des Projets Présidentiels, de l'Aménagement du Territoire et de l'Equipeement ont vu leurs moyens financiers en hausse.

Après la LFR, les crédits qui ont été alloués ont été ajustés dans le but de renforcer le développement des secteurs énergie, transport aérien et hydrocarbures. D'ailleurs, la LFR a prévu 23,9% de l'enveloppe du PIP au secteur Infrastructure. Sur le volet de la performance, comparé avec celui de la LFI, le nombre des indicateurs fixés a demeuré constant. En revanche, 81 sur les 129 valeurs cibles ont été actualisées.

Le tableau ci-dessus relate l'évolution de la situation des crédits ainsi que celle de la performance en 2015.

Tableau n° : Résumé de l'évolution annuelle de la situation budgétaire et de la performance du secteur infrastructure

Ministères	Modification des crédits			Modification du nombre des indicateurs		Modification de la valeur cible	
	Crédits (LFI)	Crédits (LFR)	Evolution	Prévisions initiales	Prévisions finales	Modification en +	Modification en -
Ministère de la Communication, de l'Information et de la relation avec les Institutions	14 285 657 000,00	11 128 375 000,00	77,90%	41	41	2	29
Ministère de l'Energie et des Hydrocarbures	28 396 838 000,00	22 758 813 000,00	80,15%	11	11	1	
Ministère de l'Eau, de l'Assainissement et de l'Hygiène	34 567 492 000,00	43 985 440 000,00	127,25%	10	10		9
Ministère des Travaux Publics	231 865 909 000,00	176 001 608 000,00	75,91%	8	8	1	
Ministère d'Etat chargé des Projets Présidentiels, de l'Aménagement du Territoire et de l'Équipement	64 559 797 000,00	75 530 603 000,00	116,99%	30	30		26
Ministère du Tourisme, des Transports et de la Météorologie	41 313 888 000,00	27 562 808 000,00	66,72%	25	25		16
Ministère des Télécommunications, des Postes et des Nouvelles Technologies	12 119 297 000,00	6 974 896 000,00	57,55%	4	4		1
TOTAL	427 108 878 000,00	363 942 543 000,00	85,21%	129	129	4	81

Sources : RAP, Budget d'exécution LFI et LFR et BCSE 2015

c. Suivi par programme des réalisations des Départements du secteur infrastructure

- MINISTERE DE LA COMMUNICATION ET DES RELATIONS AVEC LES INSTITUTIONS

Le tableau ci-après synthétise les réalisations financières et physiques du Ministère de la Communication et des Relations avec les Institutions

Tableau n° : Synthèse des réalisations financières et physiques du Ministère de la Communication et des Relations avec les Institutions

Cod prog	Libellés programmes	Crédits finaux	Dépenses réalisées	Taux de réal.	Inscrits	A	NA	ND	Aut.	Taux de réal.
055	Administration et coordination	56 980 000	49 812 000	87,42%	9	6	3	0	0	66,67%
821	Coordination des relations avec les Institutions	71 006 000	70 848 820	99,78%	3	1	2	0	0	33,33%
822	Promotion de la bonne gouvernance	64 840 000	64 839 000	100,00%	10	5	5	0	0	50,00%
030	Administration et coordination	8 495 933 000	8 114 358 584	95,51%	5	4	1	0	0	80,00%
212	Média	730 544 000	684 361 372	93,68%	11	7	4	0	0	63,64%
213	Développement des infrastructures radio et télévision	1 709 072 000	1 709 067 444	100,00%	3	0	3	0	0	0,00%
TOTAL		11 128 375 000	10 693 287 221	96,09%	41	23	18	0	0	56,10%

Sources : RAP, Budget d'exécution LFI et LFR et BCSE 2015

Bénéficiaire d'un crédit de 11,12 milliards d'Ariary, lesquels ont été dépensés à hauteur de 10,69 milliards d'Ariary, le Ministère a été doté de 2 missions, à savoir, les « Relations avec les Institutions » et la « Communication ». L'année 2015 s'est achevée avec une performance moyenne de 56,10%

Mission « Relation avec les Institutions »

• *Administration et Coordination* : 6 sur les 9 indicateurs retenus ont atteint ses cibles. Les points forts enregistrés dans ce programme ont consisté à la mise en place du site web du Ministère, la mise en place de la base de données des Sociétés Civiles et la formalisation de l'ordre de journaliste. Toutefois, quelques points faibles ont été soulignés : la vétusté de certains bâtiments, le manque de renforcement de capacité du personnel et l'insuffisance de matériels utilisés.

• *Coordination des relations avec les Institutions* : ce programme a visé à harmoniser les relations avec le Parlement, les Organes Exécutifs ainsi que les Institutions émergentes avec les Institutions de la République. Il a été mesuré par le degré de satisfaction des différentes parties. Selon le RAP, les taux de satisfaction ont affiché un écart positif global de l'ordre de 11,01% par rapport aux prévisions, grâce aux différentes réunions avec les entités concernées et ce, malgré l'insuffisance des moyens dotés au Ministère ;

• *Promotion de la bonne gouvernance et de la participation citoyenne* : ce programme a été quantifié à l'aide de 10 objectifs, dont la moitié a atteint les résultats escomptés. Parmi les principales réalisations ont figuré l'établissement d'un système de données au cours duquel 42 données ont été disponibles sur les 15 prévues. En outre, il a également œuvré pour la mise en réseau de la coordination nationale en vue de la promotion du volontariat. Cependant, aucune Cellule locale d'observation de la vie publique n'a été rendue opérationnelle.

Mission « Communication »

• *Administration et coordination* : 4 sur les 5 indicateurs ont été réalisés conformément à la prévision. L'exécution budgétaire n'a été assurée qu'à raison de 96,45%.

• *Média* : sur les 11 indicateurs fixés dans le document de performance, 4 n'ont pas atteint les résultats escomptés. Parmi les meilleures réalisations ont figuré la mise à la portée de la population de la technologie de l'information et de la communication à travers la diffusion de 4 268 émissions dans les stations radio télévisées. En outre, 150 stations télévisions/radio ont été contrôlées sur les 35 prévues. Le Ministère a aussi procédé à la préparation et le déploiement de la TNT à Madagascar à travers l'étude de 4 sites.

• *Développement des Infrastructures Radio et Télévisions* : les objectifs visant à améliorer la qualité des infrastructures et à répondre aux défis qui se présentent face aux mutations technologiques et à la transition de l'analogie vers le numérique n'ont été réalisés qu'en partie. A cette occasion, seules 12 infrastructures ont été réhabilitées sur les 22 attendues. En général, les écarts constatés entre les réalisations et les prévisions ont résulté de l'insuffisance des moyens.

- MINISTERE DE L'ENERGIE ET DES HYDROCARBURES

Les réalisations du Ministère, associées à la consommation des crédits qui lui sont alloués sont constatées dans le tableau suivant :

Tableau n° : Réalisations associées à la consommation du Ministère de l'Energie et des Hydrocarbures

Cod prog	Libellés programmes	Crédits finaux	Dépenses réalisées	Taux de réal.	Inscrits	A	NA	ND	Aut.	Taux de réal.
031	Administration et coordination	4 812 250 000	4 286 880 057	89,08%	1	0	1	0	0	0,00%
203	Développement des infrastructures électriques et des ressources d'énergie locale	17 916 563 000	1 563 220 473	8,73%	7	2	5	0	0	28,57%
204	Développement du secteur pétrolier et des biocarburants	30 000 000	29 800 000	99,33%	3	1	2	0	0	33,33%
TOTAL		22 758 813 000	5 879 900 530	25,84%	11	2	6	0	0	25,00%

Sources : RAP, Budget d'exécution LFI et LFR et BCSE 2015

A part le programme « Administration et coordination », la performance de ce Ministère a été mesurée à travers les résultats des 2 programmes, à savoir, le « Développement des infrastructures électriques et des ressources d'énergie locales » et le « Développement du secteur pétrolier et des biocarburants ».

- *Administration et coordination* : l'objectif de renforcement des prestations de service public n'a été atteint qu'à raison de 97,4%. L'écart a été assez minime par rapport à la prévision, selon l'explication, l'unité prévisionnelle du Ministère a su procéder d'une manière efficace à la détermination des prévisions.

- *Développement des infrastructures électriques et des ressources d'énergie locales* : la prise de conscience des citoyens sur l'importance du développement durable a expliqué l'enregistrement de la part de surface des forêts de plantations à des fins énergétiques plus vaste que celle initialement fixée. La gestion efficace et efficiente des ressources, quant à elle, a permis d'augmenter le taux d'accès des ménages à l'électricité, les résultats ont été même au-delà des attentes du Ministère. Par contre, le taux d'accès des ménages à l'électricité en milieu rural a été largement faible en raison du niveau de revenu bas dans le monde rural. D'ailleurs, l'insuffisance de formation a contrecarré l'atteinte de l'objectif de promotion de l'exploitation rationnelle des sources d'énergies locales.

- *Développement du secteur pétrolier et des biocarburants* : le nombre de contrats signés ainsi que le volume d'investissements augmenté ont été inférieurs aux prévisions établies. En effet, la rentabilité de l'exploitation des ressources de l'hydrocarbure a démotivé les investisseurs. Pour compenser le souci de rentabilité des investissements, le Ministère a formé plus de personnel qualifié, soit 6 sur les 4 prévus.

- MINISTERE DE L'EAU, DE L'ASSAINISSEMENT ET DE L'HYGIENE

Le tableau ci-après synthétise les réalisations financières et physiques du Ministère de l'Eau, de l'Assainissement et de l'Hygiène :

Tableau n° : Synthèse des réalisations financières et physiques du Ministère de l'Eau, de l'Assainissement et de l'Hygiène

Cod prog	Libellés programmes	Crédits finaux	Dépenses réalisées	Taux de réal.	Inscrits	A	NA	ND	Aut.	Taux de réal.
032	Administration et coordination	4 010 931 000	3 770 331 084	94,00%	1	0	1	0	0	0,00%
205	Développement de l'accès à l'eau et aux infrastructures d'assainissement	39 974 509 000	28 129 495 133	70,37%	9	7	2	0	0	77,78%
TOTAL		43 985 440 000	31 899 826 218	72,52%	10	7	3	0	0	70,00%

Sources : RAP, Budget d'exécution LFI et LFR et BCSE 2015

Le Ministère a dépensé 31,89 milliards d'Ariary en fin d'année pour l'accomplissement de sa mission, sur une enveloppe budgétaire de 43,98 milliards d'Ariary. Doté d'un seul programme principal, ce Département a connu une performance satisfaisante pour l'année 2015. Sur les 9 indicateurs fixés, 7 ont dépassé les prévisions.

- *Administration et coordination* : le Ministère a visé l'établissement d'un processus budgétaire efficace et efficient en prévoyant un taux d'exécution budgétaire de l'ordre de 99%. Cependant, en fin d'exercice, ce taux n'a été réalisé qu'à hauteur de 94%, faute de budget suffisant.

- *Développement de l'accès à l'eau et aux infrastructures d'assainissement* : les activités marquantes ont été axées sur la mise en œuvre des grands principes de GRE et sur la contribution à la pérennisation des investissements et la durabilité des projets Alimentation en Eau Potable et d'Assainissement à travers l'inventaire de 3 bassins d'une part ; et l'amélioration de l'accès de la population en milieu urbain et rural à l'eau potable et aux infrastructures d'assainissement d'autre part.

- MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS

Le tableau ci-après synthétise les réalisations financières et physiques du Ministère des Travaux Publics :

Tableau n° : Synthèse des réalisations financières et physiques du Ministère des Travaux Publics

Cod prog	Libellés programmes	Crédits finaux	Dépenses réalisées	Taux de réal.	Inscrits	A	NA	ND	Aut.	Taux de réal.
020	Administration et coordination	12 343 734 000	7 453 047 814	60,38	4	1	3	0	0	25,00%
206	Développement des infrastructures routières	163 657 874 000	28 075 516 017	17,16	4	2	2	0	0	50,00%
TOTAL		176 001 608 000	35 528 563 831	20,19	8	3	5	0	0	37,50%

Sources : RAP, Budget d'exécution LFI et LFR et BCSE 2015

L'exécution des 2 programmes du Ministère a occasionné une dépense à hauteur de 35,52 milliards d'Ariary, sur un crédit octroyé d'un montant de 176,00 milliards d'Ariary. Concernant les réalisations physiques, 37,5% des indicateurs retenus ont atteint les cibles.

- *Administration et coordination* : ce programme a été consacré à l'optimisation de l'atteinte des priorités liées à l'accès et au développement des régions à forte potentialité économique. Ainsi, 65% des proportions de zones économiques ont été prévues être connectées au réseau des transports, mais seules 60% l'ont été effectivement. Selon le rapport du Ministère, cette proportion n'a pas vraiment changé compte tenu de l'inexistence de nouvelles constructions de routes ces 10 dernières années. Concernant la mobilisation des ressources financières, humaines, de technologie de l'information et de contrôle de gestion basé sur les performances, 1 seul des indicateurs fixés a atteint la cible, il s'agissait de la couverture des 40% du financement des projets prioritaires.

- *Développement des infrastructures routières* : ce programme a fixé comme objectif d'optimiser le réseau circulaire et le désenclavement du territoire à travers les constructions, réhabilitations et entretiens périodiques du réseau routier. Les efforts du Ministère ont été évalués par l'accessibilité des 40% des communes par voie de surface toute l'année sur les 45% estimées. L'objectif n'a pas été atteint dans son intégralité du fait que le financement des routes rurales n'a pas figuré dans le budget du Ministère.

Cependant, le FER (Fonds d'Entretien Routier) a contribué fortement au maintien en bon état des 50% des routes nationales bitumées.

- MINISTERE D'ETAT CHARGE DES PROJETS PRESIDENTIELS, DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE L'EQUIPEMENT

Le tableau ci-après synthétise les réalisations financières et physiques du Ministère d'Etat chargé des Projets Présidentiels, de l'Aménagement du Territoire et de l'Équipement

Tableau n° : Synthèse des réalisations financières et physiques du Ministère d'Etat chargé des Projets Présidentiels, de l'Aménagement du Territoire et de l'Équipement

Cod prog	Libellés programmes	Crédits finaux	Dépenses réalisées	Taux de réal.	Inscrits	A	NA	ND	Aut.	Taux de réal.
018	Administration et coordination	1 709 639 000	1 436 698 696	84,04%	1	1	0	0	0	100,00%
409	Domaine et sécurisation foncière	643 458 000	581 116 289	90,31%	8	7	1	0	0	87,50%
021	Administration et coordination	10 779 629 000	10 365 015 137	96,15%	9	7	1	0	1	77,78%
207	Aménagement et équipement des villes	14 105 338 000	2 095 330 942	14,85%	4	1	3	0	0	25,00%
058	Administration et coordination	1 963 834 000	1 958 284 807	99,72%	5	0	5	0	0	0,00%
215	Infrastructures et équipements	46 328 705 000	7 876 953 217	17,00%	3	1	2	0	0	33,33%
TOTAL		75 530 603 000	24 313 399 087	32,19%	30	17	12	0	1	56,67%

Sources : RAP, Budget d'exécution LFI et LFR et BCSE 2015

Sur les 30 indicateurs inscrits pour ce Ministère, le taux moyen des indicateurs atteint a été de l'ordre de 56,67%. Les dépenses réalisées pour y parvenir se sont chiffrées à 24,31 milliards d'Ariary, sur une prévision de 75,53 milliards d'Ariary. Les réalisations par programme sont résumées comme suit :

Mission « Domaine et Sécurisation foncière »

- *Administration et coordination (018)*: 506 agents ont été formés, sur un nombre estimé à 200.

- *Domaine et sécurisation foncière* : ce programme a réalisé une performance satisfaisante. En effet, 17 941 titres ont été établis sur les 6 500 prévus grâce au RRI; 7 756 opérations de bornage ont été effectuées sur les 5 000 attendues; 16 500 certificats fonciers ont été établis suite à la transmission des données au niveau local ; et 13 536 plans topographiques fonciers ont été numérisés. Par contre, seuls 75 Plans Locaux d'Occupation Fonciers (PLOFs) ont été élaborés sur les 300 fixés, faute de crédits suffisants.

- *Aménagement et équipement des villes* : la mise à jour des PLOFs n'a pas été entièrement achevée. En effet, aucun programme d'action de développement n'a été effectué, en raison du manque de financement extérieur. Néanmoins, 5 documents de planification territoriale sur les 4 prévus ont été élaborés grâce à la gestion efficace des crédits alloués. Le manque de moyen financier a freiné le renforcement de capacité d'intervention du personnel au niveau central et régional.

Mission « Aménagement du Territoire »

- *Administration et coordination* : aucune réalisation n'a été enregistrée pour les 4 indicateurs retenus, faute de crédits suffisants. Pour l'objectif visant à appuyer les départements techniques des

collectivités territoriales, seules 25 collectivités ont bénéficié de cet appui sur les 90 escomptées, faute de financement disponible.

- *Infrastructures et équipements* : la limitation du crédit ainsi que le délai trop court d'engagement pour le lancement des grands projets ont occasionné des faibles résultats pour la construction de grandes infrastructures socioéconomiques et la rénovation des grands équipements économiques. Toutefois, 169 logements sociaux ont été construits, sur une cible de 50, conséquemment à la mobilisation des Partenaires pour la promotion des logements sociaux.

- MINISTERE DU TOURISME, DES TRANSPORTS ET DE LA METEOROLOGIE

Le tableau ci-après synthétise les réalisations financières et physiques du Ministère du Tourisme, des Transports et de la Météorologie:

Tableau n° : Synthèse des réalisations financières et physiques du Ministère du Tourisme, des Transports et de la Météorologie

Cod prog	Libellés programmes	Crédits finaux	Dépenses réalisées	Taux de réal.	Inscrits	A	NA	ND	Aut.	Taux de réal.
040	Administration et Coordination	2 614 391 000	2 425 076 515	92,76%	1	1	0	0	0	100,00 %
608	Développement du tourisme	1 557 088 000	1 466 248 509	94,17%	2	1	1	0	0	50,00%
610	Développement du contrôle et suivi touristique	463 381 000	452 761 034	97,71%	1	0	1	0	0	0,00%
022	Administration et coordination	5 276 054 000	4 649 334 403	88,12%	4	3	0	0	1	75,00%
208	Transports routier et ferroviaire	14 999 131 000	13 660 046 906	91,07%	6	4	2	0	0	66,67%
209	Transports maritime, Fluvial et aérien	1 955 425 000	1 945 498 073	99,49%	5	2	2	1	0	40,00%
042	Administration et coordination	483 735 000	454 007 615	93,85%	3	0	1	2	0	0,00%
211	Développement météorologique	253 974 000	253 812 472	99,94%	3	3	0	0	0	100,00 %
TOTAL		27 603 179 000	25 306 785 527	91,68%	25	14	7	3	1	56,00%

Sources : RAP, Budget d'exécution LFI et LFR et BCSE 2015

En 2015, la mission « Tourisme » s'est greffée au Ministère des Transports et de la Météorologie. Les crédits définitifs alloués au Ministère ont atteints 27,60 milliards d'Ariary, mais seuls 91,68 % ont été consommés. Dans l'ensemble, la moitié des indicateurs établis ont été conformes aux prévisions.

Mission « Tourisme »

- *Administration et coordination* : l'objectif consistant à améliorer la qualité des services publics a été rempli. En effet, le délai de traitement des dossiers administratifs a été dans l'ensemble respecté.

- *Développement du Tourisme* : il a été constaté que le nombre de touristes visitant Madagascar, évalué à 244 321, a été en deçà des prévisions établies à 330 000. Cette situation a résulté de la conjoncture politique et économique du pays. Par ailleurs, faute de moyens, aucun établissement n'a fait l'objet de suivi et de contrôle. En dépit de ces contreperformances, les recettes générées ont pu rassembler 440 millions de DTS contre une attente initiale de 235 millions de DTS.

Mission « Transports »

• *Administration et coordination* : la contrainte due à la régulation du 4ème trimestre a justifié l'absence de séance sensibilisation au VIH effectuée en 2015. Cependant, tous les autres indicateurs ont présenté des résultats dépassant les cibles fixées.

• *Transport routier et ferroviaire* : ce programme a pour principal objectif d'améliorer l'efficacité et la qualité des transports ainsi que la sécurité routière dans ces domaines. Sur les 6 indicateurs fixés à cet effet, la moitié n'a pas été réalisée à 100%, dont la longueur des voies ferrées réhabilitées (26 km contre les 30 prévus), le tonnage de fret par voie ferrée (232 746 Tonnes sur les 490 000 prévues) dû à la vétusté des infrastructures et à la faiblesse des investissements. Les meilleures réalisations ont cependant résidé dans la réhabilitation de 6 ouvrages d'art et l'organisation de 2 sessions de sensibilisation à la sécurité routière.

• *Transports maritime, fluvial et aérien* : pour le cas des transports aériens, 2 aérodromes ont été mis aux normes. Les statistiques disponibles ont rapporté également 1 150 passagers, si la cible fixée dans le document de performance s'est élevée à 1 600. En outre, le tonnage de fret aérien a accusé un écart de 1 000 tonnes par rapport aux prévisions (21 000 tonnes enregistrées contre une prévision de 22 000 tonnes), imputable à la conjoncture du pays. Concernant les transports maritime et fluvial, 2 ports ont été normalisés. Par contre, les données sur le tonnage du fret maritime n'ont pas été disponibles.

Mission « Météorologie »

• *Administration et coordination* : la faiblesse du taux d'exécution budgétaire par rapport à la prévision a été due au taux de régulation du 4ème trimestre. Les indicateurs restants n'ont pas affiché de données en fin d'année.

• *Développement météorologique* : le premier objectif assigné, consistant à optimiser le réseau des stations et systèmes d'informations météorologiques, a connu une performance satisfaisante. En effet, le taux de couverture du réseau a atteint 70%, contre une estimation de 50%. Grâce à l'acquisition de nouveaux matériels, la fiabilité des prévisions météo s'est élevée à hauteur de 80%, dépassant ainsi les prévisions de 3 points. Pour le second objectif, les outils de communication ont pu être renforcés, à travers l'existence de 16 régions utilisatrices des informations météorologiques.

- MINISTERE DES POSTES, DES TELECOMMUNICATIONS ET DES NOUVELLES TECHNOLOGIES

Le tableau ci-après synthétise les réalisations financières et physiques du Ministère des Postes, des Télécommunications et des Nouvelles Technologies:

Tableau n° : Synthèse des réalisations financières et physiques du Ministère des Postes, des Télécommunications et des Nouvelles Technologies

Cod prog	Libellés programmes	Crédits finaux	Dépenses réalisées	Taux de réal.	Inscrits	A	NA	ND	Aut.	Taux de réal.
023	Administration et coordination	277 647 000	220 906 293	79,56%	1	0	1	0	0	0,00%
214	Appui à l'extension de la couverture postale	0	0	-	1	0	1	0	0	0,00%
043	Administration et coordination	0	0	-	1	0	1	0	0	0,00%
210	Développement des réseaux d'accès aux TIC dans les zones rurales	6 697 249 000	620 416 947	9,26%	1	0	1	0	0	0,00%
TOTAL		6 974 896 000	841 323 240	12,06%	4	0	4	0	0	0,00%

Sources : RAP, Budget d'exécution LFI et LFR et BCSE 2015

Dans le cadre de l'accomplissement de ses 2 missions, ce Département s'est vu octroyé 6,97 milliards d'Ariary à titre de crédits définitifs, lesquels ont été utilisés à raison de 0,84 milliards d'Ariary. Dans l'ensemble, aucune des valeurs de références retenues n'a été réalisée.

Mission « Postes et Télécommunications »

- *Administration et coordination* : seul 79,81% des crédits ont été engagés sur une prévision de 95%.

- *Appui à l'extension de la couverture postale* : seuls 2 bureaux de poste sur les 6 ciblés ont pu être ouverts du fait de l'attente de l'aval de l'Assemblée Nationale sur la mise en place de l'Autorité de Régulation du Secteur Postal et l'enquête sur le trafic déloyal de transport de colis express.

Mission « TIC »

- *Administration et coordination* : l'étude sur le projet de loi concernant le cyber sécurité n'a pas avancé au rythme attendu. Le taux d'avancement a été évalué au départ à 30%, mais en fin, d'année, ce taux n'a été que de l'ordre de 9,99%. Malgré l'écart de 20,01% sur cet indicateur, le Ministère a néanmoins visé à instaurer la confiance dans le réseau de télécommunication en élaborant des lois sur les qualités de service et le cyber sécurité.

- *Développement des réseaux d'accès aux Tics dans les zones rurales* : 10 cyber espace et cyber base scolaire ont été installés sur une prévision de 20 au départ, bien que des efforts aient déjà été effectués dans l'implantation des centres « Vohikala ». L'étude de faisabilité pour la mise en place de nouveaux cyber postes étaient en cours. Le Ministère a également contribué à l'amélioration des centres existants et fonctionnels par la dotation de matériels informatiques.

III. SITUATION DE L'EXECUTION BUDGETAIRE

Cette partie va s'intéresser aux résultats de la gestion budgétaire proprement dits de l'Etat Malagasy. L'analyse sera axée sur les 5 cadres du Budget de l'Etat, en mettant en exergue pour chaque cadre la situation des recettes et de celle des dépenses. En outre, un bref aperçu de l'évolution de la situation des crédits sera évoqué à partir de l'analyse des actes modificatifs de crédit au titre de l'exercice 2015.

A. PREVISIONS, EXECUTIONS ET RESULTATS GENERAUX DES LOIS DE FINANCES

A l'exception de l'année 2011, les précédents exercices budgétaires ont dégagé des déficits en fin d'année, en raison de la non couverture des dépenses par les recettes perçues. En 2015, la situation budgétaire s'est nettement améliorée, puisque les résultats généraux de l'exécution des Lois des Finances se sont soldés par un excédent de **80,30 milliards d'Ariary**, représentant **0,28%** du PIB annuel.

En effet, les recettes perçues ont été largement supérieures aux dépenses réalisées, particulièrement pour les Opérations en Capital de la Dette Publique (OCDP), qui ont enregistré un surplus de recettes d'une valeur de 1 220,55 milliards d'Ariary, soit une hausse de 48,70% par rapport aux recettes recouvrées l'année précédente. En effet, contrairement à l'année dernière, à part les emprunts contractés avec l'extérieur, le pays Malagasy a eu recours à des emprunts au niveau interne, grâce aux émissions des Bons du Trésor Fihary et aux autres emprunts.

Les Budgets Annexes ainsi que les opérations génératrices des FCV ont également fait ressortir des excédents qui ont atteint respectivement 3,54 milliards d'Ariary et 0,30 milliards d'Ariary. Malgré ces bilans positifs, les soldes budgétaires des cadres I et III, ont été déficitaires à la clôture de l'exercice.

Le tableau ci-après met en exergue les résultats généraux de l'exécution des Lois de Finances.

Tableau n° : Résultats généraux de l'exécution des Lois de Finances

								(En Ariary)
Nomenclature	Recettes		Dépenses		Exécutions		Solde	
	Prévisions initiales	Prévisions finales	Crédits initiaux	Crédits finaux	Recettes	Dépenses	Excédents des recettes	Excédents des dépenses
CADRE I								
BUDGET GENERAL DE L'ETAT								
a - Opération de Fonctionnement	3 659 867 463 000,00	3 010 288 549 000,00	3 381 048 656 000,00	3 758 977 532 000,00	3 236 498 259 037,89	3 637 794 350 449,08		
b - Opération d'Investissement	458 704 000 000,00	486 000 000 000,00	1 289 365 976 000,00	1 289 003 134 000,00	45 960 322 791,11	469 290 797 441,26		
TOTAL CADRE I	4 118 571 463 000,00	3 496 288 549 000,00	4 670 414 632 000,00	5 047 980 666 000,00	3 282 458 581 829,00	4 107 085 147 890,34		-824 626 566 061,34
CADRE II								
BUDGETS ANNEXES								
a - Opération de Fonctionnement	26 690 000 000,00	26 690 000 000,00	26 690 000 000,00	26 690 000 000,00	18 371 519 937,87	14 822 685 111,71		
b - Opération d'Investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		
TOTAL CADRE II	26 690 000 000,00	18 371 519 937,87	14 822 685 111,71		3 548 834 826,16			
CADRE III								
CPT	685 927 612 000,00	684 327 612 000,00	807 980 234 000,00	868 262 234 000,00	305 305 388 702,16	624 793 233 794,15		
TOTAL CADRE III	685 927 612 000,00	684 327 612 000,00	807 980 234 000,00	868 262 234 000,00	305 305 388 702,16	624 793 233 794,15		-319 487 845 091,99
CADRE IV								
OPERATIONS GENERATRICES	288 130 000,00	217 130 000,00	0,00	0,00	302 214 036,44	0,00		
DE FCV ET ASSIMILEES								
TOTAL CADRE IV	288 130 000,00	217 130 000,00	0,00	0,00	302 214 036,44	0,00		302 214 036,44
CADRE V								
OPERATION EN CAPITAL	3 131 951 238 000,00	4 388 345 864 000,00	2 458 343 577 000,00	2 652 936 255 000,00	1 349 354 187 923,49	128 795 064 360,04		
DE LA DETTE PUBLIQUE								
TOTAL CADRE V	3 131 951 238 000,00	4 388 345 864 000,00	2 458 343 577 000,00	2 652 936 255 000,00	1 349 354 187 923,49	128 795 064 360,04		1 220 559 123 563,45
TOTAL GENERAL	7 963 428 443 000,00	8 595 869 155 000,00	7 963 428 443 000,00	8 595 869 155 000,00	4 955 786 092 429,36	4 875 496 131 156,24	1 224 410 172 426,05	-1 144 114 411 153,33

Source : DGB

Excédent de l'exécution des Lois de Finances 2015: **80 295 761 272,72 Ariary.**

B. ANALYSE DE L'EVOLUTION DES CREDITS

En cours d'exercice, les Institutions et les Ministères ont la possibilité de modifier la répartition des crédits qui leurs ont été octroyés par les Lois de Finances. A juste titre, la situation des mouvements de crédits au titre des 3 dernières années est transcrite dans le tableau qui suit :

Tableau n° : Récapitulation des mouvements de crédits au titre des exercices 2013 à 2015

Types d'actes	2013	2014	2015
Décret portant transferts de crédits	8	10	1
Décrets portant virement de crédits	26	05	-
Arrêté d'aménagement de crédits	273	133	9
TOTAL	307	148	10

Source : DGB

A la lecture de ce tableau, si le nombre total des actes modificatifs de crédits pris par le Gouvernement en 2013 s'est élevé à 307, ce chiffre a largement chuté. En effet, seuls 10 actes ont été pris en 2015. Ainsi, pour cette année, aucun décret portant virement de crédit n'a été recensé et seuls 1 décret portant transferts de crédits et 9 arrêtés d'aménagement de crédits ont été créés. Ils ont totalisé **112 479 347 188 Ariary**. En effet, seuls les mouvements de crédits après la LFR ont été comptabilisés.

1. Décrets portant transfert de crédits

Durant l'exercice budgétaire 2015, un seul décret a été pris par le Gouvernement, celui n°2015-1643 du 15/12/2015, portant transferts de crédits, dont le montant global a atteint **10 354 423 200 Ariary**, soit 0,21% du montant total de la LFR.

- Pour le Ministère des Finances et du Budget et le Sénat, les transferts d'un montant de 10 225 231 000 Ariary ont été effectués en vue de permettre la réalisation des activités prioritaires à l'endroit de :

- la Présidence (400 000 000 Ariary) à titre de supplément familial de traitement des éléments de la Sécurité Présidentielle ;
- l'Assemblée Nationale (2 820 000 Ariary) pour l'indemnité liée à la fonction de l'ancien Président du Congrès de la Transition ;
- la Haute Cour Constitutionnelle (122 300 000 Ariary) pour les indemnités forfaitaires du Président, les membres et le personnel;
- la Primature (720 400 000 Ariary) pour l'augmentation des effectifs et rapatriement des éléments de son Bataillon de Sécurité ;

- le Conseil de la Réconciliation Malagasy (214 228 000 Ariary) pour le reliquat indemnités de ses membres et les indemnités pour le recrutement de 32 Inspecteurs d'Etat ;
- le Ministère des Finances et du Budget (292 506 000 Ariary) pour les salaires des agents ECD et les indemnités au concours pour le recrutement de 32 Inspecteurs d'Etat ;
- le Ministère du Commerce et de la Consommation (2 046 006 000 Ariary) pour le paiement de la contribution internationale ;
- le Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique (6 386 600 000 Ariary) pour les Bourses à Madagascar et le salaire du Personnel Administratif et Technique ; et
- le Ministère du Tourisme, des Transports et de la Météorologie (40 371 000 Ariary) pour les besoins urgents pour la saison cyclonique.

Par ailleurs, le renflouement des dépassements de crédits constatés à titre exceptionnel d'un montant total de 4 192 200 Ariary a été aussi nécessaire au profit des ministères suivant :

- le Ministère de la Justice (86 100 Ariary) pour l'eau et l'électricité ;
- le Ministère des Finances et du Budget (445 600 Ariary) pour le frais de déplacement intérieur et la location d'immeuble de bureau ;
- le Ministère de la Santé Publique (52 000 Ariary) pour les indemnités de missions intérieures ;
- le Ministère de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle (3 100 000 Ariary) pour le loyer, eau et électricité, redevance téléphonique.

- Pour le Ministère des Affaires Etrangères, un transfert de crédits de solde, pour la somme totale de 125 000 000 Ariary, a eu lieu au profit du Ministère de la Santé Publique et du Ministère de l'Education Nationale.

2. Arrêtés portant aménagement de crédits

Dans l'ensemble, seuls 9 arrêtés portant aménagement de crédits, d'une somme totale de **102 124 923 988 Ariary**, ont été pris en 2015 (après la LFR) contre 133 en 2014 et 273 en 2013. Cette somme a représenté 2,02% de la totalité des crédits inscrits dans la LFR.

- Le Ministère des Finances et du Budget a effectué 5 aménagements de crédits, dont le montant s'est élevé à 101 219 347 860 Ariary.

- L'aménagement de 23 533 975 861 Ariary a été effectué par la Direction de la Dette Publique pour pouvoir procéder au paiement des intérêts des dépôts de la CNAPS et de la CEM ;
- la somme de 75 000 000 000 Ariary a été aménagée par la Direction Générale du Trésor en vue de réaliser la prise de participation financière de l'Etat dans le capital social de la Société JIRAMA ;
- un aménagement de crédit d'une somme de 49 000 000 Ariary s'est avéré indispensable pour la création d'une caisse d'avance unique et exceptionnelle auprès de la Direction de la Gestion des Effectifs des Agents de l'Etat pour le paiement des frais de déplacement des nouveaux agents diplomatiques nommés et des agents rapatriés ;

- suite à l'insuffisance de crédits sur le compte des « Fournitures et services » pour la prise en charge de l'installation des systèmes SYDONIA WORLD, un aménagement interne de crédits a été nécessaire au niveau de la Direction Générale des Douanes, dont le montant s'est élevé à 2 631 374 000 Ariary ;

- et enfin, pour pérenniser le système de pointage électronique utilisé au Ministère des Finances et du Budget, un aménagement de crédit de 4 998 000 Ariary a été réalisé pour l'acquisition des 238 badges électroniques des agents qui n'en disposaient pas.

- Le Ministère de l'Elevage n'a procédé qu'à un seul mouvement de crédit s'élevant à 500 000 Ariary suite au renflouement d'un dépassement de crédit constaté au niveau de la Direction des Services vétérinaires.

- Le Ministère de l'Environnement, de l'Ecologie, de la Mer et des Forêts a effectué un seul aménagement de crédit d'une somme de 5 000 000 Ariary a été réalisé au niveau de la Direction Administrative et Financière, face à l'insuffisance budgétaire pour le paiement des primes de risque et ration alimentaire des gardes du corps du Ministre.

- Le Ministère d'Etat Chargé des Projets Présidentiels, de l'Aménagement du territoire et de l'Equipement a pris un seul arrêté d'aménagement de crédit d'une somme 76 128 Ariary a été réalisé au niveau de ce Ministère, à travers la Direction Interrégionale de Toamasina, pour la régularisation du dépassement fait par son Ordsec.

- Le Ministère de l'Education Nationale : la DGEFA a procédé à un aménagement de crédit à hauteur de 900 000 000 Ariary, pour renflouer le compte supportant les dépenses occasionnées par les établissements publics rattachés afin de pouvoir payer tous les arriérés comptabilisés.

Le tableau suivant donne un aperçu sur la situation des aménagements de crédits effectués en 2015.

Tableau n° : Récapitulation des textes d'aménagement de crédits au titre de l'exercice 2015

Ministères	Nombre	Montant (Ariary)
Ministère des Finances et du Budget	05	101 219 347 860
Ministère de l'Elevage	01	500 000
Ministère de l'Environnement, de l'Ecologie, de la Mer et des Forêts	01	5 000 000
Ministère d'Etat chargé des Projets Présidentiels	01	76 128
Ministère de l'Education Nationale	01	900 000 000
TOTAL	09	102 124 923 988

Sources : Arrêtés d'aménagements de crédits 2015

C. ANALYSE DETAILLEE DES OPERATIONS DU BGE

1. La situation des recettes

Tableau n° : Situation des recettes du BGE 2015 par fonctionnement et investissement

NOMENCLATURE	Prévisions initiales (en milliers d'Ariary)	Prévisions finales (en milliers d'Ariary)	Réalisations (en milliers d'Ariary)	Ecart	Taux de réal. % aux recettes totales	Taux de réal. % aux prévisions
FONCTIONNEMENT						
Recettes fiscales	3 552 007 294,00	2 843 606 580,00	2 860 375 134,04	-16 768 554,00	87,14	100,59
Recettes non fiscales	63 497 669,00	119 497 669,00	130 120 411,53	- 10 622 742,70	3,96	108,89
Aides budgétaires non remboursables	44 362 500,00	47 184 300,00	246 002 713,47	-198 818 413,40	7,49	521,37
Recettes des privatisations	-	-	-	-	-	-
Recettes exceptionnelles	-	-	-	-	-	-
Recettes en capital (IADM-FMI)	-	-	-	-	-	-
INVESTISSEMENT						
Subventions extérieures/PIP	458 704 000,00	486 000 000,00	45 960 322,79	440 039 677,30	1,40	9,46
TOTAL GENERAL	4 118 571 463,00	3 496 288 549,00	3 282 458 581,83	213 829 967,20	100,00	93,88

Source : Situation des recettes 2015

Les recettes encaissées du BGE durant l'année 2014 se chiffrent à 2 681,60 milliards d'Ariary, tandis que celles recouvrées en 2015 remontent à 3 282,46 milliards d'Ariary, soit une hausse de 22,41%. Elles proviennent notamment des recettes de fonctionnement, d'un montant de 3 236,50 milliards d'Ariary, et des recettes d'investissement arrêtées à la somme de 46 millions d'Ariary. Il est à noter que les recettes du BGE ont été constituées, en majorité, par les recettes fiscales. La part des recettes non fiscales et des autres ressources externes demeurent très faibles. Quant aux taux de recouvrement effectif par rapport aux prévisions, en matière de recettes fiscales, 100,59 % des recettes prévues ont été perçues. Par contre, les recettes non fiscales ont été plus performantes (+108,89 % des prévisions). La répartition de ces recettes est détaillée dans le tableau qui suit :

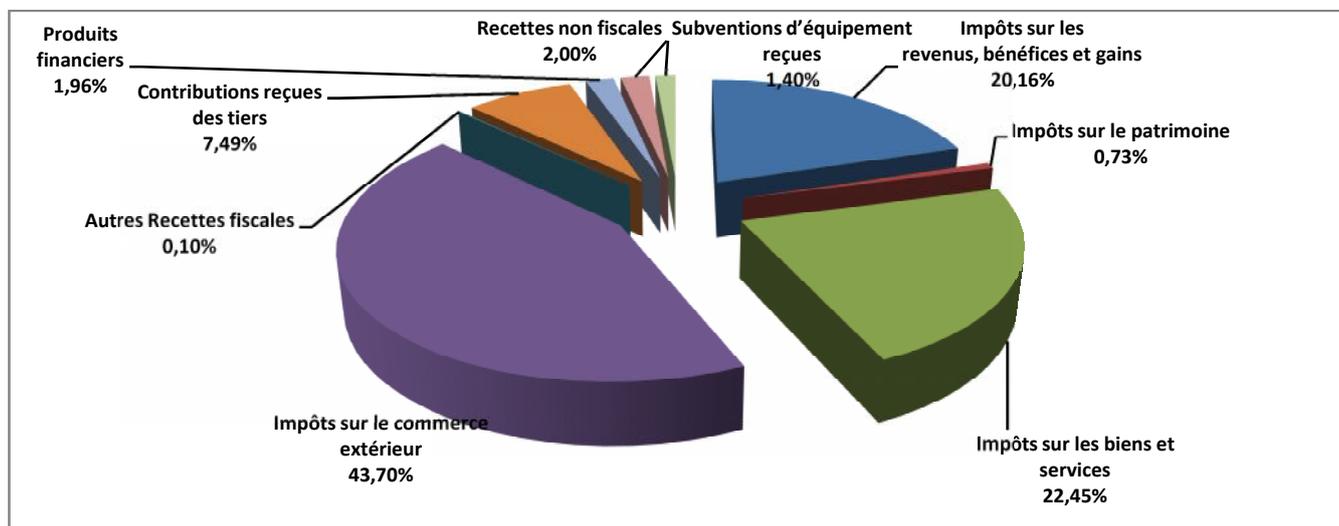
Tableau n° : Situation des recettes du BGE 2015 par Rubrique

Chp.	Rubrique	Prévisions finales (1)	Réalisations (2)	Ecart (1 - 2)	Part sur réal. total en %
70	Impôts sur les revenus, bénéfices et gains	671 935 519 000,00	661 663 744 619,69	10 271 774 380,31	1,40
71	Impôts sur le patrimoine	28 928 076 000,00	24 050 598 761,52	4 877 477 238,48	20,16
72	Impôts sur les biens et services	657 179 364 000,00	736 971 485 048,53	- 79 792 121 048,53	0,73
73	Impôts sur le commerce extérieur	1 482 100 000 000,00	1 434 431 090 573,00	47 668 909 427,00	22,45
74	Autres Recettes fiscales	3 463 621 000,00	3 258 215 035,71	205 405 964,29	43,70
75	Contributions reçues des tiers	47 184 300 000,00	246 002 713 473,80	- 198 818 413 473,80	0,10
76	Produits financiers	48 222 669 000,00	64 489 129 408,70	- 16 266 460 408,70	7,49
77	Recettes non fiscales	71 275 000 000,00	65 631 282 116,94	5 643 717 883,06	1,96
13	Subventions d'équipement reçues	486 000 000 000,00	45 960 322 791,11	440 039 677 208,89	2,00
	Recettes du Budget Général	3 496 288 549 000,00	3 282 458 581 829,00	213 829 967 171,00	100,00

Sources : CGAF 2015, situation des Recettes

Les recettes budgétaires au titre de l'année 2015 sont principalement constituées par les recettes fiscales, lesquelles représentent 87,14% des recettes totales, dont notamment, les impôts sur le commerce extérieur, les impôts sur les biens et services et les impôts sur les bénéfices et gains. Le graphique ci-après retrace la part des réalisations de chaque rubrique de recettes.

Graphique n° : Situation des recettes du BGE 2015



Sources : CGAF 2015, situation des Recettes

2. La situation des dépenses du BGE

a. Situation des dépenses par mission

Pour les opérations relevant du BGE, les 53 missions confiées au Gouvernement Malagasy ont bénéficié d'un crédit totalisant 5 047,98 milliards d'Ariary en 2015, contre 3 388,33 milliards d'Ariary l'année précédente. A la clôture de l'exercice, 81,36% des crédits ouverts ont été consommés, soit la somme de 4 107,08 Ariary. Sur une vue d'ensemble, les taux d'absorptions budgétaires par mission ont varié de 9,26 % (TIC) à 99,62% (Relations avec les Institutions). La mission « Loisirs » fait partie de celles qui ont eu des taux de réalisations inférieures à 50%, en sachant que pour ce cas en particulier, la consommation de crédits a été nulle faute de dotation de crédits.

La mission « Finances et Budget » a détenu la plus grande part de l'enveloppe budgétaire allouée, puisque 44,52% de l'ensemble des crédits du BGE ont été destinés à l'accomplissement de cette mission. Elle a été suivie par la mission « Enseignement Général » (12,69%), celle de la « Santé » (5,34%) et celle de la « Défense et Sécurité » (3,17%). Ces statistiques reflètent les objectifs retenus dans la LFI, puis repris dans la LFR, lesquels entendent d'affecter les dépenses prioritaires vers les domaines ayant des impacts tangibles sur le quotidien de la population.

La répartition des crédits et des dépenses par mission pour le BGE est relatée dans le tableau ci-après :

Tableau n° : Situation des dépenses du BGE par mission

MISS_CODE	MISS_LIBELLE	Crédits finaux	Réalisations	Taux de réal. %
010	PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE	66 733 980 000,00	46 188 754 160,21	69,21%
020	SENAT	9 192 092 000,00	6 051 852 306,95	65,84%
030	ASSEMBLEE NATIONALE	28 820 467 000,00	28 519 641 372,40	98,96%
040	HAUTE COUR CONSTITUTIONNELLE	5 117 542 000,00	4 854 527 333,80	94,86%
050	PRIMATURE	101 869 453 000,00	44 865 614 632,36	44,04%
060	RECONCILIATION MALAGASY	4 721 380 000,00	4 703 331 264,00	99,62%
100	RELATIONS AVEC LES INSTITUTIONS	192 826 000,00	185 499 820,00	96,20%
110	AFFAIRES ETRANGERES	39 916 252 000,00	38 524 335 103,25	96,51%
122	DEFENSE ET SECURITE	159 987 511 000,00	154 567 536 210,62	96,61%
123	ARMEE MALAGASY	12 892 981 000,00	12 777 546 752,63	99,10%
130	GENDARMERIE NATIONALE	167 440 509 000,00	166 162 838 939,05	99,24%
140	ADMINISTRATION DU TERRITOIRE	41 700 408 000,00	36 244 187 134,20	86,92%
150	SECURITE PUBLIQUE	90 759 388 000,00	87 677 330 791,41	96,60%
160	JUSTICE	82 233 321 100,00	78 441 068 890,24	95,39%
170	DECENTRALISATION	31 335 700 000,00	18 139 323 558,13	57,89%
220	FINANCES ET BUDGET	2 247 401 564 400,00	2 119 243 955 675,44	94,30%
290	PILOTAGE DE L'ECONOMIE	9 454 956 000,00	8 435 134 357,43	89,21%
310	TRAVAIL ET LOIS SOCIALES	218 156 000,00	194 111 406,60	88,98%
320	FONCTION PUBLIQUE	12 891 083 000,00	12 016 256 672,73	93,21%
330	EMPLOI	707 321 000,00	676 522 179,60	95,65%
340	INDUSTRIE	13 766 666 000,00	4 256 613 576,40	30,92%
342	ARTISANAT	1 052 501 000,00	974 507 300,60	92,59%
350	TOURISME	4 634 860 000,00	4 344 086 058,54	93,73%
360	COMMERCE	28 273 224 000,00	18 670 848 707,48	66,04%
370	COMMUNICATION	10 935 549 000,00	10 507 787 400,51	96,09%
410	AGRICULTURE	279 085 699 000,00	81 890 619 811,95	29,34%
420	ELEVAGE	10 159 176 000,00	9 644 924 145,38	94,94%
430	PECHE	14 888 664 000,00	8 389 147 839,33	56,35%
440	ENVIRONNEMENT	78 309 804 000,00	12 182 402 173,56	15,56%
460	DOMAINE ET SECURISATION FONCIERE	2 353 097 000,00	2 017 814 984,79	85,75%
510	ENERGIE	22 728 813 000,00	5 850 100 529,50	25,74%
520	EAU ET ASSAINISSEMENT	43 985 440 000,00	31 899 826 217,56	72,52%
530	MINES	4 340 267 000,00	3 519 632 606,75	81,09%
540	HYDROCARBURES	30 000 000,00	29 800 000,00	99,33%
610	TRAVAUX PUBLICS	176 001 608 000,00	35 528 563 831,13	20,19%
620	AMENAGEMENT DU TERRITOIRE	24 884 967 000,00	12 460 346 078,87	50,07%
630	TRANSPORT	22 230 610 000,00	20 254 879 381,62	91,11%
640	GRANDS TRAVAUX D'INFRASTRUCTURES ET EQUIPEMENTS	48 292 539 000,00	9 835 238 023,78	20,37%
660	POSTE ET TELECOMMUNICATION	277 647 000,00	220 906 293,00	79,56%
670	TIC	6 697 249 000,00	620 416 946,65	9,26%
680	METEOROLOGIE	737 709 000,00	707 820 087,17	95,95%
710	SANTE	269 676 141 000,00	213 425 573 681,43	79,14%
750	JEUNESSE	15 492 097 000,00	14 419 392 005,00	93,08%
760	POPULATION ET DEVELOPPEMENT	10 235 365 000,00	8 847 697 510,42	86,44%
770	PROTECTION SOCIALE	4 557 506 000,00	950 303 306,00	20,85%
780	SPORTS	820 005 000,00	781 069 623,40	95,25%
790	LOISIRS	0,00	0,00	0,00%
810	EDUCATION	640 667 038 500,00	533 847 982 956,80	83,33%
820	ENSEIGNEMENT GENERAL	7 844 292 000,00	7 810 451 277,58	99,57%
830	ENSEIGNEMENT TECHNIQUE ET FORMATION PROFESSIONNELLE	29 956 943 000,00	29 024 490 521,56	96,89%

MISS_CODE	MISS_LIBELLE	Crédits finaux	Réalisations	Taux de réal. %
840	ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	151 046 822 000,00	147 915 567 669,77	97,93%
850	RECHERCHE SCIENTIFIQUE	5 881 278 000,00	3 548 323 154,00	60,33%
860	CULTURE	4 550 199 000,00	4 238 645 628,76	93,15%
Total		5 047 980 666 000,00	4 107 085 147 890,34	81,36%

Source : DGB

b. Situation des dépenses par catégorie de dépenses

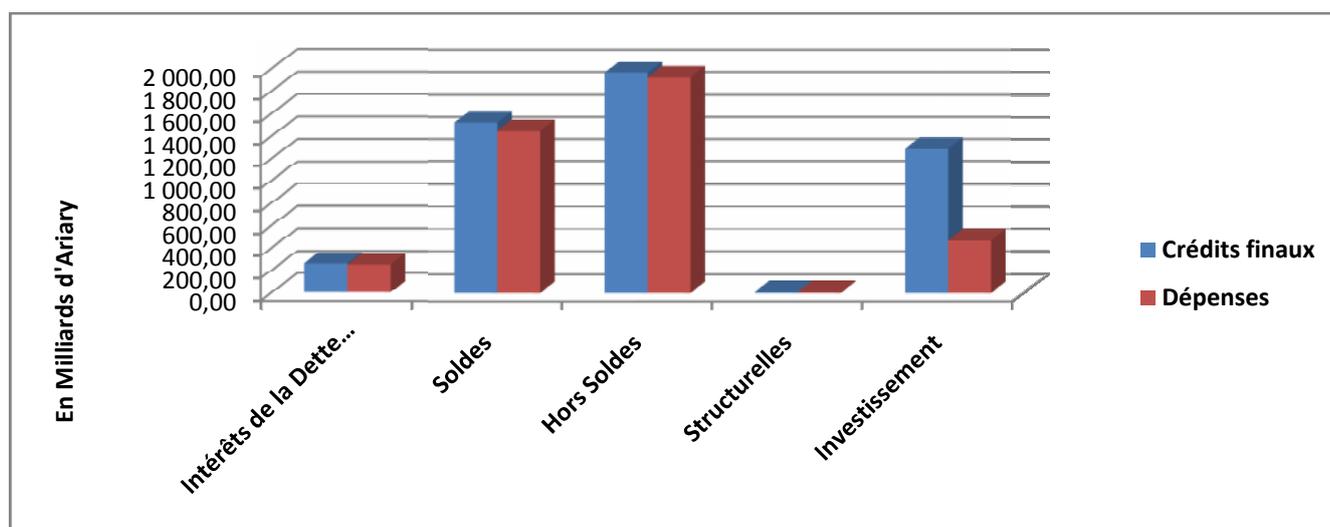
Les exécutions de crédits par nature de dépenses sont synthétisées dans les figures suivantes :

Tableau n° : Situation des dépenses du BGE par catégorie :

Cat.	Libellé	Crédits finaux	Dépenses	Taux de Réal en %
1	Opération courantes - Intérêts de la Dette Publique	260 503 000 000,00	249 699 242 732,79	95,85%
2	Opérations courantes – Soldes	1 521 826 878 000,00	1 450 812 198 127,40	95,33%
3	Opérations courantes Hors Soldes	1 967 082 390 000,00	1 927 717 647 564,49	98,00%
4	Opérations courantes structurelles	9 565 264 000,00	9 565 262 024,40	99,99%
5	Opérations d'investissement	1 289 003 134 000,00	469 290 797 441,26	36,41%
	Total	5 047 980 666 000,00	4 107 085 147 890,34	81,36%

Source : DGB

Graphique n° : Situation des crédits finaux et des dépenses du BGE par catégorie (en %)



Source : DGB

Au regard de ces figures, la catégorie des dépenses courantes Hors Soldes a accaparé 38,97% de la part des crédits ouverts par le BGE, tandis que celle des opérations courantes structurelles n'a représenté que 0,19% de la totalité de l'allocation budgétaire. En termes de réalisation, si tous les crédits destinés aux opérations courantes structurelles ont été utilisés dans son intégralité, les dépenses consacrées aux opérations d'investissement n'ont été opérées qu'à un faible taux avoisinant les 36%.

En basant l'analyse sur la destination des dépenses proprement dite, la grande partie des dépenses réalisées ont été affectées aux comptes « 601 » et « 655 », correspondant au paiement des « salaires et accessoires » et « transferts aux organismes publics », relevant des catégories de dépenses de soldes et de celles

courantes hors solde. Celles-ci se sont chiffrées respectivement à 1 395,46 milliards d'Ariary et 1 083,66 milliards d'Ariary, soit approximativement 60% des charges définitives du BGE.

Les dépenses d'investissement ont été, quant à elles, relativement faibles, en ne représentant que 11,42% des dépenses finales. Par ailleurs, elles ont été réduites à la baisse par rapport à l'année précédente, puisque si 531,99 milliards d'Ariary ont été décaissés en 2014, ces chiffres ont été ramenés à 469,29 milliards d'Ariary en 2015. Il est à noter que 35,95% des PIP ont été exécutés au niveau du Ministère des Finances et Budget, soit le montant de 168,71 milliards d'Ariary, dont la majorité des dépenses ont été consacrées à l'acquisition des matériels techniques. Il a été suivi par le Ministère de l'Agriculture, avec ses opérations d'investissement s'élevant à 63,54 milliards d'Ariary, auxquels les charges liées à la réalisation des travaux d'irrigation ont accaparé 29,50 milliards d'Ariary. Le Ministère de la Santé Publique, se trouvant en 3^{ème} position, a décaissé la somme 44,27 milliards d'Ariary pour l'exécution de ses projets d'investissements, dont 19,67 milliards d'Ariary ont été également utilisés pour l'achat des matériels techniques. Quant au Ministère de l'Education Nationale, 19,67 milliards d'Ariary ont été dépensés pour la construction des bâtiments scolaires.

c. Situation des dépenses de fonctionnement par grandes rubriques

Les dépenses de fonctionnement se subdivisent en 3 grandes rubriques : biens et services, indemnités et transferts. La rubrique « Biens et Services » s'affiche en premier rang en matière de dotation budgétaire, puisque ses crédits définitifs se sont élevés à 2 103,38 milliards d'Ariary, soit 41,66% de l'ensemble du BGE. En revanche, les crédits attribués ont été faiblement consommés (60,82%), comparés aux deux autres rubriques, « Indemnités et Transfert », lesquelles ont affiché un taux d'utilisation de crédits respectivement de 94,90% et 97,48%.

Concernant particulièrement les dépenses de transferts, correspondant aux charges de transfert ou de subvention effectuées par l'Etat sans contrepartie directe au profit d'autres organismes, 85,64% des dépenses y afférentes ont été consacrées au versement des transferts aux organismes publics, soit la somme de 1 083,66 milliards d'Ariary. Le secteur privé a également bénéficié du transfert de la part de l'Etat, puisque 108,87 milliards d'Ariary lui a été accordé. Le paiement des bourses a occupé la troisième place, avec les 42,29 milliards d'Ariary octroyés.

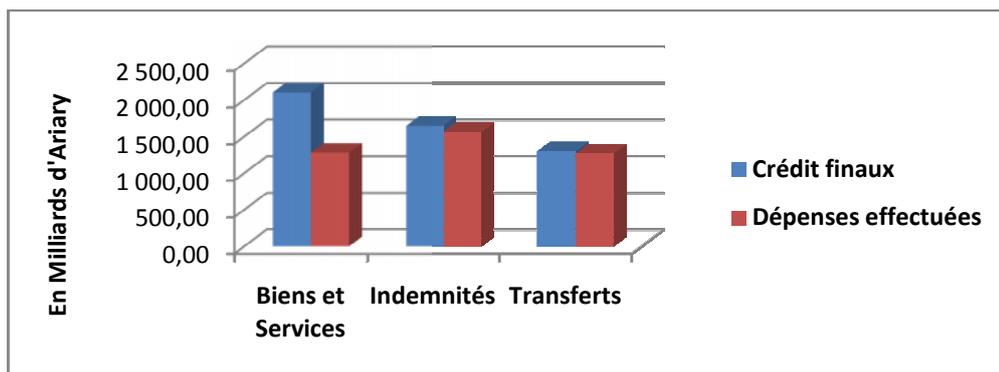
Les situations de la répartition des dépenses par rubriques sont récapitulées dans les figures ci-dessous :

Tableau n° : Situation des dépenses de fonctionnement du BGE par grandes rubriques

Grandes Rubriques	Crédit finaux	Dépenses effectuées	Taux par rapport aux crédits totaux (%)	Taux de consommation de crédits en %	Taux par rapport aux dépenses totales (%)
Biens et Services	2 103 380 456 000,00	1 279 264 243 946,30	25,34	60,82	31,15
Indemnités	1 646 489 003 000,00	1 562 481 778 649,91	30,95	94,90	38,04
Transferts	1 298 111 207 000,00	1 265 339 125 294,13	25,07	97,48	30,81
Total	5 047 980 666 000,00	4 107 085 147 890,34	81,08	81,36	100,00

Source : DGB

Graphique n° : Situation des dépenses de fonctionnement du BGE par grandes rubriques



Source : DGB

d. Situation du PIP par type de financement

Les financements de l'exécution des PIP sont tirés essentiellement des ressources internes et externes.

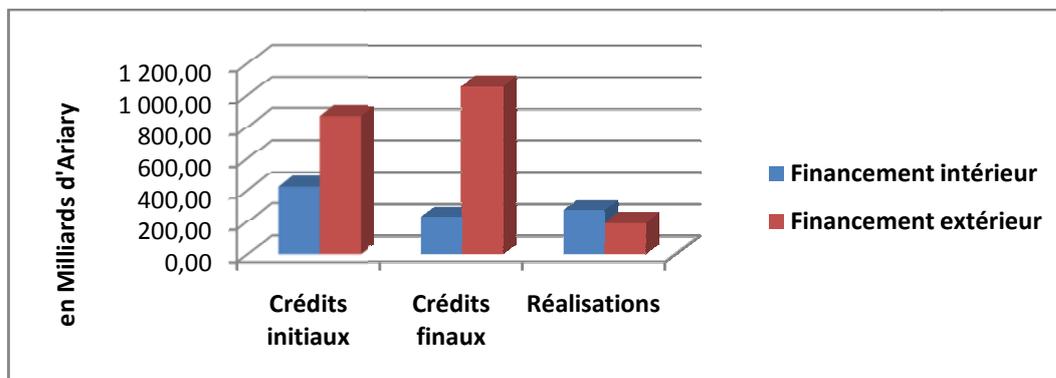
En 2015, la situation des PIP par type de financement est retracée dans les figures suivantes.

Tableau n° : Situation du PIP par type de financement

		(En Ariary)					
Type	Libellé	Crédits initiaux	Crédits finaux	Réalisations	Consommation de crédits	Par rapport aux réal. totales	
Fin	Financement Intérieur						
10	RPI	364 882 869 000,00	204 596 246 000,00	189 055 660 675,92	92,40%	40,29%	
20	DTI	553 634 000,00	551 785 000,00	62 383 946 975,00	11 305,84%	13,29%	
30	TVA	56 753 473 000,00	17 017 789 000,00	16 435 148 767,11	96,58%	3,50%	
40	FCV	0,00	7 776 117 000,00	6 517 183 743,04	83,81%	1,39%	
Total financement intérieur		422 189 976 000,00	229 941 937 000,00	274 391 940 161,07	119,33%	58,47%	
	Financement extérieur						
60	SUBVENTION	458 704 000 000,00	486 000 000 000,00	37 844 614 273,91	7,79%	8,06%	
70	EMPRUNT	408 472 000 000,00	573 061 197 000,00	157 054 243 006,28	27,41%	33,47%	
Total financement extérieur		867 176 000 000,00	1 059 061 197 000,00	194 898 857 280,19	18,40%	41,53%	
Total		1 289 365 976 000,00	1 289 003 134 000,00	469 290 797 441,26	36,41%	100,00%	

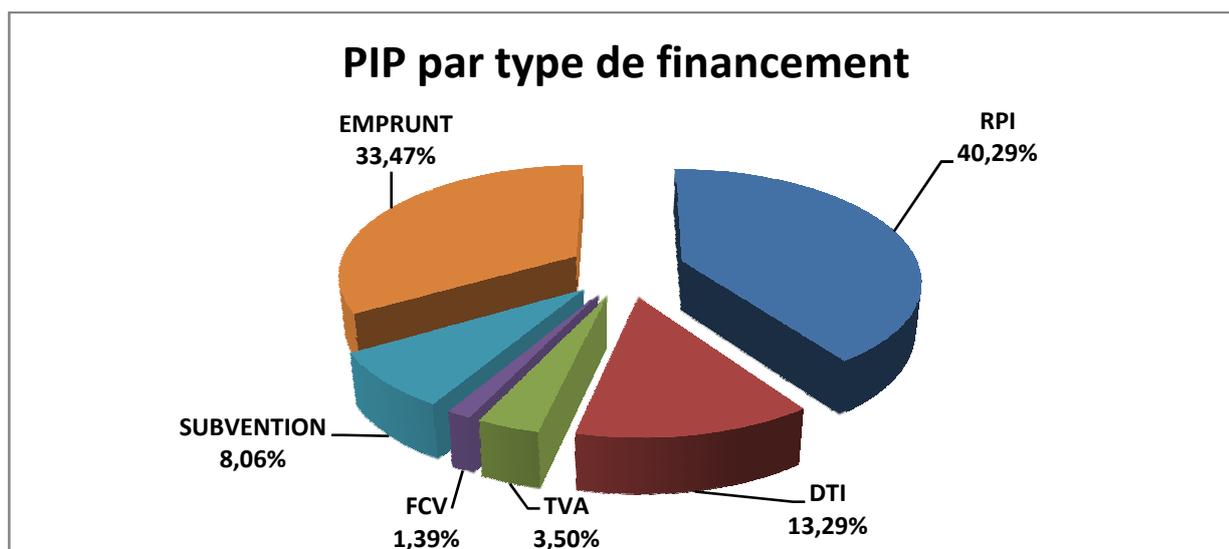
Source : DGB

Graphique n° : Situation du PIP par type de financement



Source : DGB

Graphique n° : Exécution du PIP par type de financement



Source : DGB

Suivant ces figures, si en début d'exercice, la grande partie des dépenses relatives au PIP ont été prévues être financées par les ressources extérieures, soit 67,26% contre 32,74% pour les financements propres de l'Etat, la situation s'est inversée en fin d'année. En effet, 58,47% des charges liées aux PIP ont reçu leurs financements au niveau interne, dont 40,29% proviennent des RPI.

Outre cette source de financement, le pays Malagasy a eu plutôt recours aux emprunts, puisque le montant total des emprunts contractés en 2015 s'est chiffré à 194,89 milliards d'Ariary.

e. Situation des dépenses par région

Le tableau suivant met en relief la répartition des dépenses par région.

Tableau n° : Situation des dépenses du BGE par région

Régions		Crédits LFR	Crédits finaux	Réalisations
Central et Analamanga	ACCPDC (Agence Comptable Centrale des Postes Diplomatiques et Consulaires)	9 570 763 000,00	9 570 763 000,00	9 426 126 522,05
	PGA, Trésorerie Ministérielle de l'Agriculture, Trésorerie Ministérielle de la Santé Publique, Trésorerie Ministérielle de l'Education Nationale	4 536 293 932 000,00	4 536 168 401 772,00	3 698 085 109 058,37
Sous total central et Analamanga		4 545 864 695 000,00	4 545 739 164 772,00	3 707 511 235 580,42
Régional	ALAO TRA	10 257 573 000,00	10 257 573 000,00	5 714 742 917,60
	AMORONI MANIA	4 490 252 000,00	4 490 252 000,00	4 268 240 610,35
	ANALANJIROFO	6 129 592 000,00	6 129 592 000,00	4 266 865 584,02
	ANDROY	4 372 634 000,00	4 373 320 100,00	4 336 111 069,38
	ANOSY	3 956 519 000,00	3 956 519 000,00	3 847 556 833,60
	SOFIA	6 582 890 000,00	6 582 890 000,00	6 337 061 029,20
	ATSIMO ANDREFANA	165 325 177 000,00	165 450 177 000,00	80 675 359 040,27
	ATSIMO ATSINANANA	4 958 202 000,00	4 958 202 000,00	4 696 408 911,60
	ATSINANANA	73 296 317 000,00	73 296 393 128,00	71 584 449 917,14

Régions	Crédits LFR	Crédits finaux	Réalisations
BETSIBOKA	1 617 495 000,00	1 617 495 000,00	1 562 514 376,24
BOENY	61 990 816 000,00	61 990 816 000,00	60 215 384 999,11
BONGOLAVA	1 805 929 800,00	1 805 929 800,00	1 635 696 303,59
DIANA	36 124 139 210,00	36 124 139 210,00	34 269 418 358,88
HAUTE MATSIATRA	80 893 107 000,00	80 893 107 000,00	76 385 052 679,37
IHOROMBE	2 246 375 000,00	2 246 375 000,00	2 194 436 974,70
ITASY	4 671 564 000,00	4 671 564 000,00	3 378 104 734,84
MELAKY	2 009 829 000,00	2 009 829 000,00	1 930 524 499,11
MENABE	9 123 921 000,00	9 123 421 000,00	12 328 727 275,06
SAVA	6 842 595 790,00	6 842 863 790,00	5 724 384 534,39
VAKINANKARATRA	7 651 879 200,00	7 651 879 200,00	7 058 834 039,12
VATOVAVY	7 769 164 000,00	7 769 164 000,00	7 164 037 622,34
Sous total régional	502 115 971 000,00	502 241 501 228,00	399 573 912 309,91
Total	5 047 980 666 000,00	5 047 980 666 000,00	4 107 085 147 890,33

Source : DGB

Il ressort de ce tableau que, comme pour les exercices précédents, la majeure partie des dépenses sont encore concentrées au niveau central et Analamanga, avec un pourcentage assez élevé de 90,05%, tandis que seuls 9,95% des crédits du BGE ont été répertoriés au niveau excentrique. 32,93% des crédits ouverts au niveau régional, ont été répartis à la région Atsimo Andrefana, soit le montant de 165,32 milliards d'Ariary. Par contre, la région Betsiboka n'a obtenu que 0,32% de l'enveloppe budgétaire au niveau des régions.

En matière de dépenses, les taux d'absorption budgétaire aussi bien au niveau central qu'excentrique ont avoisiné tous les 80%. Comparées à l'année dernière, les dépenses effectuées ont connu une variation à la hausse de 24,21 points pour le niveau central et excentrique, tandis qu'une augmentation de 17,18% a été relevée pour les charges acquittées pour les régions.

f. Situation des dépassements de crédits

A la clôture de l'exercice 2015, certaines dépenses ont été engagées au-delà de la limite des crédits ouverts par les Lois de Finances. Ces dépassements ont totalisé 130,65 milliards d'Ariary, dont 5,58 millions d'Ariary ont trait aux crédits à caractère limitatif tandis que 130,64 milliards d'Ariary ont concerné les crédits à caractère évaluatif.

Pour les crédits limitatifs, les excédents de dépenses ont été enregistrés au niveau du Ministère de l'Education Nationale (Circonscription Scolaire) et du Ministère de l'Emploi, de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle.

Quant aux dépassements sur les crédits à caractère évaluatifs, ils ont été constatés auprès de 8 départements, à savoir la Présidence de la République, le Ministère des Finances et du Budget, le Ministère de l'Agriculture, le Ministère de l'Eau, de l'Assainissement et de l'Hygiène, le Ministère du Tourisme, des Transports et de la Météorologie, le Ministère de la Santé Publique, le Ministère de l'Education Nationale et enfin le Ministère de l'Emploi, de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle.

La situation de ces dépassements est résumée dans le tableau suivant :

Tableau n° : Récapitulation des dépassements de crédits

Ministère	Compte	Crédit à caractère limitatif			
		Crédits initiaux	Crédits finaux	Dépenses effectuées	Disponibles
MEN-CENTRALE	6241	12 178 000,00	11 236 000,00	11 524 000,00	-288 000,00
MEETFP-CENTRALE	23172	30 000 000,00	17 200 000,00	22 500 000,00	-5 300 000,00
	Total	42 178 000,00	28 436 000,00	34 024 000,00	-5 588 000,00
Crédit à caractère évaluatif					
		Crédits initiaux	Crédits finaux	Dépenses effectuées	Disponibles
		14 970 149 000,00	33 146 309 000,00	163 791 682 705,72	-130 645 373 705,72

Source : DGB

D. BUDGETS ANNEXES (BA)**1. Imprimerie Nationale(IN)****a. Recettes de l'Imprimerie Nationale**

Au cours de l'année 2015, les recettes et les dépenses du BA de l'IN s'équilibrent à 13,27 milliards d'Ariary en LFI et en LFR. Les deux principales recettes de l'IN sont, d'une part, les produits finis (5,99 milliards d'Ariary) et, d'autre part, les travaux facturés à des tiers (0,30 milliard d'Ariary). Les situations des recettes du B.A. de l'IN. sont démontrées par le tableau qui suit :

Tableau n° : Recettes de l'Imprimerie Nationale

					(En Ariary)
Compte	Nomenclature	Prévision initiale	Prévision finale	Droits constatés au profit du territoire	Recouvrement effectué en 2015
1061	Réserve des Budgets Annexes	-	-	2 330 000 000,00	2 330 000 000,00
7721	Prestation de service	100 000 000,00	100 000 000,00	0,00	0,00
7722	Produits finis	5 191 890 000,00	5 191 890 000,00	9 182 623 395,40	5 981 641 037,60
7725	Travaux	5 150 000 000,00	5 150 000 000,00	1 367 777 591,27	300 783 472,00
7726	Marchandises	95 000 000,00	95 000 000,00	0,00	0,00
7728	Autres	110 000 000,00	110 000 000,00	0,00	0,00
7781	Annulations des mandats	10 000,00	10 000,00	0,00	0,00
7783	Excédants des BA	2 273 000 000,00	2 273 000 000,00	5 799 999,60	5 799 999,60
7788	Autres produits occasionnels	100 000,00	100 000,00	0,00	0,00
1426	Matériels et outillages	100 000 000,00	100 000 000,00	0,00	0,00
1427	Matériels de transport	250 000 000,00	250 000 000,00	0,00	0,00
Total général		13 270 000 000,00	13 270 000 000,00	12 886 200 986,27	8 618 224 509,20

Source : Comptes Administratifs de l'IN 2015

b. Dépenses de l'Imprimerie Nationale

Les ressources de l'IN sont mobilisées pour un montant 8,61 milliards d'Ariary, représentant 64,94% de la prévision. Par contre, le niveau de consommation des crédits s'est établi à 56,54%, soit l'équivalent de 7,50 milliards d'Ariary.

Les dépenses réellement effectuées sont détaillées comme suit :

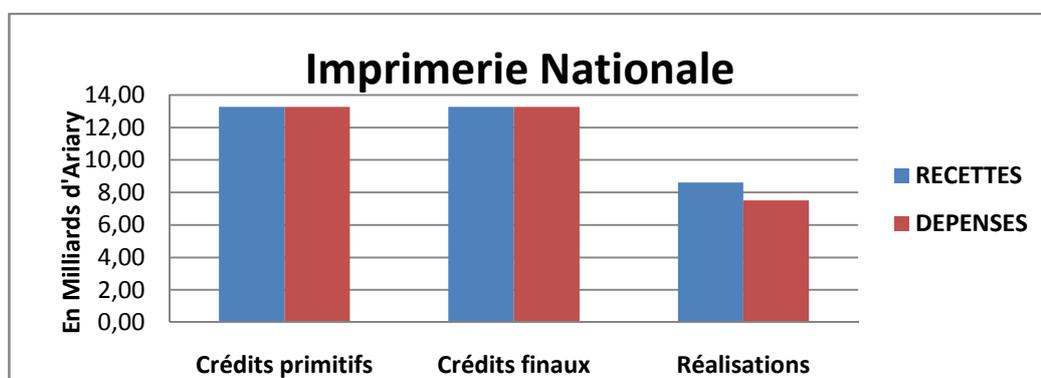
Tableau n° : Dépenses de l'Imprimerie Nationale

(En Ariary)

Chapitre	Nomenclature	Crédits primitifs	Crédits finaux	Réalisations	Ecart
23	Immo Incorporelles en cours	70 000 000,00	70 000 000,00	0,00	70 000 000,00
24	Immo Corporelles cours	2 180 000 000,00	2 180 000 000,00	5 799 999,60	2 174 200 000,40
28	Amortissements des immo	23 000 000,00	23 000 000,00	0,00	23 000 000,00
60	Charges du personnel	4 728 000 000,00	4 728 000 000,00	3 878 173 346,60	849 826 653,40
61	Achats de biens	3 768 000 000,00	3 468 000 000,00	2 824 850 379,20	643 149 620,80
62	Achats services et charges permanentes	1 476 000 000,00	1 776 000 000,00	606 330 609,60	1 169 669 390,40
63	Dépenses d'intervention	5 000 000,00	5 000 000,00	0,00	5 000 000,00
64	Impôts et taxes	900 000 000,00	900 000 000,00	124 806 229,00	775 193 771,00
65	Transferts et subventions	110 000 000,00	110 000 000,00	62 816 582,20	47 183 417,80
67	Charges diverses	10 000 000,00	10 000 000,00	0,00	10 000 000,00
Total général		13 270 000 000,00	13 270 000 000,00	7 502 777 146,20	5 767 222 853,80

Source : Comptes Administratifs de l'IN 2015

Passant de 5,02 milliards d'Ariary en 2014 à 7,50 milliards d'Ariary en 2015, les dépenses de l'IN ont connu une hausse de 2,48 milliards d'Ariary par rapport à l'année dernière. La majorité des dépenses a été utilisée pour faire face aux charges du personnel (51,69%) et à l'achat de biens (37,65%). Les dépenses sur investissements ont diminué. Si elles se chiffraient à 271,64 millions d'Ariary en 2014, elles n'ont atteint que 5,80 millions d'Ariary en 2015. Le graphe ci-dessous synthétise la situation de l'exécution budgétaire de l'IN. Il fait ressortir un excédent évalué à 1,11 milliards d'Ariary.

Graphique n° : Situation budgétaire de l'IN

Source : Comptes Administratifs de l'IN 2015

2. Postes et Télécommunications

Pour l'exercice 2015, les crédits ouverts répartis aux PTNT s'élèvent à 13,42 milliards d'Ariary en LFI et en LFR. Ils sont essentiellement destinés à assurer le fonctionnement de ces budgets annexes.

a. Recettes des Postes et des Télécommunications

Les ressources des Postes et Télécommunications sont mobilisées pour un montant de 9,75 milliards d'Ariary représentant 72,67% de la prévision. 95,69% de l'encaissement ont découlé de l'excédent réalisé par les PTNT. Ces ressources sont représentées dans le tableau suivant:

Tableau n° : Recettes des Postes et des Télécommunications

(En Ariary)

Compte	Nomenclature	Prévision initiale	Prévision LFR	Droits constatés	Recouvrement effectué en 2015
7714	Autres redevances	420 000 000,00	420 000 000,00	420 000 000,00	420 000 000,00
7783	Excédents des B.A.	13 000 000 000,00	13 000 000 000,00	9 333 295 428,67	9 333 295 428,67
Total général		13.420.000.000,00	13 420 000 000,00	9 753 295 428,67	9 753 295 428,67

Source : Comptes Administratifs des Postes et des télécommunications 2015

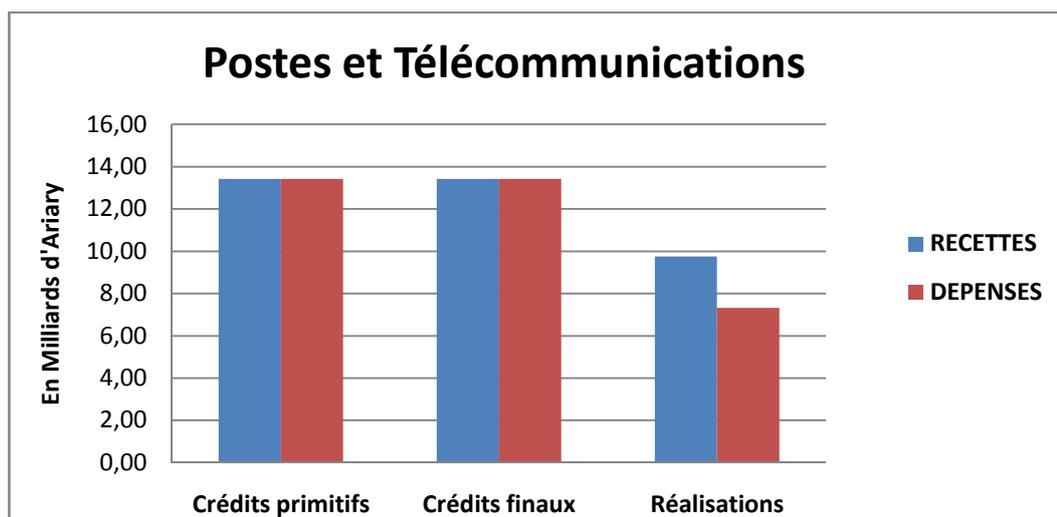
b. Dépenses des Postes et des Télécommunications**Tableau n° : Dépenses des Postes et des Télécommunications**

(En Ariary)

Chapitre	Nomenclature	Crédits primitifs	Crédits finaux	Réalisations	Ecart
23	Immo. Incorporelles en cours	220 780 000,00	223 780 000,00	0,00	223 780 000,00
24	Immo. Corporelles en cours	5 788 454 000,00	5 254 022 000,00	2 822 002 122,00	2 432 019 878,00
60	Charges du personnel	2 688 000 000,00	2 688 000 000,00	1 700 557 740,00	987 442 260,00
61	Achats de biens	912 831 000,00	1 052 248 000,00	749 239 910,00	303 008 090,00
62	Achats services et charges permanentes	3 179 132 000,00	3 571 147 000,00	1 783 338 923,51	1 787 648 076,49
64	Impôts et taxes	2 938 000,00	2 938 000,00	0,00	2 938 000,00
65	Transferts et subventions	622 149 000,00	622 149 000,00	264 769 270,00	357 379 730,00
67	Charges diverses	5 716 000,00	5 716 000,00	0,00	5 716 000,00
Total général		13 420 000 000,00	13 420 000 000,00	7 319 907 965,51	6 100 092 034,49

Source : Comptes Administratifs des Postes et des Télécommunications 2015

L'année 2015 pour le BA des Postes et Télécommunications a été aussi marquée par une hausse des investissements, atteignant la somme de 2,82 milliards d'Ariary (contre 2,55 milliards d'Ariary en 2014).

Graphique n° : Situation budgétaire des Postes et Télécommunications

Source : Comptes Administratifs des Postes et des télécommunications 2015

3. Récapitulation des situations des Budgets Annexes

Tableau n° : Récapitulation des situations des Budgets Annexes

Budgets Annexes	Recettes				Dépenses			(En Ariary)	
	Crédits initiaux	Crédits finaux	Réalisations	Taux	Crédit initiaux	Crédit finaux	Réalisations	Taux	Résultats
Imprimerie Nationale	13 270 000 000,00	13 270 000 000	8 618 224 509,20	64,95	13 270 000 000	13 270 000 000	7 502 777 146,20	56,54	1 115 447 363,00
Postes et Télécommunications	13 420 000 000,00	13 420 000 000	9 753 295 428,67	72 ,67	13 420 000 000	13 420 000 000	7 319 907 965,51	54, 54	2 433 387 463,16
Total général	26 690 000 000,00	2 669 000 000,00	18 371 519 937,87	68,83	26 690 000 000,00	26 690 000 000,00	14 822 685 111,71	55,53	3 548 834 826,16

Sources : Comptes Administratifs de l'Imprimerie Nationale et des Postes et Télécommunications

De ce tableau, il en découle que 68,83% des recettes prévues par les B.A ont été réalisées, soit un montant de 18,37 milliards d'Ariary sur une prévision de 26,69 milliards d'Ariary. Pour les dépenses, seuls 55,54% des crédits ont été consommés, avec un montant de 14,82 milliards d'Ariary. Les résultats ont ainsi dégagé un solde excédentaire d'une somme 3,54 milliards d'Ariary, en baisse par rapport à l'année dernière.

E. COMPTES PARTICULIERS DU TRESOR (CPT)

Tableau n° : Recettes et dépenses des Comptes Particuliers du Trésor

			(En Ariary)
Nomenclature	Crédits initiaux	Crédits finaux	Réalisations
Recettes	685 927 612 000,00	684 327 612 000,00	305 305 388 702,16
Compte de prêt	151 545 970 000,00	151 545 970 000,00	2 597 059 264,36
Compte de participation	0,00	0,00	
Compte de commerce	466 923 189 000,00	466 923 189 000,00	302 708 329 437,80
Compte d'affectation spéciale	65 858 453 000,00	65 858 453 000,00	
Droits de souscription aux organismes internationaux			
Avances accordées			
Compte d'avance	1 600 000 000,00	0,00	
Dépenses	807 980 234 000,00	868 262 234 000,00	624 793 233 794,15
Compte de prêt	1 000 000 000,00	62 882 000 000,00	59 356 457 524,65
Compte de participation	272 598 592 000,00	272 598 592 000,00	107 098 664 844,00
Compte de commerce	466 923 189 000,00	466 923 189 000,00	458 338 111 425,50
Compte d'affectation spéciale	65 858 453 000,00	65 858 453 000,00	
Compte d'avance	1 600 000 000,00	0,00	
Excédents des dépenses sur les recettes			-319 487 845 091,99

Source: CGAF 2015

En général, la faiblesse des recouvrements de recettes caractérise les CPT. En effet, les recouvrements réels en matière de recettes ont été de 305,31 milliards d'Ariary en 2015, tandis que les dépenses ont été évaluées à 624,79 milliards d'Ariary, faisant ainsi ressortir un solde déficitaire de 319,49 milliards d'Ariary. Comparés aux exercices précédents, une tendance à la hausse des déficits a été constatée. Passant de 251,12 milliards d'Ariary en 2013 à 282,42 milliards d'Ariary en 2014, le taux de variation annuelle des 3 dernières années est évalué en moyenne à 12%.

Cette situation résulte du déficit des Comptes de Commerce aggravé par l'excédent des dépenses sur les recettes des comptes de participation et le déficit des comptes de prêt. Cependant, aucune réalisation n'ont été enregistrées dans les comptes d'affectation spéciale et les comptes d'avances aussi bien en matière de recettes que de dépenses malgré les prévisions.

Concernant les Comptes de commerce, l'insuffisance des recettes a persisté. Mais, par rapport à l'année 2014, la situation s'est améliorée. En effet, le déficit a été ramené à 155,63 milliards d'Ariary s'il a été évalué à 254,46 milliards d'Ariary en 2014.

Pour les participations financières de l'Etat, le décaissement de la somme 107,10 milliards d'Ariary a été effectué malgré l'inexistence de ressources. En effet, aucune recettes n'ont été prévues dans le cadre des Lois de Finances. Mais l'Etat a prévu 272,60 milliards d'Ariary en dépenses. Le déficit a été surtout creusé par l'augmentation du capital du FMI et de la Compagnie Air Madagascar.

Pour les comptes de prêt, les recettes encaissées de 2,60 milliards d'Ariary sont largement insuffisantes pour couvrir l'ensemble des dépenses évaluées à plus de 59 milliards d'Ariary. Sur les 151,55 milliards d'Ariary de prêts accordés prévus, seuls 1,71% ont été réalisés effectivement. Par contre, les exécutions des dépenses se sont rapprochées des dépenses ajustées dans le cadre de la LFR, soit un taux d'exécution de 94,39%.

F. FONDS DE CONTRE-VALEUR(FCV)

En matière de recettes, les prévisions sur les opérations des FCV ont été ramenées à 217,13 millions d'Ariary en LFR, représentant ainsi les 3/4 des estimations initiales. En termes d'exécutions, 302,21 millions d'Ariary ont été recouvrées, soit un taux global de 139,19%. Concernant les dépenses de fonctionnement, tout comme en 2012 jusqu'à 2014, aucune dépense n'a été enregistrée. En effet, aucune inscription budgétaire n'a été prévue en matière de dépenses de fonctionnement. Pour les dépenses d'investissements, elles sont imputées dans le cadre I, BGE. Il en découle ainsi un résultat excédentaire d'une somme de 302,21 millions d'Ariary sur les opérations des FCV pour l'année 2015.

Tableau n° : Situation des FCV 2015

(En Ariary)

Nomenclature	Crédits LFI	Crédits LFR	Réalisations	(%)
Recettes	288 130 000,00	217 130 000,00	302 214 036,44	139,19
Aide sur FCV	288 130 000,00	217 130 000,00	302 214 036,44	139,19
Dépenses	0,00	0,00	0,00	0,00
Fonctionnement	0,00	0,00	0,00	0,00
Excédent sur FCV			302 214 036,44	

Sources: SGAB – Calcul SLR

Le tableau suivant retrace l'évolution quinquennale des FCV à partir de 2011. L'analyse montre que les résultats ont toujours été excédentaires avec un pic de 1,14 milliards d'Ariary en 2011, bien que ces derniers ont eu tendance à progressivement diminuer. En effet, les recettes en 2015 ne représentaient plus que 26,43% de celles réalisées au cours de l'année 2011, soit une chute de 841,24 millions d'Ariary en l'espace de 5 ans.

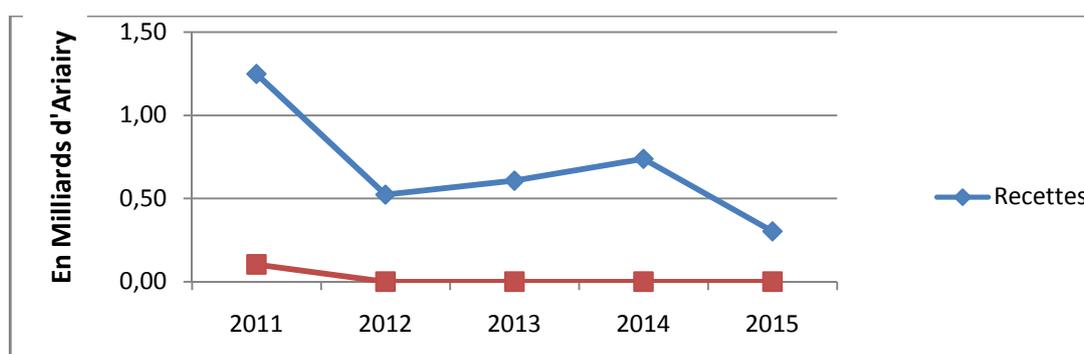
Tableau n° : Evolution des FCV de 2011 à 2015

(En Ariary)

Rubriques	2011	2012	2013	2014	2015
Recettes (1)	1 247 689 093,94	522 671 979,04	606 518 299,38	737 737 020,99	302 214 036,44
Dépenses (2)	104 235 018,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Résultats (1 - 2)	1 143 454 075,94	522 671 979,04	606 518 299,38	737 737 020,99	302 214 036,44

Sources: SGAB – Calcul SLR

Graphique n° : Evolution des FCV de 2011 à 2015



Sources: SGAB – Calcul SLR

G. OPERATIONS EN CAPITAL DE LA DETTE PUBLIQUE(OCDP)

Tableau n° : Situation des OCDP 2015

(En Ariary)

Rubriques	RECETTES			DEPENSES		
	LFI	LFR	Réalisations	LFI	LFR	Dépenses
Dettes intérieures	2 530 568 238 000,00	2 850 978 238 000,00	626 353 298 581,82	2 077 011 273 000,00	2 480 049 855 000,00	11 817 089 979,48
Dettes extérieures	673 993 000 000,00	1 263 341 659 000,00	723 000 889 341,67	191 920 395 000,00	172 886 400 000,00	116 977 974 380,56
Disponibilité Mobilisable	0,00	274 025 967 000,00		189 411 909 000,00	0,00	
Total	3 131 951 238 000,00	4 388 345 864 000,00	1 349 354 187 923,49	2 458 343 577 000,00	2 652 936 255 000,00	128 795 064 360,04
Excédent des recettes						1 220 559 123 563,45

Source : CGAF 2015

Il ressort de ce tableau que les OCDP ont affiché un résultat excédentaire de l'ordre de 1 220,56 milliards d'Ariary. Cette situation résulte d'un montant des recettes encaissées dépassant largement les remboursements effectués. Comparé à l'année précédente, on a constaté une augmentation significative des prévisions tant en matière de recettes que de dépenses.

D'une part, en matière de dettes intérieures, contrairement à l'année précédente où les seules réalisations concernent les ressources extérieures, les recettes encaissées en 2015 sont évaluées à 626,35 milliards d'Ariary. Malgré une révision à la hausse des prévisions dans le cadre de la LFR, les taux d'exécution sont demeurées faibles, soit 21,97 % en matière de recettes et seulement 0,48 % pour les dépenses.

D'autre part, sur les 1 263,34 milliards d'Ariary de ressources sur financement extérieur estimés, 723,00 milliards ont été effectivement débloqués, soit 57,22%. Concernant les remboursements, le taux d'exécution est évalué à 67,66% des estimations initiales.

H. RECAPITULATION GENERALE DE L'EXECUTION DE LA LOI DE FINANCES 2015

Tableau n° : Récapitulation générale de l'exécution des Lois de Finances 2015

En Ariary	RECETTES					DEPENSES				
	Prévisions Initiales	Prévisions Finales	Réalisations	Taux (1)	Taux (2)	Crédits Initiaux	Crédits finaux	Réalisations	Taux (1)	Taux (2)
CADRE I	4 118 571 463 000,00	3 496 288 549 000,00	3 282 458 581 829,00	66,23%	93,88%	4 670 414 632 000,00	5 047 980 666 000,00	4 107 085 147 890,34	84,24%	81,36%
CADRE II	26 690 000 000,00	26 690 000 000,00	18 371 519 937,87	0,37%	68,83%	26 690 000 000,00	26 690 000 000,00	14 822 685 111,71	0,30%	55,54%
CADRE III	685 927 612 000,00	684 327 612 000,00	305 305 388 702,16	6,16%	44,61%	807 980 234 000,00	868 262 234 000,00	624 793 233 794,15	12,81%	71,96%
CADRE IV	288 130 000,00	217 130 000,00	302 214 036,44	0,01%	139,19%	0,00	0,00	0,00	0,00%	0,00%
CADRE V	3 131 951 238 000,00	4 388 345 864 000,00	1 349 354 187 923,49	27,23%	30,75%	2 458 343 577 000,00	2 652 936 255 000,00	128 795 064 360,04	2,64%	4,85%
TOTAL	7 963 428 443 000,00	8 595 869 155 000,00	4 955 791 892 428,96	100,00%	57,65%	7 963 428 443 000,00	8 595 869 155 000,00	4 875 496 131 156,24	100,00%	56,72%

Source : DGB (1) Taux de réalisations par rapport aux réalisations totales (2) Taux de réalisations par rapport aux prévisions finales

I. EVOLUTION DES SOLDES DE LA LOI DE REGLEMENT DES 5 DERNIERES ANNEES

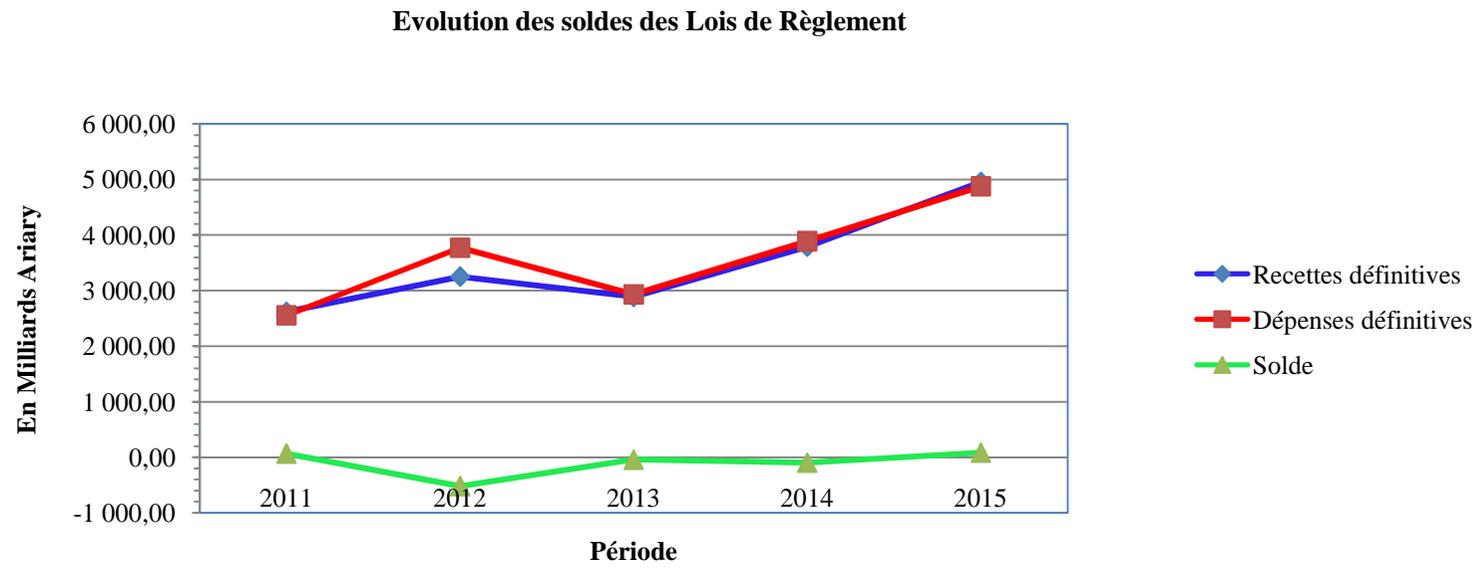
La situation des soldes de la Loi de Règlement s'est appréciée en 2015, si on se réfère aux résultats de l'exécution des Lois de Finances de 2012 à 2014. En effet, si l'exercice budgétaire 2014 s'est achevé par un creusement de déficit de l'ordre de 98,23 milliards d'Ariary, celui de 2015 a enregistré un excédent de recette d'une valeur de 80,28 milliards d'Ariary. La situation des soldes de la Loi de Règlement pour les dernières périodes quinquennales est reportée dans le tableau et les graphes qui suivent :

Tableau n° : Evolution des soldes de la Loi de Règlement des 5 dernières années

Rubriques	En Ariary				
	2011	2012	2013	2014	2015
Recettes définitives	2 619 730 920 509,84	3 251 308 792 500,45	2 888 647 393 579,73	3 789 917 609 595,77	4 955 791 892 428,96
Situation par rapport à l'année précédente	23,25	24,11	-11,15	31,20	30,76
Dépenses définitives	2 554 006 938 911,93	3 770 775 878 355,88	2 931 506 005 779,47	3 888 155 712 499,26	4 875 496 131 156,24
Situation par rapport à l'année précédente	7,00	47,64	-22,26	32,63	25,39
Solde	65 723 981 597,91	-519 467 085 855,43	-42 858 612 199,74	-98 238 102 903,49	80 295 761 272,72
Situation par rapport à l'année précédente	-125,13	-8,90	-91,75	129,21	-181,74

Source : DGB

Graphique n° : Evolution des soldes des Lois de Règlement



Source : DGB

PROJET DE LOI DE REGLEMENT 2015

ANALYSE DES ARTICLES

Le présent projet de Loi de Règlement comprend dix (10) articles.

Les articles 1 à 5 sont consacrés à l'énumération des réalisations et des résultats obtenus par les cinq (05) cadres budgétaires dans lesquels se répartissent les opérations des Lois de Finances 2015, telles qu'il ressort des documents justificatifs ci-après :

- 1- Opérations du Budget Général;
- 2- Opérations des Budgets Annexes ;
- 3- Comptes Particuliers du Trésor ;
- 4- Opérations génératrices des Fonds de Contre-Valeur et assimilés ;
- 5- Opérations en Capital de la Dette Publique.

L'article 6 constate les dépassements sur les crédits évaluatifs et limitatifs au titre de la gestion 2015.

L'article 7 établit le Compte des résultats de l'année budgétaire 2015 conformément à l'article 43 de la Loi Organique n°2004-007 du 26 juillet 2004, tandis que l'article 8 autorise l'imputation au compte permanent du Trésor les résultats excédentaires soit **80 295 761 272,72 Ariary**. Enfin, au présent projet de Loi de Règlement est annexé le rapport de la Cour des Comptes portant examen de l'exécution des Lois de finances pour 2015, la déclaration générale de conformité des comptes des ordonnateurs et des comptables, et le Compte Général de l'Administration des Finances (CGAF) de la Loi de Finances 2015.

Tel est, Monsieur le Président, Monsieur le Premier Ministre, Mesdames et Messieurs les Ministres, Monsieur le Vice-ministre, Madame et Monsieur les Secrétaires d'Etat, l'objet du présent projet de Loi que nous avons l'honneur de soumettre à vos hautes considérations.

Antananarivo, le 27 JAN 2017.

LE MINISTRE DES FINANCES ET DU BUDGET



RAKOTOARIMANANA Francois M.M. Gervais



REPOBLIKAN'I MADAGASIKARA
Fitiavana - Tanindrazana - Fandrosoana

REPOBLIKAN'I MADAGASIKARA
Fitiavana - Tanindrazana –Fandrosoana

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

PROJET DE LOI N° du

Portant Loi de Règlement pour 2015

Le Parlement a adopté en leur séance en date du

Le Président de la République,

- Vu la Constitution,
- Vu la Décision n° -HCC/D du

Promulgue la loi dont la teneur suit :

Article premier :

Sont constatées, les opérations du Budget Général de l'Etat, pour l'année 2015 qui s'élèvent à la somme de **3 282 458 581 829,00 Ariary** pour les recettes encaissées, et à la somme de **4 107 085 147 890,34 Ariary** pour les dépenses ordonnancées, soit un solde débiteur de **824 626 566 061,34 Ariary**.

Article 2 :

Sont constatés, les résultats nets des Opérations des Budgets Annexes pour 2015 qui s'élèvent, en recettes à **18 371 519 937,87 Ariary** et en dépenses à la somme de **14 822 685 111,71 Ariary**, dégageant un solde créditeur de **3 548 834 826,16 Ariary** à savoir :

a- pour l'Imprimerie Nationale, en recettes à **8 618 224 509,20 Ariary** et en dépenses à **7 502 777 146,20 Ariary**, soit un excédent de recettes de **1 115 447 363,00 Ariary** à verser aux fonds de réserves de ce budget.

b- pour les Postes et Télécommunications, en recettes à **9 753 295 428,67 Ariary** et en dépenses à **7 319 907 965,51 Ariary**, soit un excédent de recettes de **2 433 387 463,16 Ariary** à verser aux fonds de réserves de ce budget.

Article 3 :

Sont constatées, les Opérations des Comptes Particuliers du Trésor pour l'année 2015 qui s'élèvent respectivement en recettes à **305 305 388 702,16 Ariary** et en dépenses à **624 793 233 794,15 Ariary**, soit un solde débiteur de **319 487 845 091,99 Ariary**.

Article 4 :

Sont constatées, les Opérations Génératrices de Fonds de Contrealeur qui s'élèvent respectivement en recettes à **302 214 036,44 Ariary** et en dépenses à **0,00 Ariary**, soit un solde créditeur de **302 214 036,44 Ariary**.

Article 5 :

Sont constatées, les Opérations en Capital de la Dette Publique qui s'élèvent respectivement en recettes à **1 349 354 187 923,49 Ariary** et en dépenses à **128 795 064 360,04 Ariary**, soit un solde créditeur **1 220 559 123 563,45 Ariary**.

Article 6 :

Sont constatés et approuvés les dépassements sur les crédits évaluatifs d'un montant de **130 645 373 705,72 Ariary ;**

Sont autorisées en conséquence, en application de l'article 13 de la Loi Organique n°2004-007 du 26 juillet 2004 sur les Lois de Finances, les inscriptions des crédits correspondants, à titre de renflouement de ces dépassements.

Sont constatés les dépassements sur les crédits limitatifs d'un montant de **5 588 000 Ariary**.

Article 7:

Sont établis, conformément aux répartitions figurant à l'état récapitulatif annexé à la présente Loi, les résultats de l'année 2015 qui comprennent :

- 1- le déficit des opérations du Budget Général, soit **824 626 566 061,34 Ariary**.
- 2- l'excédent des opérations des Budgets Annexes, soit **3 548 834 826,16 Ariary**.
- 3- la variation nette du solde débiteur des Comptes Particuliers du Trésor soit de **319 487 845 091,99 Ariary**.
- 4- la variation nette du solde créditeur des Fonds de Contrealeur soit **302 214 036,44 Ariary**.
- 5- la variation nette du solde créditeur des comptes d'emprunts, soit **1 220 559 123 563,45 Ariary**.

Article 8 :

Est autorisée, l'imputation au Compte permanent du Trésor de la somme de **80 295 761 272,72 Ariary**, montant des résultats excédentaires de l'année 2015.

Article 9 :

Sont approuvés les documents annexés à la présente Loi.

